

LA

LA LETTRE DE CHANGE

INSTRUMENT DE CRÉDIT
EN DROIT FRANÇAIS

ET
EN DROIT ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le vendredi 11 décembre 1908
à 1 heure 1/2 de l'après-midi.*

PAR

Albert TROULLIER

President : M. THALLER, professeur.

Suffragants } MM LYON-CAEN, professeur.
WALL agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

LA LETTRE DE CHANGE

INSTRUMENT DE CRÉDIT
EN DROIT FRANÇAIS
ET
EN DROIT ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le vendredi 11 décembre 1908
à 1 heure 1/2 de l'après-midi.*

PAR

Albert TROULLIER



President : M. THALLER, professeur.

Suffragants } MM LYON-CAEN, professeur.
WALL, agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1908

BIBLIOGRAPHIE

Aug. ARNAUNÉ. — *La monnaie. Le crédit et le change*, Paris, 1902.

J. ALEXANDRE. — *Mondoubleau sous la Révolution, 1792-1793, Vendôme*, 1904.

ALAUZET. — *Appendice au commentaire du code de commerce et de la législation commerciale*, Paris, 1865.

Annuaire de la législation française publié par la Société de législation comparée, 14^e année, Paris, 1895.

Anthoine DE SAINT-JOSEPH. — *Concordance entre les codes français et étrangers*.

BÉGOUEN. — *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*.

W. BRAUER. — *Die allgemeine deutsche wechselordnung erläutert von Brauer*.

BORCHARDT. — *Archiv. für deutsches wechselrecht*, Leipzig, 1856.

BARCLAY — *Les effets de commerce dans le droit anglais*, Paris, 1884.

BLUMENTHAL. — *Code de commerce de Roumanie*, traduit, Paris, 1889.

BÉDARRIDE. — *De la lettre de change*.

- BRAVARD-VEYRIÈRES. — *Traité de la lettre de change* annoté par DEMANGEAT, Paris, 1862.
- Ad. BLANQUI. — *Histoire de l'économie politique en Europe*, Paris, 1837.
- H. BAUDRILLART. — *Manuel d'économie politique*, Paris, 1878.
- BOISTEL — *Précis de droit commercial*, Paris, 1884.
- CAUWÈS. — *Précis d'économie politique*, Paris, 1881.
- M. D. CHALMERS. — *The negotiable instruments act*, Calcutta, 1882.
- CHRÉTIEN. — *De la lettre de change en droit international privé*, Nancy, 1881.
- COSACK. — *Traité de droit commercial*, Paris, 1905.
- Code de commerce allemand et loi allemande sur le change*, traduits et annotés par Paul GIDE. J. Flach, Lyon-Caen J. Dietz. Paris, imprimerie nationale, MDCCCLXXXI.
- CICÉRON. — *Lettres à Atticus*.
- DUPONT DE NEMOURS. — *Théorie des Banques*, Paris, 1806.
- DEPPING. — *Les Juifs au moyen âge*, Paris, 1834.
- Jacques DU PUY DE LA SERRA. — *L'art des lettres de change*, Paris, MDCLXXX.
- DALLOZ (Arm.). — *Effets de commerce*.
- DEUTSCH (Henry). — *Arbitrages en métaux précieux, monnaies, lettres de change, fonds publics, valeurs mobilières et primes*, Paris, 1905.
- DELAMARRE et LE POITVIN. — *Traité de droit commercial*.
- EINERT. — *Das wechselrecht nach dem Bedürfnitz des wechselfgeschäfts in neunzehnten Jahrhundert*.
- Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, DIDEROT et d'ALEMBET, Paris, MDCCLI.

- EGGER. — *Mémoires d'histoire ancienne et de philologie*, Paris, MDCCCXIII.
- EGGER. — *Note sur la question : si les Grecs ont connu l'usage de la lettre de change*, 13 juin 1860.
- Encyclopédie du XIX^e siècle*, Paris, 1872.
- FAUVEL (Ed.). — *Des chèques*, Paris, 1902.
- GRASSHOF. — *Das wechselrecht der Araber*, Berlin, 1900.
- GOLDSCHMIDT. — *Geschäfts operationem auf den messen der champagne*, zeitschr für das gesammte, Handelsrecht, 1892.
- GIRARD. — *Manuel élémentaire de droit romain*, Paris, 1901.
- GENEVOIX. — *De l'endossement irrégulier*, Dijon, 1901.
- GOSSCHEN. — *Théorie des changes étrangers*.
- GRASSERIE (Raoul de la). — *Code de commerce hongrois*, Paris, 1891.
- HUVELIN. — *Travaux sur l'histoire de la lettre de change*, Paris, 1901.
- HUVELIN. — *Annales de droit commercial*, 12^e année, 1898.
- HUVELIN. — *Revue historique*, année 1901.
- HERVÉ-BAZIN. — *Traité élémentaire d'économie politique*, Paris, 1880.
- HARTMANN. — *Das deutsche wechselrecht historisch und dogmatisch dargestellt*, Berlin, 1869.
- HEINECCIUS. — *Elem. Jur. Camb.*, Genève, 1744.
- ISAMBERT. — *Recueil général des Lois*.
Journal des tribunaux de commerce.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Manuel de droit commercial*, Paris, 1894.
- LE MERCIER. — *Étude sur les chèques*, Paris, 1874.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *L'art de placer et de gérer sa fortune*, Paris, 1905.

- LABORDE. — *Essai sur l'endossement en blanc*, Toulouse, 1889.
- LEHR (Ernest). — *Code de commerce portugais de 1888*, Paris, 1889.
- LÖNHOLM (Ludwig). — *Japanisches Handelsgesetzbuch*, Tokyo, 1900.
- LOCRE. — *Esprit du Code de commerce*, Paris, 1829.
- LOCRE. — *Travaux préparatoires*.
- LEGRAND (Victor). — *Juges et consuls*.
- LENORMANT (François). — *Histoire ancienne de l'Orient*, Paris, 1887.
- MAX-APT. — *Scheckgesetz vom 11 märz 1908*, Berlin, 1908.
- MONTESQUIEU. — *Esprit des lois*.
- MESNIL-MARIGNY (DU). — *Histoire de l'Économie politique des anciens temps de l'Inde, de l'Égypte, de la Judée et de la Grèce*, Paris, 1873.
- MITTERMAIER. — *Revue étrangère et française de Législation*.
- MOLINARI (DE). — *Précis d'économie politique et de morale*, Paris, 1893.
- MANTEYER (Georges DE). — *Les émissions de billets de confiance dans le district de Gap*, Gap, 1905.
- NAMUR. — *Avant-propos du commentaire du titre VIII*, Liège, 1872.
- NAMUR. — *Commentaire du nouveau code de commerce belge*, Bruxelles, 1873.
- NOUGUIER. — *Des lettres de change*, Paris, 1851.
- NOEL (Octave). — *Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés*, Paris, 1891.
- PERROUD (Jean). — *Essai sur le billet de banque*, Paris, 1901.
- PICHON. — *De l'inopposabilité des exceptions au porteur d'un titre à ordre*, Paris, 1904.
- PETER. — *La lettre de change et autres valeurs analogues au point de vue spécial de la législation suisse*, Bienne, 1908.

PIÉTRARU. — *De la provision en matière de lettres de change dans le droit français et dans les principales législations étrangères*, Paris, 1899.

PRUDHOMME (Henri). — *Code de commerce espagnol*, Paris, 1891.

PRUDHOMME. — *Code de commerce argentin*, Paris, 1893.

PRUDHOMME. — *Code de commerce chilien*, Paris, 1892.

PARDESSUS. — *Traité du contrat et des lettres de change, des billets à ordre et autres effets de commerce*, Paris, MDCCCIX.

POTHIER. — *Œuvres*, annotées par BUGNET, Paris, 1861.

RUBYS (Claude de). — *Histoire véritable de la ville de Lyon*, Lyon, 1604.

ROUSSEAU. — *Du trafic des billets de complaisance*, Paris, 1876.

RATHOV-ROJNOV. — *Loi russe sur les lettres de change*, Saint-Pétersbourg, 1902.

Résumé des conférences sur la lettre de change, 1895-1896, Paris, bibliothèque nationale.

STRANZ (Dr. J.) et STRANZ (Dr. M.). — *Allgemeine deutsche wechselordnung Kommentar*, Berlin, 1906.

STANLEY JEVONS. — *La monnaie et le mécanisme de l'échange*, Paris, 1876.

SAY (J.-B.). — *Traité d'économie politique*.

SLATER (J.-A.). — *The commercial law of England*.

SACRÉ (A.). — *Dictionnaire de commerce et de droit commercial*, Paris, 1884.

SMITH (Adam). — *An Inquiry into the nature and causes of the wealth of the nations*, 1776.

SAVARY (Jacques). — *Le parfait négociant*, Paris, 1688.

STUART-MILL. — *Political Economy*.

SCACCIA (Sigismond). — *Tractatus de commercio et cambiis*, 1618.

- TESTIS. — *Le rôle des établissements de crédit en France*, Paris, 1907.
Bureaux de la *Revue politique et parlementaire*.
- THALLER (E.). — *Examen juridique du privilège d'émission de la Banque de France et du billet de banque dans la circulation fiduciaire*, Paris, 1875.
- THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial*, Paris, 1904.
- TURREL. — *Code de commerce italien*, Paris, 1892.
- TRIPELS. — *Les codes néerlandais traduits*, Maëstricht, 1886.
- TURRI (Raphaël DE). — *Tractatus de Cambiis*, 1639.
- TOUZAUD. — *Des effets de commerce*, Paris, 1882.
- WAHL. — *Des titres au porteur*.
- VIDARI. — *La Cambiale*. Gli ordini in derrate et l'assegno bancario.
- VIGNE (Marcel). — *La Banque à Lyon du XV^e au XVIII^e siècle*, Paris, 1903.
- VOLTAIRE. — *Dictionnaire philosophique*, t. 5.
-

LA LETTRE DE CHANGE

instrument de crédit en droit français et en droit
étranger.

INTRODUCTION

Ce qu'est la lettre de change considérée en elle-même. — Double rôle possible. — 1^o Instrument d'exécution du contrat de change. — 2^o Instrument de crédit.

Ce n'est que peu à peu qu'elle a reçu ce second emploi et que sa législation y a été adaptée.

Le but du présent travail est d'exposer cette évolution.

Le contrat de change à l'origine. — Sa nécessité. — Son mécanisme. — Comment est née la première idée de la lettre de change.

Le code de commerce ne donne pas une définition de la lettre de change. On peut dire comme Cosack (1) que la lettre de change est un titre de créance; que c'est un papier-monnaie, car la prestation promise dans la lettre de change est toujours un paiement en argent; que c'est une valeur mobilière, ce qui veut dire : Le droit de faire valoir la dette de change inscrite dans la dette de change n'appartient qu'à celui qui est en droit de disposer de la lettre de change, en tant qu'acte écrit. Plus exactement, on peut dire :

La lettre de change est la délégation que fait un créancier *actuel* ou *éventuel* de sa créance contre le tiré son débiteur au profit d'une autre personne.

Plus simplement on peut dire :

La lettre de change forme un acte sous-seing privé portant l'engagement unilatéral du tireur (2)

(1) Cosack. *Traité de droit commercial*, t. II, Paris, 1905.

(2) Thaller. *Traité élémentaire de droit commercial*, Paris, 1904.

L'idée de la lettre de change est liée intimement au contrat de change.

Le règlement des affaires commerciales s'est effectué par le troc, par l'emploi des métaux précieux, par le papier-crédit. Sans parler du troc primitif, il est évident que le seul secours du numéraire, même dans les temps les plus reculés, s'est trouvé insuffisant pour permettre les transactions.

La difficulté des communications, l'insécurité des routes rendaient difficile, sinon presque impossible le transport du numéraire d'un point à un autre. De plus les monnaies ont presque toujours eu deux valeurs, l'une intrinsèque et réelle, l'autre arbitraire et nominale, d'où une difficulté pour opérer un paiement dans un lieu différent de celui où avait été contractée l'obligation.

La valeur d'une chose et surtout d'un métal n'en fait pas toujours le prix : c'est souvent son abondance ou sa rareté ou le besoin que plusieurs personnes peuvent en avoir au même moment. (1)

C'est l'abondance et la rareté relative des monnaies des divers pays qui forment ce qu'on appelle le change, dit Montesquieu (2). Le change a appris au banquier à comparer toutes les monnaies du monde et à les mettre à leur juste valeur.

(1) Pardessus. *Traité du contrat et des lettres de change, des billets à ordre et autres effets de commerce*, Paris, MDCCCIX ;

(2) Montesquieu. *Esprit des lois*.

Partant de cette idée, il est aisé de voir que la lettre de change a une utilité telle qu'elle a dû être utilisée à des époques extrêmement anciennes, et prendre naturellement naissance dans tous les milieux commerciaux de la plus haute antiquité.

La lettre de change existe en germe dès qu'une personne au lieu de remettre elle-même des fonds à une autre l'adresse à quelqu'un. Ainsi le premier capitaliste qui s'avisa de donner un bon sur son caissier prépara l'avènement futur de la lettre de change.

Qui dit contrat de change, dit lettre de change en préparation. De très bonne heure on voit mentionner ce contrat, tantôt purement et simplement, tantôt avec mention de mandat.

Du neuvième au septième siècle avant J. C. on constate dans les documents assyriens un développement de moyens de représentation fiduciaire de valeurs métalliques fondée sur le crédit des négociants, un emploi des ressources que fournissent les contrats de prêt et de change, en un mot un système déjà fort avancé de papier de commerce, s'il est permis de se servir ici de cette expression. (1)

Conformément aux habitudes particulières de la civilisation euphratique en ce qui concernait l'écriture, ils ont été écrits sur de petites galettes quadrilatères d'argile. Le texte y a été inscrit sur la terre molle, puis le gâteau

(1) Octave Noël. *Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés*, (2 vol., Paris, 1891).

d'argile a été mis au four de manière à devenir inaltérable et indestructible. — Voici un exemple d'une obligation simple :

4 mines d'argent au poids de Kaskemis,
(créance) de Nirgal-sar-ussur.

sur Nabu-Zikir-iddin, fils de Nabu-ram-napesti-de-Dur-sarkin.

à 5 sicles d'argent d'intérêt mensuel.

Le 26 aïru, éponymie de Gabbar (667 av. J. C.)
suivent les noms des témoins.

Telle est la forme qu'on donnait en Assyrie au chirographe rédigé par devant témoins, qui constituait le titre du créancier sur le débiteur et dont la remise à ce dernier constituait sa libération.

C'est une obligation de ce genre que Tobie envoie son fils toucher chez Gabel (1).

L'on cite également un exemple de mandat de paiement tiré d'un lieu sur un autre :

4 mines 15 sicles d'argent
créance de Asdu fils de Yakin
sur Marduk-pal-ussur, fils de Marduk-balat-irib
dans la ville d'Uruk.
Marduk-balat-irib paiera
au mois de tibit
4 mines 15 sicles d'argent

(1) François Lenormant. *Histoire ancienne de l'Orient*, t. V, Paris, 1887.

à Bel-pal-Iddin, fils de Sinnaïd

Ur, le 14 Arah-Samma

l'an II de Nabonid

roi de Babylone

Suivent les noms des témoins. Le mandat est à 76 jours de date. Il constitue incontestablement une lettre de change encore imparfaite dans sa forme, mais en remplissant toutes les conditions essentielles.

L'intervention de témoins était indispensable en Assyrie, avec un mode d'écriture qui ne permettait pas l'existence d'autographes d'un caractère individuel. D'ailleurs peu de gens savaient écrire et l'intervention d'un scribe était nécessaire.

Dans la langue assyrienne, l'acte que nous venons d'indiquer portait le nom de « *sipartu* » c'est-à-dire « *missive* » de la racine « *supar* » envoyer, qui indique essentiellement la notion de remise d'un lieu sur un autre.

Dans de très antiques formules juridiques dans les deux langues suméro-accadienne et assyrienne, on lit « La *sipartu* « non payée qui reste à envoyer, contre argent il l'a échangée. »

Nous constatons ainsi que ces mandats d'un lieu sur un autre étaient négociables, par la formule même consacrée pour l'acte qui constatait cette négociation.

C'est sans doute pour faciliter la négociation de l'effet à un tiers que dans quelques-uns on ne nomme pas de per-

sonne chargée de toucher dans la ville habitée par le débiteur.

A l'absence d'acceptation et d'endossement on remédiait par le moyen d'un acte spécial constatant la négociation de l'effet, et donnant par suite, au preneur de la lettre de change, un moyen de recours contre le tireur en cas de paiement.

On le voit, les Assyriens étaient familiarisés de bonne heure avec les conséquences du contrat de change.

L'idée de mandat et de délégation est si naturelle et tellement inhérente aux affaires commerciales, que chez tous les peuples commerçants la lettre de change devait exister.

L'idée de délégation devait évidemment augmenter de fréquence au fur et à mesure que les peuples se rapprochaient, que les voyages se multipliaient et que les rapports entre les différentes villes d'abord, entre les différents peuples, ensuite, se développaient.

Rien de plus probable que l'usage de la lettre de change se soit rapidement étendu dans les villes maritimes. — Les commerçants ont eu de bonne heure l'idée de charger des navires de marchandises qu'ils envoyaient dans des pays éloignés pour les y vendre. Au retour, il était essentiel d'y placer une cargaison susceptible d'être écoulée dans le port de départ pour éviter que les navires ne fissent un voyage à vide.

Il y avait donc là un commerce d'exportation et d'impor-

tation à la fois. Ce commerce ne pouvait bien longtemps se régler par le troc primitif. L'impossibilité d'équilibrer la valeur de l'importation et de l'exportation d'une façon équitable et pratique à contraint l'acheteur et le vendeur primitifs à constituer une comptabilité suivant laquelle les parties contractantes se trouvaient au départ du voyageur débitrice et créditrice.

Le marchand, grâce à l'établissement du compte, ne se trouvait plus obligé de compléter quand même la cargaison du retour. S'il partait créiteur, il devait forcément arriver à chercher une combinaison pour donner mandat à quelqu'un de toucher sa créance, et pour lui donner une délégation sur son débiteur.

En Grèce la lettre de change était parfaitement connue. On en trouve la preuve dans un passage d'Isocrate : (1).

« Stratoclès était à la veille de partir pour le Pont comme je voulais tirer sur ce pays les plus fortes sommes que je pourrais, je le priai de me laisser ce qu'il avait d'argent, que mon père le lui rendrait dans le Pont. Je regardais comme un grand avantage que mes deniers ne courussent pas les risques d'une navigation, surtout les Lacédémoniens étant maîtres de la mer. L'emprunt que je fis à Stratoclès n'est donc pas une preuve que je n'avais aucuns fonds ici ; mais vous allez voir que j'en avais chez Pasion. En effet, Stratoclès m'ayant demandé qui lui

(1) Du Mesnil-Marigny. *Histoire de l'économie politique des anciens temps de l'Inde, de l'Égypte, de la Judée et de la Grèce*, t. II, Paris, 1873.

rendrait son argent, supposé que mon père refusât de payer sur ma lettre, ou que, revenant à Athènes, il ne m'y trouvât plus, je le menai chez Pasion qui s'engagea à lui remettre le principal et les intérêts. Or, si Pasion n'avait pas eu de fonds à moi, croyez-vous qu'il eut répondu aussi volontiers d'une somme de cette importance. » (1)

Il serait intéressant, dit Emile Egger, de retrouver dans l'antiquité même l'origine de la lettre de change « Aussi lisant naguère l'essai d'un savant russe, M. de Kontorga, sur les trapézites ou banquiers d'Athènes, parmi beaucoup de faits curieux rassemblés dans ce court mais substantiel mémoire, j'y remarquai avec surprise l'assertion suivante : Ils (les trapézites) eurent les premiers l'idée des lettres de change, κολλυβιστικα συμβολα assertion que l'auteur appuie sur un article d'H. Estienne dans le *thesaurus linguæ græcæ*. Je recourus donc à ce *thesaurus* (sous le mot κολλυβος) qui sans citer aucun témoignage ancien se réfère à G. Budé. Or que dit Budé dans ses commentaires : « Sic hodie vocari possunt collybisticæ, quas litteras collybicas vocant, quasi ad commutandam pecuniam externam institutas. »

Dans tout cela pas un texte qui prouve que κολλυβιστικον συμβολον ait été employé par un auteur ancien dans le sens en question ; pas même un exemple de l'adjectif

(1) Discours d'Isocrate connu sous le nom de *Trapésilique*, 436 av. J.-C.

κολλυθιστικός, fort bien dérivé sans doute de κολλυθιστής mais enfin qui manque jusqu'ici d'autorité.

D'un autre côté, l'auteur du meilleur dictionnaire français-grec, que nous possédions aujourd'hui, Courtaut Diverneresse, traduit lettre de change par τα αργυροπρακτικά, τα κολλυθιστικά συμβόλα, citant pour autorité, à l'appui du premier mot Phrynicius qui n'autorise que κολλυθος et κολλυθιστής sans dire un seul mot du procédé commercial dont il s'agit.

Ainsi, quelque convenable, quelque séduisante que soit l'expression κολλυθιστικον συμβολα pour désigner ce qu'on appelle aujourd'hui une lettre de change, il faut reconnaître que cette expression ne s'est pas rencontrée jusqu'ici chez les anciens. Assurément, les nécessités du commerce entre pays éloignés l'un de l'autre ont dû faire imaginer de bonne heure une méthode d'échanges qui épargnât le transport des espèces. Vivant en relations journalières avec tous les comptoirs du monde alors connu, ayant à se défier en outre de la piraterie, qui infesta presque de tout temps la Méditerranée, avant le triomphe des Romains, les banquiers d'Athènes purent-ils se borner longtemps à des procédés aussi pénibles que périlleux pour leurs opérations commerciales, on ne se résigne pas à le croire.

On le croit encore moins pour les chevaliers romains ou publicains, quand leurs puissantes corporations furent

chargées du recouvrement des impôts dans toutes les provinces de la République (1).

Un texte de l'orateur Lysias, que citait déjà Budé à propos des *συμβολα κολλυβιστικα* contient l'indication assez précise de la lettre de crédit.

Démus, fils de Pyrilampès, nous dit Lysias, partant comme Tétrarque (armateur et commandant d'une galère) pour l'île de Chypre, me pria de venir le voir, prétendant qu'il avait un « symbolon » du roi de Perse, avec une fiole d'or, sur laquelle celui-ci lui avait prêté 16 mines pour ses dépenses d'armateur ; qu'arrivé à Chypre, il dégagerait la fiole en payant 20 mines, car, grâce à son symbolon, il aurait abondance de toutes choses, et en particulier, d'argent, sur tout le continent.

Πολλων γαρ αγαθων και αλλων και γρηματων
ευπορησειν ζια το συμβολον εν παση τη ηπειρω

Que pouvait être ce symbolon ou signe de reconnaissance, sinon une pièce qui accréditait l'armateur athénien auprès des agents du grand roi et surtout auprès de ses officiers de finances (2).

Dupont de Nemours (3) assure que les très anciennes villes commerçantes, Tyr, Carthage, Athènes, Corinthe,

(1) Emile Egger. *Mémoires d'histoire ancienne et de philologie*, Paris, MDCCCLXIII.

(2) Egger. *Note sur la question : si les Grecs ont connu l'usage de la lettre de change*; *Bulletin de la Société des antiquaires*, séance du 13 juin 1860; Zysias 459 av J.-C.

(3) Dupont de Nemours. 1739-1817. *Théorie des Banques*, Paris, 1806.

Syracuse, Alexandrie, en ont pratiqué l'usage. Ce qui est certain c'est que le change d'une monnaie contre une autre monnaie était connu et donnait lieu à des transactions opérées en Grèce par des « *τραπεζίται* », à Rome par des « *collybistæ*. »

A Rome, l'emploi de l'exception « *non numeratæ pecuniæ* » s'explique par une pratique analogue à celle de nos chèques. Elle suppose un emprunteur promettant d'avance par stipulation le remboursement d'une somme d'argent qui se trouve ensuite ne lui être pas effectivement remise. C'est donc qu'il s'est écoulé un certain intervalle entre la promesse de rembourser et la numération des écus.

Les pérégrins faisaient d'ailleurs un usage régulier des « *syngraphæ* » (de *συν γραφειν*) et des « *chirographæ* » (de *χειρ γραφειν*). L'écriture, au lieu d'émaner du créancier est l'œuvre du débiteur et se présente sur des feuilles volantes ou des billets séparés. Le « *syngrapha* » plus antique, et souvent mentionné dans les vieux auteurs latins, se rédige en double et porte la signature des deux parties : le « *chirographum* » n'est signé que du débiteur et reste entre les mains du créancier.

Nous retrouvons dans Cicéron, c'est-à-dire un siècle avant l'ère chrétienne des exemples du contrat de change. En effet, lorsque deux personnes convenaient à Rome que l'une ferait toucher à l'autre une certaine somme à Ephèse, à Carthage ou ailleurs, il y avait bien là un contrat de change.

Cicéron à diverses reprises fait une allusion très claire au contrat de change :

« Quæro quid illi opus erit Athenis, permutari ne possit an ipsi ferendum sit. »

Il demande en effet si les sommes nécessaires à Athènes ne pourront être obtenues par le change (1) et dans une autre lettre il demande également que son fils obtienne par le change ce qu'il aura à prendre à Athènes :

« Quare velim cures... ut permutetur Athenas quod sit in annum sumptum » (2)

A mesure que le commerce s'étendit, les dettes réciproques se multiplièrent, et le transport des métaux devenant de plus en plus difficile, on chercha des signes des métaux mêmes.

Chaque pays achète des denrées, ainsi qu'il en vend et par conséquent se trouve à la fois débiteur et créancier.

On en conclut que pour payer des dettes réciproques, il suffisait de transporter mutuellement les créances réciproques d'un pays à un autre, et même à plusieurs qui seraient en correspondance entre eux.

Il fut convenu que les métaux seraient représentés par un ordre que le créancier donnerait par écrit à son débiteur, d'en payer le prix au porteur de l'ordre. La multiplicité des dettes réciproques est donc l'origine du change

(1) Cicéron. *Epistolæ ad Atticum*, lib. XII, 24.

(2) Cicéron. *Epistolæ ad Atticum*, lib. XV, 15.

considéré comme le transport qu'un négociant fait à un autre des fonds qu'il a dans un pays étranger.

Il est donc évident que le change suppose des dettes réciproques et consiste dans l'échange des débiteurs (1).

(1) *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Diderot et d'Alembert, Paris, MDCCL1.

II

La lettre de change primitive. — Même appliquée au seul contrat de change, l'emploi en est encore limité. — Aucun endossement, puis, endossement à une seule personne. — Présentant autre que le donneur de valeur. — Émission en foire seulement. — Paiement toujours à vue. — Valeur fournie seulement en espèces. — Disparition successive de ces règles restrictives. — La règle italienne au commencement du XVII^e siècle. — L'Ordonnance de 1673. — Commentaire des anciens auteurs ? Savary-Pothier, etc.

Le contrat de change se compose du consentement de deux personnes, l'une qui donne ou promet de l'argent pour une lettre de change, l'autre qui le remet effectivement ou s'engage à remettre au terme convenu cette lettre de change pour prix de la valeur qu'elle a reçue (1).

J'ai besoin de faire un paiement ou d'avoir de l'argent à un endroit déterminé, je vais trouver un banquier. Nous passons un contrat notarié. Je lui verse la somme. Il s'oblige à me la faire parvenir au lieu convenu par qui de droit et entre les mains de qui de droit. A cet effet, quand le moment est arrivé, à ma demande, et pour s'exécuter, il me remet une lettre à l'adresse de son agent lui ordon-

(1) Pardessus. *Traité du contrat de change*, Paris, MDCCCIX.

nant de payer à mon agent. Remarquons que c'est du contrat notarié ci-dessus que résulte mon titre contre le banquier.

Si la lettre n'est point payée, mon agent ne peut rien contre l'agent du banquier. Ces deux personnes ne se connaissent pas juridiquement. Seul j'ai action contre le banquier, en vertu d'un acte.

On voit comment dans ces conditions le fonctionnement se trouve limité. Cependant partout on trouve la trace apparente du contrat de change exécuté au moyen d'écrits.

Sous le règne de Dagobert I en 640; sous Philippe-Auguste en 1181 et sous Philippe le Long en 1316, des Juifs s'étant retirés en Lombardie pour y toucher l'argent qu'ils avaient déposé en sortant de France entre les mains de leurs amis, se servirent de l'entremise des voyageurs et marchands étrangers qui venaient en France, auxquels ils donnèrent des lettres en style concis à l'effet de toucher ces deniers.

C'est là l'opinion de Giovan Villani réfutée d'ailleurs par Dupuys de la Serra tant parce qu'elle laisse dans l'incertitude de savoir si l'usage des lettres de change a été inventé dès l'an 640 ou seulement en 1316, ce qui fait une différence de plus de 600 ans, qu'à cause que, suivant lui, le bannissement des Juifs étant la punition de leurs rapines et de leurs malversations, leur ayant attiré la haine publique, cet auteur ne présume pas que quelqu'un voulût se charger de leur argent en dépôt, les assister et avoir

commerce avec eux, au préjudice des défenses portées par les ordonnances.

Il est cependant difficile de penser que les Juifs n'aient pas pris des mesures pour récupérer en Lombardie la valeur de leurs biens, ce qui ne pouvait se faire que par le moyen de lettres de change.

Les Italiens Lombards qui commerçaient en France ayant trouvé cette invention propre à couvrir leurs usures introduisirent en France l'usage de ces lettres (1).

Les rapports constants et suivis de l'Italie avec l'Orient avaient multiplié les transactions entre l'Orient et l'Occident.

Les croisades ne firent que développer ce mouvement. Le commerce arabe très actif et très perfectionné marque une forte empreinte sur le commerce de l'Occident. Dès le ^{viii}^e siècle de notre ère, le jurisconsulte Abou-Hanifa parlait de la lettre de change.

Grasshof nous signale l'essor extraordinaire pris par le change arabe dès le ^{viii}^e siècle et les relations de l'Italie avec l'Orient.

Pendant et après les croisades, la « lettre de paiement » apparaît en Italie et à la même époque, naît en Espagne dans un terrain fécondé aussi par l'influence arabe, le change (2).

(1) *Encyclopédie* Diderot et d'Alembert.

(2) Grasshof. *Droit de change chez les Arabes; Das Wechselrecht der araber*, Berlin, 1900.

On trouve dans le très ancien droit musulman une sorte de novation par changement de débiteur qui porte le nom d' « hawala ».

On peut la définir l'acte par lequel une personne appelée « muhtal alaihi » est constituée débitrice d'une autre personne appelée « muhtal » aux lieu et place d'un précédent débiteur appelé « muhil ».

Lorsque l' « hawala » sert à opérer une remise d'argent ou de valeurs d'un lieu dans un autre, elle prend le nom de « suftaga ». Elle est susceptible d'être endossée. En effet, une deuxième « hawala » se greffe fréquemment sur la première.

Première hawala :

A (muhil) a invité B (muhtal alaihi) à payer à sa place C (muhtal).

Deuxième hawala :

C à son tour est débiteur de D.

C invite B à payer à sa place D.

Dans cette deuxième hawala, C joue le rôle de muhil, B celui de muhtal alaihi, D celui de muhtal qui correspond à un véritable endossement de la « suftaga ». Une chaîne indéfinie d'hawalas est possible. Chaque « muhtal » de « l'hawala » précédente devenant « muhil » dans « l'hawala » suivante. En cas de non-paiement par le « muhtal alaihi » une chaîne indéfinie de recours est possible en sens opposé. Grâce à ce système, la « suftaga » est un titre qui peut circuler, passer de main en main.

Il est certain que ce mécanisme si complet et si souple de la *suftaga* destinée à réaliser une « *hawala* » se rapproche singulièrement du mécanisme de la lettre de change (1).

On retrouve également des pièces qui constatent que des sommes ont été comptées en Terre-Sainte par des marchands génois à des seigneurs français contre des mandats tirés sur le roi, payables en France. Les Génois étaient les banquiers de l'expédition (1256, croisade de saint Louis) (2).

Ainsi de bonne heure en Orient la lettre de change fonctionnait d'une façon régulière.

En Italie, dès 1119, les Juifs à Rome faisaient le commerce des Lettres de change.

Pendant tout le moyen âge, il faisaient deux sortes de commerce, le change ou la banque et le commerce des épices. A titre de changeurs, ils géraient quelquefois les finances de la chambre apostolique. Ils faisaient aussi partie de ces compagnies de banquiers qui, à l'étranger, se chargeaient de la rentrée et de la remise des fonds que le pape avait à y percevoir. Ils faisaient le commerce des denrées du Levant et payaient en conséquence au pape un tribut à son avènement. Leur commerce exigeait des relations avec l'Orient puisque les épices se tiraient de

(1) P. Huvelin. *Travaux sur l'histoire de la lettre de change*, Paris, 1901.

(2) Pothier. *Œuvres*, Paris, 1861, t. IV, note de Bugnet.

l'Inde par la mer rouge et l'Égypte. Outre les épices et autres denrées, ils tiraient aussi de l'Orient des tissus de soie, de coton, etc., fabriqués dans l'Inde, la Perse, en Grèce et en Égypte avant que les manufactures des grandes villes d'Italie n'aient été organisées (1).

Dans tout le Levant, les Juifs trouvaient des relations, ce qui les rendait plus propres que les Européens à effectuer les transactions. C'est ce que nous fait remarquer Cleirac : « Pour le regard des lettres de change, l'usage ou la pratique n'est en Turquie que pour les Lombards et les Juifs, lesquels y portèrent l'usage ou connaissance après qu'ils l'eurent fait éclore par deçà en 1291 (2).

Il y a lieu de noter cette corrélation entre les Juifs et les Lombards pour tout ce qui a trait au commerce et au contrat de change.

Certains auteurs se bornent cependant à soutenir cette thèse, que, seule, la persécution dont ils étaient l'objet a contraint les Juifs à inventer la lettre de change.

C'est l'opinion de Voltaire qui émet cette idée que les Juifs, proscrits de chaque pays, trouvèrent ingénieusement le moyen de sauver leur fortune et de rendre pour jamais leurs retraites assurées.

Que chassés de France sous Philippe le Long en 1318, ils se réfugièrent en Lombardie, et donnèrent aux négoc-

(1) Depping. *Les Juifs au moyen âge*, Paris, 1834.

(2) Étienne Cleirac, 1650.

cians des lettres sur ceux à qui ils avaient confié leurs effets en partant, et ces lettres furent acquittées.

L'invention admirable des lettres de change, dit-il, sortit du sein du désespoir et pour lors seulement, ce commerce put éluder la violence et se soutenir par tout le monde (1).

Montesquieu s'exprime d'une façon analogue en disant : « Les Juifs proscrits tour à tour de chaque pays, trouvèrent le moyen de sauver leurs effets. Par là ils rendirent pour jamais leurs retraites fixes ; car tel prince qui voudrait bien se défaire d'eux ne serait pas pour cela d'humeur à se défaire de leur argent. Ils inventèrent la lettre de change, et par ce moyen, le commerce put éluder la violence et se maintenir partout, le négociant le plus riche n'ayant que des biens invisibles qui pouvaient être envoyés partout et ne laissaient nulle trace » (2).

Claude de Rubys (3) nous assure que les Florentins étant chassés de leurs pays par les Guelfes se retirèrent à Amsterdam et que là ils commencèrent le commerce de la lettre de change qu'ils appelèrent « polizza di cambio ». Cette opinion paraît peu plausible, car bien antérieurement à l'expulsion des Gibelins il existait pour ces lettres depuis 1272, une loi de Venise, citée par Nicolaï de Passeribus en son traité « De scriptura privata cap.

(1) Voltaire. *Dictionnaire philosophique*, t. V.

(2) Montesquieu. *Esprit des lois*.

(3) Claude de Rubys. *Histoire véritable de la ville de Lyon*, Lyon, 1604.

de *Litteris cambii*. Le même auteur signale en outre : « *Statuum avenionense* » qui est de 1243 et qui contient un chapitre intitulé. « *De litteris cambii* ». L'institution était donc bien antérieure à l'expulsion des Gibelins. Ce qui est certain c'est qu'on trouve en Italie, dès la fin du 12^e siècle l'usage d'un titre affectant, non plus la forme d'un acte public, portant reconnaissance de dette, mais la forme d'une lettre missive fermée. Le signataire de cette lettre invite le destinataire à payer une certaine somme d'argent à un tiers. Il lui fait connaître en même temps qu'il a reçu d'une autre personne une autre somme d'argent (*mention de valeur fournie*) et il spécifie que c'est la remise de cette somme qui motive le paiement. Cette lettre n'est pas expédiée par le signataire lui-même, mais elle est confiée au donneur de valeur ; celui-ci l'adresse lui-même à la personne chargée de recevoir paiement, qui se fait payer contre remise de la lettre.

Ces lettres sont appelées « *Lettere di pagamento*. »

On reconnaît la première forme de la traite moderne. L'identité des traits essentiels est frappante (1).

Aussi ne faut-il pas attacher à la lutte des Guelfes et des Gibelins une importance trop considérable au point de vue de la lettre de change (2).

(1) P. Huvelin, *déj. cit.*

(2) La lutte des Guelfes et des Gibelins date de la mort de Lothaire II (1131). Elle fut surtout ardente entre Frédéric Barberousse et le pape Alexandre (1176). Les luttes intestines durèrent jusqu'en 1250. Ces luttes du XII^e au XIII^e siècle peuvent avoir eu pour effet de développer le commerce

Les Italiens, et particulièrement les Génois et les Florentins étaient dans l'habitude dès le début du XIII^e siècle de commercer en France et de fréquenter les foires de Champagne et de Lyon. Nous en trouvons la preuve dans les relations de l'époque et entre autres dans une convention que Philippe le Bel fit en 1294 avec le capitaine et les corps de ces marchandes et changeurs italiens contenant la redevance à payer pour les transactions opérées tant dans les « contrats de change » faits dans les foires de Champagne et de Brie que dans les villes de Paris et de Nîmes.

Cette convention fut confirmée successivement par Louis le Hutin, Philippe de Valois, Charles V et Charles VI. (1)

Un premier progrès dans le fonctionnement de la lettre de change, consiste à ne plus recourir préalablement à un notaire.

Le banquier remet immédiatement la lettre. Pour avoir un titre contre lui, j'y fais mentionner la valeur fournie par moi, c'est-à-dire la somme d'argent remise.

L'obligation ainsi contractée par lui, tire une force particulière de ce que c'est en foire.

C'est alors que nous voyons paraître toutes les règles des foires qui constituent des centres spéciaux d'affaires.

des lettres de change rendu indispensable par les brusques disparitions d'une région des partis vaincus, mais elles n'ont pas créé ce qui existait déjà.

(1) D'après les dates : Louis le Hutin, 1289; Philippe de Valois, 1328; Charles V, 1356; Charles VI, 1380, on voit que cette convention s'étendit du XIII^e à la fin du XIV^e siècle.

Une rigueur tout à fait exceptionnelle oblige les contractants.

« rigor nundinarum ».

Cette première lettre de change est soumise à des conditions strictes qui n'étaient que l'érection en règles des circonstances où elle avait pris naissance ;

Le tireur est toujours un banquier ;

Le donneur de valeur est autre que le preneur ;

Elle n'est pas transmissible ;

Elle est émise en foire ;

La valeur fournie est en argent ;

Il y a remise de place en place ;

La monnaie de la valeur et celle du paiement ne sont pas les mêmes ;

C'est en foire qu'elle est payable ;

Le progrès postérieur a consisté à s'affranchir d'une partie de ces exigences, mais sans que la lettre de change cessât d'être l'exécution du contrat de change.

On s'efforçait seulement de l'adapter de mieux en mieux à cet objet. Mais ce n'est que successivement que le fonctionnement nouveau s'est dessiné. (C'est qu'en effet, pendant bien longtemps l'on ne pouvait s'imaginer que la lettre de change put avoir un autre rôle que celui d'exécution du contrat de change. Or, à son origine, le contrat de change n'avait point la perfection acquise à l'heure actuelle. Sous l'apparence d'une convention licite, ce commerce cachait souvent de coupables usures, surtout au

moyen du change, appelé « sec, feint, ou adultérin » qui n'était qu'une lettre de change en blanc. De là des pertes notables pour ceux qui traitaient ; de là de graves préventions contre la lettre de change, qui offrait de nombreux et intimes rapports avec l'opération usuraire (1).

Les auteurs s'accordent d'une façon générale à reconnaître que les foires ont concouru puissamment à l'expansion du change et à son unification. Les foires de Lyon notamment étaient le rendez-vous de tous les négociants et le marché de toutes ces marchandises. Elles devinrent encore un point central pour le règlement de tous les comptes, pour la concentration de toutes les créances et de toutes les dettes. De là l'importance énorme du mouvement d'argent qui s'y fit, de là l'organisation des paiements qui suivit chaque foire, exigeant par leur importance une durée double de celle de la foire. (Les foires duraient 15 jours, les paiements un mois). De là l'organisation d'une véritable chambre de compensation analogue au Clearing-House moderne. (2) Les premières lettres de change employées sur le marché Lyonnais étaient désignées sous le nom de « polices de change », La banque des Médicis fut la première à pratiquer à Lyon en grand ce genre d'opérations.

Un acheteur prenait des marchandises en foire et ne

(1) Nouguiér. *Des lettres de change*, Paris, 1851, t. 1.

(2) Marcel Vigne. *La Banque à Lyon du XV^e au XVIII^e siècle*, Paris, 1903.

les payait pas au comptant. Sa dette se réglait soit au moyen d'une lettre de change payable dans une foire suivante, soit par une lettre de change payable dans son pays d'origine. Dès le début du 13^e siècle apparaît un système de compensations au moyen des délégations de créances. Ce système apparaît aux foires de Champagne (1).

Dans ce système deux sortes de compensations apparaissent, les compensations privées et amiables qui interviennent entre parties ayant ensemble des relations réciproques de débit et de crédit, et les compensations officielles et obligatoires (*generalis solutio* ou paiement) qui interviennent à la fin de la foire pour éteindre les obligations qui n'ont pu être comprises dans les compensations amiables. Les soldes qui subsistent après les compensations se règlent encore soit par lettres de change payables dans une foire prochaine, soit par rechange.

Ainsi dans l'usage des foires, toutes les dettes se règlent par change de foire en foire ou par rechange (2).

Lyon était en correspondance suivie avec les principales places de Suisse et d'Allemagne ainsi qu'avec Anvers, grâce aux nombreux banquiers de ces nations résidant à Lyon. Enfin les lettres de change envoyées de France à

(1) Goldschmidt. *Geschäfts operationem auf den Messen der champagne*. Zeitschr. für das gesammte Handelsrecht, 1892.

(2) P. Huvelin. *Annales de droit commercial*, 12^e année, 1898, p. 384.

Amsterdam émanaient pour la plupart de banquiers lyonnais. (1)

Aussi Lyon était-il un marché exceptionnel pour les lettres de change.

Ceux qui n'avaient pu payer en papier, c'est-à-dire trouver de contre-partie pour opérer virement devaient s'acquitter de leurs dettes en deniers comptants, ou s'ils n'avaient pas d'argent disponible, devaient souscrire de nouveaux effets au prix de la place, c'est-à-dire au prix fixé le jour de l'assemblée du « conto ».

« Et lors, dit Claude de Rubys, se trouvent gens si immiséricordieux et cruels, que recognoissans celui qui leur demande deniers à change en grande nécessité, et sur le point de faire faillite, s'il n'est secouru, feignent n'avoir argent pour lui prêter à Lyon ; et lui font aller querir sa partie en quelque place du dehors, et d'ordinaire en celle où l'argent a esté à plus haut prix à ces payements là, et puis le lui font revenir à Lyon par lettre de change avec l'escompte du retour qui est double intérêt qu'il paye de la partie. »

Peu à peu, en se perfectionnant, la lettre de change est devenue, sans que ce fut remarqué, de plus en plus apte à remplir le 2^e rôle qu'elle était appelée à jouer, c'est-à-dire, celui d'instrument de crédit.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la lettre de

(1) Marcel Vigne, *déj. cit.*

change pouvait dissimuler des prêts à gros intérêts c'est-à-dire usuraires. Or, ces genres de prêts étaient interdits par l'Église, et les Musulmans ne les voyaient pas d'un œil favorable non plus. Cependant ni les Musulmans ni l'Église n'ont été hostiles à la lettre de change et cela pour la bonne raison que la lettre de change qui était utile au commerce arabe et indispensable à l'Église pouvait se développer et grandir sans pour cela cacher aucune opération répréhensible.

Nous avons dit qu'elles étaient au début payables en foire. M. G. des Marez a découvert aux archives communales d'Ypres près de 8.000 titres sur parchemin s'échelonnant entre 1249 et 1291. Il s'est attaché à ceux de ces actes qui relatent une obligation. Ces actes sont connus sous le nom technique de « lettres obligatoires ». L'« échéance de la dette est généralement *fixée à telle ou telle foire* ».

Le débiteur et le créancier sont expressément désignés par leurs noms dans le titre. En général, le débiteur doit effectuer le paiement en personne. On ne rencontre pas dans le chirographe Yprois de « clause à ordre » (ou clause de command), passive, c'est-à-dire de clause permettant au débiteur de s'acquitter par l'intermédiaire d'un préposé, d'un « nuntius ».

Cela n'empêche pas le débiteur de payer sa dette par l'entremise d'autrui. On trouve régulièrement dans les

chirographes Yprois la « clause à ordre active », jointe à la clause au porteur (1).

On le voit : déjà en Europe la « clause à ordre » se faisait jour au ^{xiii}^e siècle et cette clause était usitée par les arabes au ^{viii}^e siècle.

On cite d'ailleurs comme exemple ancien de l'usage de la lettre de change une quittance du pape Grégoire IX de 1233 des billets tirés par les marchands italiens sur les évêques d'Angleterre pour l'acquittement d'un prêt fait par le pape au roi Henri III en 1255 (2).

Dans les centres commerçants du nord de l'Italie, vers la fin du ^{xii}^e siècle, alors que florissaient les villes d'Amalfi, Florence, Gènes, Pise et autres, les lettres de change se multipliaient.

Le trafic était à cette époque très intense dans ces villes où l'industrie avait aussi pris un grand essor. Peu à peu Florence concentra les affaires d'échange d'argent avec les branches s'y rattachant, y compris les opérations de banque. En 1252, déjà elle frappait les « Florins d'Or », innovation qui lui valut un surcroît de prestige. Ses grandes foires réunissaient les marchands de toutes les contrées, principalement ceux en deçà des Alpes et l'échange des diverses monnaies devint très actif, en particulier chez les orfèvres (campsores bancheri) qui

(1) Huvelin. *Revue historique*, t. LXXVII, année 1901 ; G. des Marez. *La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle, contribution à l'étude des papiers de crédit*.

(2) *Encyclopédie du XIX^e siècle*, t. XIII, Paris, 1872.

s'en occupaient dans leurs boutiques (banca) élevées sur les places du marché.

Ces changeurs florentins apparurent bientôt en France, en Hollande, en Allemagne, en Angleterre, et ils réussirent en peu de temps à concentrer dans leurs mains, toutes les affaires de banque et de change (1).

En France sous Louis XI le commerce commença à prendre son essor. Au commerce qui grandissait, il fallait des moyens plus grands aussi. Louis XI le sentit ; il reconnut l'existence des lettres de change, des protêts ou protestations ; il réunit les traditions reçues, les érigea en lois au mois de mars 1462 (2) et le premier en France, jeta les fondements de la législation qui les régit (3).

Royer-Collard nous indique cependant un protêt fait à Gênes dès le 14 novembre 1384. Ce protêt a été fait à Gênes par un notaire assisté de 2 témoins. On trouve la transcription littérale de la lettre de change écrite dans l'ancien génois.

Elle énonce la valeur reçue d'un tiers ; elle est faite à 30 jours de date. Aucune mention n'indique qu'elle fût négociable par voie d'endossement, et en fait elle n'avait pas été endossée. Elle était tirée sur Scuta (Ceuta) et payable à Gênes. Le tireur était Raimondo Salvador. Il avait reçu la valeur de Giacomo de Varxi. Le preneur ou

(1) G. Peter. *La lettre de change et autres valeurs analogues au point de vue spécial de la législation suisse*, Bienne, 1902.

(2) Patente de Louis XI donnée à Acqs en Gascogne en 1462.

(3) Nougulier, *déj. cit.*

porteur était Antonio Grillo ; le tiré Antonio Lorenzi de Majorque. Le protêt annonce que le 14 octobre la lettre avait été présentée au tiré, qui avait refusé d'y faire honneur, en conséquence le porteur proteste faute de paiement le 14 novembre, c'est-à-dire le lendemain de l'échéance des 30 jours de vue et fait sommation de payer, prend acte du nouveau refus fait par le tiré présent et entendant, et se réserve tous ses droits contre le tireur pour dépens, dommages-intérêts et rechange (1).

En France nous trouvons également mention de protêt dans les « Lettres patentes de Charles VII, du mois de février 1444. »

Art. 8. — Si par occasion d'aucunes lectres touchant lesdictes échanges faites pour payer et rendre argent autre part, ou des lectres qui seront faictes ailleurs pour rendre argent esdictées foires de Lyon lequel argent ne serait payé selon lesdictes lectres (ou faisant aucune protestation ainsi qu'ont accoustumé faire marchands fréquentant foires tant à notre royaume qu'ailleurs) audit cas ceux qui seront tenus de payer ledit argent, tant de principal que des dommages-intérêts pourront être et seront contraints à les payer tant à cause des changes, arrièrchanges, qu'autrement ainsi qu'ont accoustumé de faire en

(1) Protêt d'une lettre de change fait à Gênes le 14 novembre 1384, communiqué par Royer-Collard ; Bibliothèque de l'école des Chartes, *Revue d'érudition* consacrée à l'étude du moyen âge, Paris. Dumoulin, MDCCCLI, t. II.

foires de Pesenas, Bourges, Genève et autres foires. » (1)
La lettre de change est historiquement la « *dette de foire* » par excellence.

Il appartenait au droit du xvii^e siècle de pourvoir la lettre d'un change d'un attribut qui lui avait manqué jusque-là : « *l'endossement*. » (2)

Jusque-là nous le voyons par les explications qui précèdent ; sauf la codification bien nette des foires, la lettre de change obéit à des règles essentiellement variables suivant les endroits.

De plus, les banquiers qui en avaient le monopole ne se trouvaient nullement enclins à rechercher un progrès dont l'effet devait être de faire tomber leur privilège.

Le chapitre de l'Église de Lyon qui recourait à ce moyen pour effectuer ses paiements sur d'autres places était au xv^e siècle un fidèle client de la Banque des Médicis.

C'est par lettres de change sans endossement que Louis XII envoie à Rome, en 1498, l'argent destiné au Saint-Siège pour les frais de trésorerie nécessités par l'annulation de son mariage. Au commencement du xvii^e siècle, le trésorier de l'épargne, caissier payeur principal du trésor, envoie à Lyon pendant le temps des paiements des foires un de ses commis pour faire accepter aux banquiers de Lyon 500.000 livres de traites destinées à pourvoir à divers services.

(1) Péricaud, *Notes et documents pour servir à l'histoire de Lyon*.

(2) Thaller, *id. cit.*

La lettre de change devient une vraie marchandise et ce commerce toujours protégé par les rois parcequ'il empêchait le transport de l'or et de l'argent hors de leurs États (1) fut considéré par les jurisconsultes anciens comme renfermant le contrat le plus important et le plus utile.

C'est au xvii^e siècle que deux auteurs génois Scaccia et Rafaël de Turri (2) établirent la doctrine du change d'une façon nette et précise.

« Dans une conversation, dit Scaccia, l'un de ceux qui en étaient ayant dit qu'il devait arriver un homme qui était savant en toutes sortes de belles-lettres et de sciences, un autre l'interrogeant sur quelles, comme il luy répondit que c'était en morale, en théologie, en jurisprudence et autres ; l'autre faisant semblant de faire peu de cas de ces sciences et luy ayant demandé s'il n'en savait pas d'autres, celui-ci tout étonné luy dit quelles autres belles lettres il pouvait sçavoir ? Il lui répondit les lettres de change et que si l'on ne sçait par celles-ci, le meilleur manque. » (3).

Baldasseroni s'exprime en termes non moins enthousiastes quand il dit : à peine de semblables lettres furent-elles connues que leur usage se répandit dans toute l'Europe avec une incroyable célérité et ce, au grand avantage

(1) Toubeau, prévôt des marchands de Bourges, 1682. *Institut. du droit consulaire*, t. II.

(2) Rafaël de Turri. *Tractatus de Cambiis*, 1639.

(3) *Apud*, Philippe Bornier. *Conférences sur les ordonnances de Louis XIV* ; Scaccia (Sigismond). *Tractatus de commercio et cambiis*, 1618.

des négociants pouvant ainsi, à l'aide d'une méthode fort simple, recevoir et payer sans délai les sommes considérables sans courir tous les risques qui suivent le transport effectif des espèces. (1)

Les principales réformes sont réalisées en France par l'ordonnance de 1673. Elle ne fit sans doute que consacrer et préciser une coutume antérieure ou en voie de formation.

La « condition de la foire » est supprimée. La pluralité « d'endossements » est acquise.

La « valeur fournie » peut être en compte ou en marchandises. La différence de monnaie cesse d'être exigée.

Au XVIII^e siècle, la lettre de change existe avec tous ses caractères.

On peut la définir, une lettre conçue en style concis, revêtue des formes prescrites par la loi par laquelle on donne mandat à un débiteur ou correspondant que l'on a *dans un lieu autre que celui d'où on la tire* de compter à une personne désignée ou au porteur de son ordre, une somme d'argent cédée en échange de pareille somme reçue en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière (2).

(1) Baldasseroni. 1786.

(2) Toubeau : « Les lettres ont toujours été conçues en des termes fort courts et fort concis, tant pour la facilité du transport que parce que, n'étant point cachetées, les négociants n'y veulent point parler d'affaires ». — Fulemann : « La lettre de change en elle-même est un bref contrat, ainsi tous les termes inutiles, ambigus et équivoques en doivent être retranchés.

Malgré le nouvel emploi qu'elle se trouve désormais à même de recevoir, on persiste à n'y voir que l'instrument d'exécution du contrat de change. C'est même l'opinion de beaucoup d'auteurs. La lettre de change et l'endossement appartiennent à l'exécution du contrat de change ; ils le supposent, ils en sont la conséquence, mais ils ne sont pas le contrat lui-même (1). La convention de change n'existe ou n'est stipulée qu'implicitement (2). Cependant le mouvement qui consiste à affranchir la lettre de change successivement de toutes ses entraves, s'accroît.

En 1667, une ordonnance spéciale à la ville de Lyon visait les acceptations, les protêts et les prescriptions précédant de six ans l'ordonnance qui allait lui donner un nouvel essor.

Une législation spéciale se créait pour les lettres de change, législation qui était fixée par l'ordonnance de 1673.

Une nouvelle ordonnance de mars 1675 l'organisait définitivement.

A l'obligation d'indiquer l'« acceptation » par écrit, s'ajoutait celle de la provision au moment du protêt et les délais étaient comptés du lendemain de l'échéance.

La « solidarité » était établie entre les donneurs d'aval, les prometteurs, les endosseurs et les accepteurs (3).

(1) Pothier, *déj. cit.*

(2) Heineccius (1681-1741). *Opera ad universam jurisprudentiam. philosophiam et litteras pertinentia* ; *Elem. Jur. Camb.*, cap. 1, Genève, 1744.

(3) Octave Noël. *Histoire du commerce du monde*, t. II, Paris, 1893.

Les tribunaux de commerce doivent connaître des différends pour les lettres de change.

Déjà il était dit dans une déclaration du 4 octobre 1611 que « les juges-consuls connaîtront des différends entre marchands même pour argent prêté ou baillé à recouvrer l'un à l'autre par obligations, cédules, missives, lettres de change et pour cause de marchandises (1) », et même, antérieurement à cette date la juridiction consulaire de Toulouse établie en 1549 avait entre autres objets celui de connaître du fait des lettres de change entre marchands.

Au xvii^e siècle, on songe à porter remède au caractère de révocabilité du mandat adressé au tiré.

Il était de principe, en effet, que le mandat était essentiellement susceptible d'être anéanti, tant par la volonté du mandant que par celle du mandataire. On est parvenu au résultat désiré en présentant la traite avant l'échéance au tiré, qui est tenu d'accepter ou de refuser l'ordre à lui transmis. Par l'acceptation, le tiré s'oblige personnellement envers le bénéficiaire et devient débiteur principal aux lieu et place du tireur, lequel n'en demeure pas moins garant solidaire du paiement (2).

Pour transmettre ses droits à un tiers, le preneur était primitivement obligé de recourir aux formalités de la cession de créance. L'endossement supprime ces formalités.

(1) Victor Legrand. *Juges et consuls*.

(2) Touzaud. *Des effets de commerce*, Paris, 1882.

L'endosseur est tenu, non point seulement de la solvabilité actuelle du cédé, mais bien du paiement de la dette au moment de l'échéance. Tous les signataires d'un effet à ordre en sont co-débiteurs solidaires.

Aucune exception de division ne peut être opposée ni aux porteurs successifs, ni au porteur primitif.

Le porteur doit, sous peine de se voir déchu de son recours solidaire contre les souscripteurs de l'effet, faire toutes les diligences nécessaires pour obtenir son paiement de la part du tiré.

Les tireurs ou endosseurs seront tenus de prouver en cas de dénégation, que ceux sur qui elles (les lettres de change) étaient tirées, leur étaient redevables ou avaient provision au temps qu'elles ont dû être protestées, sinon ils seront tenus de les garantir (1).

Il est remarquable que dans cette ordonnance où l'on voit figurer les éléments « acceptation », « endossement », « valeur fournie », « provision », on ne trouve pas énoncée la nécessité de la remise d'un lieu sur un autre.

Les commentateurs estiment que ce point étant essentiel, il était superflu de le mentionner. Ils disent que c'est dans cette condition que réside la raison d'être du contrat de change dont le but est d'éviter le transport des métaux précieux.

(1) Ordonnance de 1673, art. vi.

Maintenant que la remise de place à place est supprimée en France après l'avoir été dans bien d'autres pays auparavant, il serait peut-être permis en commentant l'ordonnance de 1673 de dire que si le législateur n'a pas parlé de la remise de place en place c'est qu'il n'a mentionné que les conditions indispensables.

Il est facile de comprendre que l'effet de l'ordonnance fut de multiplier les lettres de change. La suppression de certaines rigueurs ne fut pas sans léser quelques intérêts. Ainsi, dans le courant de 1678 plusieurs banquiers de Lyon et négociants de la ville voyant que leur négoce diminuait, attribuèrent cette diminution au fait que les négociants de diverses places étrangères, au lieu de tirer comme autrefois des traites « à droiture » sur la place de Lyon, ce qui les obligeait à faire des remises ou provisions pour l'extinction et l'acquittement desdites traites, ne tiraient plus sur la place que des lettres payables à ordre. C'est pourquoi, ils adressèrent une requête aux juges-conservateurs leur demandant de n'admettre sur la place que les lettres payables dans Lyon même et d'exclure des virements les lettres endossées pour le compte d'étrangers. Ils demandaient donc la suppression des lettres par simple endossement.

La conservation (tribunal spécial à Lyon datant de 1578) rendit une ordonnance le 14 mars 1678 portant que « nulles lettres de change venant de Venise ou de Bolzan ne seraient reçues en la dite ville et place du change,

payables à ordre et avec endossements et à l'égard de celles qui viendraient de Novi et autres places d'Italie, Allemagne, Suisse, et Piémont qu'elles seraient reçues avec un ordre rempli seulement sans qu'il pût être multiplié. »

Des protestations s'élevèrent parmi lesquelles il faut signaler celle des banquiers de Paris, si bien qu'une ordonnance des juges conservateurs du 12 décembre 1678 rendue sur le réquisitoire du Procureur du roi porta qu'il serait sursis à l'ordonnance du 14 mars précédent, et que les endossements des lettres de change venant de Venise et de Bolzanse feraient comme auparavant (1).

On le voit, l'endossement combattue paraissait victorieux avant même d'avoir été supprimé.

Estienne Cleirac (1659) est peut-être le premier auteur qui parle de l'ordre comme moyen de transférer la propriété d'une lettre de change.

Savary (2) (parère 82) prétend que l'usage de cette clause a pris naissance en 1620 tandis que Mareschal dans son ouvrage sur les changes et les rechanges publié en 1625 ne dit rien qui confirme cette opinion.

Avant le ministère du Cardinal de Richelieu on ne se servait pas du mot ordre, mais la difficulté des procurations à

(1) Marcel Vigne, *déj. cit.*

(2) Jacques Savary. *Le parfait négociant*, Paris, MDCCLXXVII. — La 1^{re} édition complète des *Pareres* date de 1688. Au début de son livre Jacques Savary explique comme suit le titre de son ouvrage. J'ai intitulé ce livre *Pareres*, qui est un terme plus italien que français, c'est-à-dire, un négociant qui répond ce qu'il lui semble à la demande qu'on lui fait (*mi pare*). Le 15 juin 1669 dédié à Colbert.

établir et le désir de faciliter le commerce des lettres de change dont ce ministre faisait un très grand usage, donnèrent lieu à l'emploi de ce mot, et firent admettre la négociation des effets de commerce à l'aide d'un simple endos.

Ce serait donc entre 1624 et 1642 que l'ordre aurait pris son développement.

Cependant vers la fin du xvii^e siècle et après l'ordonnance de 1673, quelques places de commerce tenant par tradition à leurs anciennes formalités, ne purent se résoudre à autoriser les transports par endossement et du Puits de la Serra (1) cite quelques pays où il y avait défense d'agir ainsi.

Dans quelques villes notamment comme Venise, Florence, Novi, Bolzan, par des règlements qui ont force de loi il était défendu de payer les lettres de change en vertu des ordres ; il fallait qu'elles fussent payables « à droiture » à ceux qui devaient les exiger ou bien ceux à qui elles

(1) Jacques du Puits Sr. de la Serra. *L'art des lettres de change*, Paris, MDCLXXX.

L'ouvrage très complet de du Puits de la Serra est divisé en 18 chapitres :

Ch. 1. Du nom et des différentes espèces de change ;

Ch. 2. De l'origine du contrat de change de place en place par lettres ;

Ch. 3. De la nature et de la définition du contrat de change de place en place par lettres ;

Ch. 4. Des diverses formes des lettres de change :

Ch. 5. Si l'on peut se retraiter de la convention du change ;

Ch. 6. Du porteur des lettres de change.

Ch. 7, 8, 9, 10, 11, 12. Des protêts et acceptations ;

Ch. 13, 14, 15, 16, 17. Du paiement ;

Ch. 18. Des billets de change.

étaient payables, envoyaient une procuration conçue en une façon précise.

D'après Savary il y aurait eu quatre genres de lettres de change.

1° Celles qui n'expriment point quelle espèce de valeur a été reçue de celui à qui la lettre de change a été fournie et qui portent purement et simplement « valeur reçue ». Cette forme aurait été défendue par l'ordonnance de 1673.

2° Celles qui expriment l'espèce de valeur qui a été reçue et qui s'exprime valeur reçue comptant ou valeur reçue en marchandises.

3° Celles qui sont pour valeur en soi-même.

Cette lettre avant l'endossement n'est pas proprement une lettre de change. Ce n'est que par l'endossement que je fais au profit de celui qui m'en donne la valeur, que se contracte le contrat de change et qu'elle devient une véritable lettre de change (1).

4° Celles qui sont pour valeur entendue.

Il était autrefois d'usage de concevoir la lettre de change en ces termes « valeur entendue » ce qui signifie que la valeur n'en a pas encore été fournie à celui qui a donné la lettre de change.

Savary nous apprend qu'à son époque, cette lettre de change n'était plus en usage.

Le tireur de cette espèce ne fait pas de difficulté

(1) Pothier, *déj. cit.*

d'exprimer « valeur reçue comptant » regardant la reconnaissance qu'on lui a donnée comme de l'argent comptant. Suivant Pothier on pourrait définir la lettre de change une lettre revêtue d'une certaine forme prescrite par les lois, par laquelle vous mandez au correspondant que vous avez dans un certain lieu de m'y compter, (ou à celui qui aura mon ordre) une certaine somme d'argent, en échange d'une somme d'argent ou de la valeur que vous avez reçue ici de moi, ou réellement en compte. — On le voit, l'idée de la remise d'un lieu sur un autre semble la préoccupation constante des auteurs de l'époque. Nous la voyons reproduite dans tous les écrits.

Nouguier n'hésite pas à dire que lors même qu'une traite exprimerait qu'elle est lettre de change, et qu'elle en porterait les autres caractères, s'il n'y avait remise de place, il n'y aurait pas lettre et contrat de change, encore que par simulation on eût faussement supposé que la remise a eu lieu. Il ajoute qu'à Venise il était aussi de l'essence de la lettre de change d'être tirée d'un lieu sur un autre et que Baldasseroni atteste que si le tireur et le tiré habitent la même place la lettre de change, réputée obligation pure et simple, ne vaut que comme billet (1). Au surplus de bons esprits sont allés jusqu'à douter s'il fallait voir le caractère de lettre de change dans une traite tirée

(1) Nouguier.

d'une ville sur une ville limitrophe ou très voisine (1). Les Cours d'appel de Bordeaux et de Toulouse, les tribunaux de commerce de Laigle et de Pau ont fait la même réflexion dans leurs observations sur le projet du Code de commerce.

Pardessus émet la même idée sous l'influence de Pothier. Suivant lui, le contrat de change n'a été introduit que pour éviter les transports d'argent et pour la commodité du commerce. Il semble donc qu'il est peu raisonnable de tenir des lettres à de petites distances, et qu'on ne ferait en cela que favoriser la simulation (2).

Peut-être ne serait-il pas téméraire en constatant l'importance ajoutée par tous les auteurs à cette idée de la remise de place en place de supposer que beaucoup de négociants avaient cherché à supprimer cette condition. Par contre tous les auteurs ont vu avec faveur l'endossement facilité.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, on distinguait 2 sortes d'endossement. L'un, n'étant pas translatif de propriété, était pris pour un simple mandat de recevoir; l'autre, au contraire, revêtu des formes exigées avait la force d'une véritable cession.

Plus tard, l'ordonnance du 18 novembre 1702 refusa de reconnaître les effets des cessions ou transports faits par

(1) Salviat (*Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*) cite trois arrêts 1716-1730-1731 qui jugent l'affirmative.

(2) Pardessus.

un négociant dans les 10 jours avant la faillite. Néanmoins l'usage établit que les endossements faits à la veille même de la faillite étaient valables et transféraient la propriété des lettres de change. Comme le remarque Merlin (1), cet usage qui semble opposé à la déclaration citée, fut admis afin qu'il ne fut point porté atteinte à la foi publique sous laquelle se fait la négociation des lettres de change.

L'intérêt de la foi publique ! c'est l'idée d'Adam Smith qui dit que les coutumes établies entre marchands ont attribué aux lettres de change des privilèges si extraordinaires que l'on avance bien plus volontiers de l'argent sur ces sortes d'effets, que sur toute autre espèce d'obligation surtout quand les lettres de change sont payables à un court terme comme 2 ou 3 mois. Si, à l'échéance de la lettre, l'accepteur ne la paie pas à l'instant de la présentation, il est dès lors en état de banqueroute. La lettre de change est protestée et revient sur le tireur, qui doit l'acquitter sur le champ, ou bien il est pareillement réputé en banqueroute. De même pour les endosseurs. Quand même il serait vraisemblable que toutes les personnes (accepteur, tireur et endosseurs) finiraient par faire banqueroute, ce serait grand hasard si, dans un temps si court, elles allaient toutes faillir. Le logement menace ruine, dit en soi-même un voyageur fatigué, et vraisemblablement il ne durera pas longtemps, mais il y aurait bien du

(1) Merlin. *Endossement*.

malheur, si on ne pouvait risquer d'y passer une nuit (1).

Anciennement, la faculté de céder la lettre de change par endossement, en vertu de la clause « à ordre » s'arrêtait au premier degré : elle appartenait au preneur seul. D'après Pothier la personne dénommée dans l'endossement devenant propriétaire de la lettre de change, peut elle-même, faire un second endossement pareil, au profit d'une autre personne ; pareillement la personne dénommée au second endossement, devenue propriétaire de la lettre de change, peut faire un troisième endossement au profit d'une autre personne, « et sic in infinitum ». Au point de vue de la capacité requise, Pothier estime que la négociation des lettres de change renferme un commerce d'argent. Il en déduit que le commerce étant interdit aux ecclésiastiques « un billet par lequel un ecclésiastique pour de l'argent que je lui donne me donne à recevoir pareille somme de son débiteur, dans un autre lieu, quoiqu'il soit conçu en forme de lettre de change, doit être présumé être, dans l'intention des parties, une simple rescription plutôt qu'une lettre de change. La même opinion est exprimée par Savary (2).

Une question se posait de savoir si le tiré se libérait valablement par un paiement entre les mains du porteur. Le paiement fait sur « faux acquit » libérait-il le tireur. Scaccia admettait la négative.

(1) Adam Smith (1723-1790). *An Inquiry into the nature and causes of the wealth of the nations*, 1776.

(2) Savary, t. II, parère 19.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1613, les auteurs niaient la validité du paiement.

Du Puits de la Serra dit par exemple « que lorsque les lettres de change sont présentées par des inconnus pour en exiger le paiement il est bon de les obliger à donner caution. »

Pothier et Jousse sont de cet avis. En revanche Cleirac et Toubeau admettent que si l'on est assuré que le corps de la lettre est véritable, on paie valablement au porteur.

Toubeau émet son opinion en disant qu'une lettre de change doit être bien acquittée entre les mains de celui qui la présente à moins qu'il n'ait été signifié auparavant à celui qui la doit acquitter, qu'elle est égarée ou perdue, et fait défense de l'acquitter entre les mains d'autres personnes (1).

C'est une concession sérieuse faite à l'idée que la lettre de change doit circuler facilement.

Il est d'autant plus intéressant de le noter que de ce qui précède, il résulte que c'est à peine si l'on peut affirmer

(1) En dehors de l'ordonnance de 1673, il est intéressant de citer quelques lois et ordonnances spéciales aux lettres de change :

Janvier 1664. Déclaration sur le fait et le négoce des lettres de change ;

Mai 1716. Édit concernant les lettres de change ou billets de change et autres billets payables au porteur ;

Février 1706. Elles doivent être commercées en nouvelles espèces ;

Juillet 1777. Elles sont exigibles le jour de l'échéance et doivent être protestées le même jour quand le mot préfixe se trouve ajouté à leur date.

Isambert. *Recueil général des lois.*

que sous l'empire de l'ordonnance de 1673 le futur rôle de la lettre de change commence à être entrevu (1)

(1) Du Puits de la Serra dit que les lettres de change produisent deux espèces de contrats :

La première entre les tireurs et celui qui en donne la valeur, qui est une espèce de vente ;

La seconde entre le tireur et celui qui doit la payer, de même qu'entre celui qui en donne la valeur ou ceux qui ont droit de lui et celui qui la doit recevoir ; qui est une commission.

Il ajoute : le contrat de change n'est pas un prêt. L'usure ne tombe que dans le prêt véritable.

III

Le Code de commerce français. — La lettre de change toujours instrument d'exécution du contrat de change. — Le billet à ordre, instrument de crédit. — La remise de place à place toujours exigée pour la lettre de change. La provision. — Le Code de commerce maintient les dispositions larges de l'ordonnance de 1673.

Le système de l'ordonnance de 1673 est passé presque entièrement dans le Code de commerce de 1807.

La remise de place à place est et demeure l'élément essentiel de la lettre de change. C'est la première condition exigée par la loi pour la création régulière de la lettre (1).

Sous l'empire de ce code, il n'existe que deux modes de réalisation du contrat de change : la confection de la lettre de change, le transport par voie d'endossement, des droits que donne cette lettre.

Il est de l'essence de ces deux actes dont les formes ne sont différentes qu'autant que l'exige la différence de leur emploi, qu'ils contiennent un ordre donné par une personne à une autre de payer à un tiers une certaine somme (2).

On peut, suivant Pardessus, définir la lettre de change

(1) Touzaud, *déj. cit.*

(2) Pardessus.

un acte rédigé avec les solennités spécialement déterminées par la loi, par lequel un individu connu sous le nom de tireur, mande à un autre individu de payer une certaine somme à celui qui, suivant la convention de change intervenue entre eux, lui en a fourni la valeur, ou à qui celui-ci en aura transmis les droits par voie d'ordre. On désigne ces derniers sous le nom de preneurs. C'est toujours la même idée : à savoir que la lettre de change est destinée seulement à l'exécution du contrat de change.

Il en résulte que celui qui a promis dans la forme du contrat de change, une remise d'argent de place en place, ne remplirait pas son engagement en fournissant un billet à ordre souscrit par lui et payable également par lui dans le lieu convenu.

Il est nécessaire que l'engagement de payer soit pris par un tiers (le tiré) (1).

Suivant Locré, le mot change a deux acceptions. Dans un cas, il signifie le profit qu'on tire de l'opération du change. Dans l'autre, il exprime l'opération même.

Il y a deux sortes d'opérations de change :

L'une que l'on appelle « cambium reale vel manuale » qui n'est qu'un troc de monnaie.

L'autre opération qu'on nomme « cambium locale mercantile trajectitium » constitue le contrat de change proprement dit, qui s'exécute par lettre de change.

1) A. Sacré, *Dictionnaire de commerce et de droit commercial*, Paris, 1884.

Les définitions en sont données par Pothier et par Jousse, mais à ces définitions il conviendrait d'ajouter que la lettre de change ne forme jamais un contrat unique.

Elle en forme toujours plusieurs de nature différente et qui se diversifient suivant la qualité dans laquelle y figurent les parties entre lesquelles elle existe.

Entre le tireur et le preneur, la lettre de change forme le contrat de change et en devient le moyen d'exécution.

Entre le tireur et l'accepteur, la lettre de change forme le contrat de mandat.

L'accepteur n'est que le mandataire du tireur.

Entre l'endosseur et le porteur, il y a d'un côté une cession et un transport des droits que le contrat de change donne au premier; transport qui s'opère par l'endossement.

De l'autre côté, il y a un contrat de change par lequel l'endosseur contracte vis-à-vis du porteur, les mêmes obligations que le tireur avait contractées vis-à-vis de lui.

De la part de l'accepteur, il y a une obligation solidaire avec le tireur, au profit des preneur, endosseurs et porteur.

L'on peut dire que toute la partie du code de commerce de 1807, relative aux lettres de change, c'est-à-dire tout le titre VIII découle de ces notions. (1)

C'est toujours l'idée de la lettre de change instrument d'exécution du contrat de change avec cependant l'idée que

(1) Locré. *Esprit du Code de commerce*, t. I, Paris, 1829.

la lettre de change doit avoir une force spéciale et circuler facilement.

Nous avons dit que l'ordonnance de 1673 n'avait pas établi comme caractère distinctif de la lettre de change, la condition de remise d'un lieu à un autre.

Le Tribunal demanda que cette condition cessât d'être exigée « le mode de remise de place en place, disait-il, est devenu une vaine forme, une espèce de faux de convention d'un très dangereux exemple ».

« Aufond, on ne voit aucun motif solide dans la nécessité de la remise de place en place. La lettre de change est une subrogation de la part d'un particulier en faveur d'un autre, au droit qu'il a ou qu'il aura de faire remettre une somme de la part d'un tiers, de suite ou à une époque convenue. Ce contrat exige-t-il, pour sa perfection, cette forme illusoire de remise de place en place ? D'ailleurs, il est aisé de sentir que ce formulaire nuit à la rapidité du commerce ; qu'il entraîne des déplacements et des frais » (1).

Le Conseil d'État n'a pas cru devoir partager cet avis. Suivant Locré, on eut évidemment anéanti la lettre de change si l'on eût supposé qu'il en peut exister sans qu'il y ait remise de place en place. « Quand cette condition manque, la prétendue lettre de change devient un simple mandat » (2).

(1) Observations du Tribunal. Travaux préparatoires.

(2) Leco.

C'est toujours l'idée que le rôle de la lettre de change doit se borner à servir d'exécution au contrat de change. D'ailleurs nous voyons cette pensée développée dans les travaux préparatoires et dans l'exposé des motifs :

« Ces sortes de lettres ont toujours pour base le contrat de change, et n'en sont que le moyen d'exécution. Comment donc pourrait-on donner la qualification de lettre de change à un papier qui ne serait pas le résultat de ce contrat ?

« Ce n'est pas ici une question de mots ; la lettre de change a des effets qui lui sont propres, et qui ne peuvent être transportés à aucun autre papier.

« Or, puisqu'elle est environnée par la loi d'une protection particulière, elle doit avoir des formes et un caractère qui la distinguent éminemment de tous les autres effets négociables (1). »

La question s'était même posée de savoir si la lettre de change devait être tirée d'une place de commerce sur une autre place de commerce.

Cet amendement proposé par le tribunal de commerce de Laigle, fut reproduit par le Conseil d'État.

La proposition a été rejetée pour les raisons suivantes :

1° Que ce papier servait à tous les particuliers ;

(1) Bégouen. *Législation civile, commerciale et criminelle de la France. Code de commerce.*

2° Que le commerce lui-même aurait été gêné par cette restriction.

3° Qu'il suffisait qu'il y eût remise pour qu'il y eût contrat de change ;

La Cour d'appel de Toulouse, le tribunal de commerce de Laigle, le tribunal et la chambre de commerce de Clermont-Ferrand avaient demandé qu'on déterminât une distance raisonnable entre le lieu d'où la lettre de change serait tirée et celui où elle serait payable.

L'expression « d'un lieu sur un autre lieu » leur paraissait trop vague.

Elle pourrait faire douter, disait la Cour d'appel de Toulouse, si la lettre de change peut être tirée d'un village sur un village voisin, ou même d'un hameau sur un autre hameau dans la même commune (1).

Dans l'étude des travaux préparatoires, on constate que la remise de place à place a été fortement discutée :

Les sections proposèrent de substituer à l'article 110 ce qui suit :

La lettre de change est tirée par un individu sur un autre.

Elle peut être tirée par un individu sur un autre, quoiqu'ils habitent le même lieu.

« Suivant l'usage observé jusqu'à présent, au moins sur plusieurs points du territoire français, il a fallu, pour la

(1) Observations de la Cour d'appel de Toulouse, du Tribunal de commerce de Laigle, du Tribunal de Clermont.

constitution légale de la lettre de change, une remise de place en place à une distance au moins de deux lieues.

Mais est-il de l'intérêt du commerce que cet usage soit conservé, les sections ne le pensent pas ».

C'est ainsi que malgré les avis partagés, la remise de place à place fut maintenue.

Le Code de commerce exige aussi la mention de la valeur fournie : en espèces, marchandises, en compte, ou de toute autre manière.

La situation est donc celle-ci :

Dans les actes constatant les contrats civils, il n'est point nécessaire que la cause des obligations soit exprimée (1) et la législation commerciale, au contraire, qui est en principe, moins rigoureuse que la loi civile, s'attache à cette exigence.

On ne peut, il nous semble, l'expliquer qu'historiquement par le fait de la suppression de l'intervention du notaire.

La clause à ordre est déclarée une condition essentielle de la lettre de change.

L'endossement doit être daté.

La loi détermine les conséquences des irrégularités.

Dans les créances civiles, le cessionnaire n'est saisi, à l'égard des tiers que par la signification du transport faite par le débiteur dans un acte authentique (2).

(1) Code civil, art. 1132.

(2) Code civil, art. 1690.

La lettre de change est un instrument privilégié. En effet, en droit civil, notre transport de créance n'est que la transformation successive de la « *procuratio in rem suam* » romaine (1). Le changement qui a fait du simple mandat à l'effet d'agir en justice un procédé de transfert de la créance, s'est accompli à l'époque impériale.

Il était déjà achevé avant Justinien.

Les Romains étaient partis de cette idée que les créances étaient incessibles; mais après l'établissement de la procédure formulaire, ils trouvèrent le moyen de faire exercer l'action en justice par un intermédiaire.

Le système présentait deux grosses imperfections :

1° Le mandat prenait fin par la mort du mandant ;

2° Il arrivait que, jusqu'au moment de la « *litis contestatio* », c'est-à-dire jusqu'à l'exercice de l'action la créance était réputée appartenir au mandant. On consolida d'abord le droit du cessionnaire en décidant qu'il pourrait encore agir par voie d'action utile après la mort du cédant. Plus tard, une constitution impériale attribuée à Gordien donna au cessionnaire un moyen de se rendre maître de

(1) En droit romain, sous la procédure formulaire, le mandat judiciaire était admis. Le mandataire judiciaire (*cognitor*, *procurator*) se faisait délivrer une formule prescrivant au juge de condamner le débiteur envers le mandataire si le mandant était créancier : la condamnation une fois obtenue, il pouvait en recouvrer le montant sans son obligation de rendre compte au mandant.

Le cessionnaire était constitué mandataire judiciaire mais avec dispense de rendre compte (*procurator in rem suam*).

Girard. *Manuel élémentaire de Droit romain*, Paris, 1901.

la créance cédée, avant tout exercice d'action, par une signification adressée au débiteur, ou par une reconnaissance de la part de celui-ci en acceptant le cessionnaire comme créancier. Ce sont ces solutions romaines qui sont passées dans notre droit (1).

Il est évident que les formes compliquées du Code civil ne pouvaient pas convenir à la transmission des effets commerciaux. L'ordonnance avait décidé que l'endossement d'une lettre de change en transférerait la propriété à celui du nom duquel l'ordre serait rempli, sans qu'il fût besoin de transport ni de signification.

L'article 136 détermine les règles de l'endossement (2). C'est avec la clause à ordre que nous voyons les principes nouveaux. Aux règles sur la session de créance qui disparaissent complètement succède le principe de la solidarité. On admet également que celui qui s'oblige accepte pour créanciers, non seulement le preneur, mais tous ceux que des endossements postérieurs rendront propriétaires.

Tant que la lettre de change est régulière le cessionnaire peut et doit considérer comme bon et valable le contenu de l'effet.

A côté de la lettre de change, apparaît le « billet à ordre ». C'est un titre par lequel un souscripteur s'engage lui-même, à payer à l'ordre d'un bénéficiaire ou preneur,

(1) Code civil, art. 1690.

(2) Confirmation des règles de l'Ordonnance de 1673.

une somme d'argent à une échéance déterminée (1).

Il est destiné à jouer ce rôle d'instrument de crédit refusé par l'Ordonnance de 1673 et le Code de commerce à la lettre de change.

Il forme le complément des effets négociables.

Seulement, il n'est pas, comme la lettre de change, à l'égard du souscripteur, une obligation commerciale. S'il est souscrit par un non-négociant, il est présumé n'avoir pour cause qu'une transaction civile.

Suivant Pardessus, la lettre de change n'est que le mode d'exécution d'un contrat qui ne peut exister que par une remise de fonds d'un lieu sur un autre, par une échange de valeurs.

Tout ce qui ne suppose pas et ne permet pas de supposer cet échange, est donc contraire à la nature du contrat.

Le billet à ordre ne contient et n'exige rien de semblable.

La valeur pour laquelle il est causé, n'a donc pas besoin d'être une valeur matérielle, un équivalent intéressé du montant du billet.

L'ancienne jurisprudence considérait dans le billet à ordre un acte civil. Le Code de commerce en a fait l'auxiliaire de la lettre de change, considérant dans le billet à ordre le rôle d'instrument de crédit qu'il ne voyait pas

(1) Thaller, *déj. cit.*

dans la lettre de change. Le billet à ordre circule dans le commerce comme la lettre de change, au moyen de l'endossement. Cet endossement en transfère la propriété sans aucune formalité et sans signification de transport ; les signataires sont solidaires les uns des autres comme les signataires de la lettre de change. Le porteur est tenu des mêmes devoirs et obligations, et sous les mêmes sanctions, il aura aussi le même droit, faute de paiement, de prendre de l'argent sur la place à rechange, et d'exercer, d'endosseur à endosseur, retraite sur les lieux où le billet a été négocié.

Tout cela est ainsi décidé et réglé par l'article 187.

Ces dispositions ont paru la conséquence nécessaire de la nature et des fonctions de ces effets, devenus d'un si grand usage dans les opérations commerciales, et qui, concurremment avec les lettres de change, remplissent tous les canaux du commerce, comme ils satisfont à tous ses besoins, à toutes ses convenances (1).

Tout faisait une loi d'assimiler les billets à ordre aux lettres de change ; ils ont ensemble des rapports si intimes qu'ils ne peuvent être séparés sans exposer le commerce à tous les dangers de la circulation d'une valeur de crédit, dont les effets seraient les mêmes que ceux d'une lettre de change, et dont les résultats seraient différents » (2). Cette assimilation avait été combattue par la

(1) Bégouen.

(2) Discours préliminaire du Code de commerce.

Cour d'appel de Dijon et par le tribunal de commerce d'Auxerre.

Pardessus dit que cette assimilation des billets à ordre aux lettres de change ne peut toutefois les dénaturer ni confondre leur essence. Il tient à maintenir cette distinction de la lettre de change exécution du contrat de change et du billet à ordre instrument de crédit.

Le Code de commerce envisage le billet à ordre sous le rapport du caractère commercial et sous le rapport du caractère civil.

Il comporte deux engagements :

L'un a pour sanction les biens seulement.

L'autre les biens et la liberté à la fois.

Émanant d'un non-commerçant la présomption légale le fait considérer comme une obligation civile.

Le Code de commerce a étendu au billet à ordre les règles concernant le protêt et la solidarité. Il maintient à la lettre de change le caractère commercial et établit une distinction pour le billet à ordre pourvu qu'il renferme les énonciations de « valeur fournie » et la « clause à ordre. » (1) Il est évident que les règles sur « l'acceptation » et la « provision » sont écartées.

Le « billet à domicile », c'est-à-dire le billet stipulé payable au domicile d'un tiers n'est qu'une forme de billet à ordre. Seulement comme il constitue une remise de

(1) Code de commerce, art. 188.

place à place, le législateur avait pensé l'assimiler à la lettre de change.

Cette opinion n'a pas prévalu, et rien n'a été dit au sujet du billet à domicile qui reste confondu avec le billet à ordre pur et simple.

Dans le billet à domicile, il n'y a qu'un engagement : celui de payer. C'est une obligation et non une cession, c'est le souscripteur qui paiera et peu importe où il paiera. La stipulation accessoire n'est pas un second contrat ; c'est le mode d'exécution de la promesse. Point de lettre de change sans un débiteur autre que le tireur qui n'est obligé qu'au défaut du débiteur qu'il donne. Au contraire dans le billet à domicile il n'y a qu'un seul débiteur, qui seul doit payer.

Les billets à domicile sont de véritables billets à ordre qui ne diffèrent des autres qu'en ce qu'ils sont payables dans un lieu différent de celui où ils ont été faits. C'était aussi l'idée de Cambacérès.

C'est d'ailleurs dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. « Le billet à domicile, alors même qu'il ne renferme ni supposition de lien, ni supposition de personne et qu'il a pour objet un transport réel d'argent entre deux places de commerce, ne présentant pas le concours des trois personnes nécessaires pour la formation du contrat de change, ne peut être considéré comme constituant une lettre de change. S'il est souscrit par un non-négociant et s'il n'a pas pour cause une opération de commerce, de

change ou de banque, le bénéficiaire du billet qui a remboursé le tiers-porteur de bonne foi, ne peut réclamer contre le souscripteur, l'application de la loi commerciale (1). D'après cette doctrine, le billet à ordre, quelle que soit sa forme, est un effet d'un caractère mixte. Il demeure l'instrument de crédit et fonctionne simultanément à côté de la lettre de change qu'il complète.

Le Code de commerce est d'ailleurs comme nous l'avons dit le développement de l'ordonnance de 1673. C'est ce que dit nettement Bégouen : « L'ordonnance de 1673 établit la forme d'une lettre de change telle qu'elle existe encore, par l'injonction seule d'y énoncer le nom de celui qui tire la lettre, le nom de celui au profit duquel elle est tirée, la somme à payer, l'époque du paiement, la valeur qui en a été donnée. Les règles générales, variables pendant le xv^e et le xvi^e siècle, éparses dans quelques règlements isolés, et dans les exemples et les documents d'un commerce naissant, faible et incertain, ont été au milieu du xvii^e siècle, rassemblés avec soin, rédigés avec clarté et précision, et consacrés par l'ordonnance de 1673. D'après cela on pourrait douter de la nécessité d'une loi nouvelle. »

Diverses causes cependant la rendaient indispensable, et notamment la nécessité de ranger en ordre des règles qui s'enchaînent et de leur donner les développements

(1) *Journal des tribunaux de commerce*, n. 1046, III, 309. Cassat., 10 août 1854.

omis par l'ordonnance de 1673 et exigés pour rendre l'exécution de la loi plus assurée et plus facile.

La lettre de change acceptée, libre dans le mouvement qu'elle peut recevoir et donner, circule, vole de main en main, par la voie de l'endossement qui se multiplie à l'infini. Chaque endossement ajoute à sa force en ajoutant à sa solidité (1)

Montalivet, ministre de l'Intérieur, émit l'idée de la lettre de change instrument de crédit lorsqu'il exposa que c'est par le crédit qu'un négociant multiplie ses ressources.

« Un des moyens d'user avec avantage du crédit, dit-il, c'est l'émission de ce « papier-monnaie » qui circule sous le sceau de l'honneur et de la solvabilité. » (2)

Bégouen s'est au contraire toujours attaché à cette idée que la lettre de change était l'instrument d'exécution du contrat de change, à peine entrevoit-il le rôle éventuel d'instrument de crédit.

« Le commerce, dit-il, est redevable à la lettre de change de la plus grande partie de ses progrès et des immenses développements qu'il a acquis depuis plusieurs siècles ».

La lettre de change a affranchi les capitaux mobiliers ; elle en a facilité les mouvements et les dispositions, a créé une somme immense de crédit. Tous les commentateurs ont pensé qu'il est du caractère essentiel de la lettre de

(1) Bégouen. Exposé de motifs dans la séance du corps législatif du 2 septembre 1907.

(2) Extrait des procès-verbaux des séances des 12 et 19 juillet 1811. Pièce jointe par Montalivet à son rapport.

change qu'il y ait remise d'un lieu à un autre, c'est-à-dire qu'elle doit être payable dans un autre lieu que celui où elle a été créée. L'ordonnance de 1673 ne l'avait pas textuellement prononcé, mais cette opinion unanime des jurisconsultes avait fixé la jurisprudence sur ce point, et quoique plusieurs chambres et tribunaux de commerce et même quelques tribunaux civils eussent exprimé le vœu de voir fléchir ce principe devant des considérations d'avantages, de commodité et de facilités pour le commerce intérieur, on a cru devoir au contraire le consacrer par une disposition textuelle. » (1) Et cependant nous voyons dans la même séance, Bégouen, qualifier la lettre de change d'espèce de monnaie, frappée au coin du commerce, lancée dans la circulation générale.

: De l'idée de contrat de change découle la théorie de la provision.

Le contrat de change participant du contrat de vente, celui qui tire le mandat qu'on nomme lettre de change, et en reçoit le prix, doit posséder ou être en état de verser à l'instant la valeur entre les mains de celui sur qui il assigne le paiement. A la vérité, il n'est pas nécessaire que telle quantité ou telle espèce de monnaie soit entre les mains de celui sur qui la lettre est tirée, parce qu'il ne s'agit pas d'une obligation déterminée ou de corps certain à délivrer. C'est l'existence soit réelle, soit de crédit, de la somme à

(1) Bégouen.

laquelle monte la lettre de change, entre les mains de la personne sur laquelle est tirée que la loi nomme « provision ». L'obligation de la faire est imposée au tireur ou à celui pour le compte duquel la lettre de change est tirée. (1).

La provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée sans que le tireur cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement (art. 115) (2). Le mot « seulement » adopté en 1817 fixe le sens dans lequel doit être entendue l'obligation du tireur. Il la détermine, il en est la limite. Il empêche qu'on y enveloppe aussi l'accepteur et il ôte ainsi toutes les incertitudes. Cette addition était appelée par les circonstances (3). Elle venait après un arrêt de la Cour de cassation disant : « qu'aux termes de l'article 115 la provision devait être faite par le tireur d'une lettre de change, ou par celui pour le compte de qui la lettre était tirée sans que le tireur cesse d'être personnellement obligé. Que cette disposition était générale et sans exception.

(1) Pardessus.

(2) L'ancien art. 115 disait :

La provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée, sans que le tireur cesse d'être personnellement obligé.

L'art. 115 (L. du 19 mars 1817) dit :

La provision doit être faite par le tireur, ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée, sans que le tireur pour compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement.

(3) Rapport du comte de Sèze sur la loi du 19 mars 1817.

Que pour les effets de l'obligation personnelle qu'elle imposait au tireur, lors même qu'il avait tiré pour le compte d'autrui, elle ne faisait pas de distinction entre les porteurs de la lettre de change et le tiré qui avait accepté purement et simplement. Qu'elle établissait au contraire l'obligation d'une manière absolue, et sans la limiter par aucune expression, en faveur des porteurs de la lettre de change. »

La Chambre adopta cette addition à la majorité de 105 voix contre 1. La loi fut sanctionnée le 19 mars 1817 après un discours prononcé à la Chambre des pairs par le comte de Sèze (1).

L'article 115 en mettant la provision à la charge du tireur ou de l'ordonnateur rend hommage à l'opération contenue dans le contrat de change et par laquelle le tireur ou l'ordonnateur, recevant une somme d'argent ou autre valeur, sont équitablement les débiteurs de son équivalent. La provision, dit Nouguiér, n'est pas une condition substantielle de la validité de la lettre de change : son absence n'empêche pas

(1) Dans l'usage ordinaire du commerce, et d'après l'ancienne jurisprudence, conforme aux principes de la raison et de la justice, cette obligation ne subsistait que vis-à-vis du porteur et des endosseurs. Elle a, depuis la publication du Code de commerce, et d'après les termes mêmes du Code, été étendue à l'accepteur.

En vain les tribunaux de commerce, fidèles à l'ancien principe, se sont efforcés de la maintenir, leurs jugements ont été réformés, et le principe a prévalu.

C'est pour rectifier la nouvelle jurisprudence qui s'est établie à cet égard, qu'on propose d'ajouter à l'article 115 après ces mots : personnellement obligé, ces autres mots : envers les endosseurs et le porteur seulement.

(Discours de de Sèze).

la convention de suivre son cours : la fin étant de faire payer au porteur, et la provision n'étant que l'un des moyens. Que le tireur atteigne autrement son but ; qu'il inspire au tiré solvable assez de confiance pour acquitter sans provision, et ses devoirs seront également remplis envers le porteur.

IV

Nouvelle conception de la lettre de change dégagée peu à peu dans la littérature juridique et la législation des autres pays. — Le livre d'Einer. — Le droit de change d'après le besoin des affaires au XIX^e siècle. — La grande loi de change de 1848 élaborée à Leipzig. Ses imitations en Suisse, Italie, Pays scandinave, Russie. — La loi anglaise. — La loi allemande. — Les divers codes de commerce étrangers. — Facilités de plus en plus grandes accordées. — Endossements en blanc. — Plus de valeur fournie. — Suppression de la remise de place à place. — Assimilation du billet à ordre et de la lettre de change. — La lettre de change s'adapte de plus en plus à la fonction d'instrument de crédit. — Quelques survivances de l'ancienne conception subsistent encore toutefois.

Le Code de commerce de 1807 pour les lettres de change a remanié l'ordonnance de 1673.

La Belgique, l'Espagne, le Portugal et l'Italie ont adopté presque sans modifications ce code au début. Mais bientôt pour ce qui concerne les effets de commerce, de nombreuses et importantes modifications ont eu lieu dans tous les pays (1).

(1) Jusqu'en 1870, on pouvait classer les différentes législations relatives aux lettres de change en 3 groupes principaux.

1^o Groupe français ; 2^o groupe allemand ; 3^o groupe anglais.

Le premier se composant des législations admettant en tout ou en partie les idées économiques ayant servi de guide au Code de commerce, et s'accordant sur les principes suivants :

La lettre de change devait tendre de plus en plus à devenir instrument de crédit.

Parmi les « papiers de crédit », dit Pardessus, la lettre de change, devenue d'un usage universel, occupe par son ancienneté, le premier rang que lui assurerait d'ailleurs sa seule perfection. Les négociants, ingénieux dans la recherche ou l'invention des moyens propres à faciliter le mouvement et la disposition de leurs capitaux, se sont empressés d'adapter la marche sûre et rapide des lettres de change à des titres de créance qui ne formaient qu'une valeur oisive dans leurs mains ; les billets, simples reconnaissances de dettes, ont été transformés en une sorte de monnaie, et transmis avec les mêmes formes et la même célérité que les lettres de change (1).

C'est là une première appréciation du rôle possible dans l'avenir de la lettre de change devenant instrument de crédit.

Toute lettre de change suppose à sa base et comme fondement essentiel un contrat de change, d'où comme conséquence, la nécessité d'une remise de place en place.

Toute négociation de la lettre de change constitue la cession d'une créance soit actuelle, soit éventuelle. La mention d'une cause licite est exigée en matière de lettre de change d'où nécessité d'indiquer la valeur fournie.

Le deuxième groupe se composant des pays où l'idée de contrat de change est repoussée. La lettre de change, est une simple promesse d'argent.

Le troisième groupe se composant des pays qui ne possèdent pas de loi de change générale écrite mais de règles diverses se rapprochant du système allemand, (Angleterre, États-Unis).

(Chrétien. *De la lettre de change en droit international privé*. Nancy. 1881).

(1) Pardessus. *Introduction au traité du contrat de change*.

Des économistes en prévoyant ce rôle n'avaient considéré que les inconvénients pouvant en résulter.

J. B. Say signale les traités que les banquiers appellent papiers de circulation, dont le montant n'est révélé par aucune valeur réelle.

« Un négociant de Paris s'entend avec un négociant de Hambourg et fournit sur lui des lettres de change que ce dernier acquitte en rendant à son tour à Hambourg des lettres de change sur son correspondant de Paris. Négocier ces lettres de change de circulation est une manière d'emprunter, et une manière assez coûteuse : les traites sont réciproques, et se balancent mutuellement. C'est un emprunt à perpétuité (1).

Beaucoup d'auteurs ont pensé que du jour où elle cesserait d'être le moyen d'exécution du contrat de change, la lettre de change deviendrait purement et simplement un papier sans valeur réelle, destiné à amener la perturbation dans les affaires.

« Tout commerçant pouvant créer une lettre de change peut battre monnaie, car créer du papier-monnaie n'est autre chose que de faire de la monnaie, il suffit d'avoir ou plutôt de se faire du crédit pour trouver un preneur. Au moins la Banque de France, qui seule a chez nous ce privilège, offre-t-elle pour garantie une encaisse métallique certaine et un contrat passé avec l'État. La doctrine

(1) J.-B. Say. *Traité d'économie politique*.

d'Outre-Rhin supprime tout cela. Dès lors, le contrat de change disparaît complètement. La lettre de change n'est plus l'expression d'un contrat qui n'existe pas. Elle cesse même d'être celle d'une opération sérieuse et honnête. Ce n'est plus que le signe d'un emprunt plus ou moins forcé pratiqué sur la caisse du public, emprunt qui n'a d'autre garantie que le crédit réel ou factice du tireur, au lieu d'avoir pour gage la propriété de marchandises ou d'une créance. Le nom même de lettre de change n'a plus de signification. On doute à bon droit que dans pareilles conditions elle soit de longtemps accueillie dans les relations commerciales de l'Europe, et elle est victorieusement combattue par les meilleurs auteurs qui ont écrit en France à ce sujet (1).

La lettre de change, tout comme le billet à ordre, doit évidemment avoir une cause. En Angleterre comme en Allemagne, le fait de s'engager constitue une cause suffisante. Il reste bien évident que celui qui s'engage doit présenter une certaine surface pour que le titre au paiement duquel il est tenu soit facilement négociable. C'est ce que nous explique avec tant de justesse Charles Dickens en décrivant dans *David Copperfield* les effets créés par Micawber (2).

(1) Rousseau. *Du trafic des billets de complaisance*. Paris, 1876.

(2) To leave without acquitting myself of the pecuniary part of this obligation, would weigh upon my mind to an insupportable extent. I have, therefore prepared a document which accomplishes the desired object. I beg to hand it to my friend Traddles and am happy to recover my moral dignity.

Ce qui est certain c'est que les principes allemands sur la nature des effets de commerce sont totalement différents des nôtres.

En 1839, un jurisconsulte saxon, Einert, faisait paraître un ouvrage : « Le droit du change d'après les besoins des affaires au XIX^e siècle » qui a eu pour effet d'engager l'Allemagne dans cette idée que la lettre de change constitue un « engagement formel ».

On ne doit pas, suivant lui, sortir du titre lui-même pour déterminer sa valeur d'obligation.

Son ouvrage divisé en six chapitres expose au premier chapitre l'évolution de l'idée de la lettre de change comme instrument de crédit.

Non seulement son ouvrage a eu un immense retentissement, mais les idées qui y sont exprimées ont eu pour effet de changer complètement les idées qui avaient cours en Allemagne comme dans la plupart des autres pays sur la lettre de change.

L'on peut dire qu'il a été le véritable précurseur de la théorie sur laquelle est établie la grande loi de change de 1848 dont nous montrerons plus loin l'importance et dont nous examinerons les effets (1).

I am persuaded, not only that this was quite the same to Mr. Micawber as paying the money, but that Traddles himself hardly knew the difference until he had had time to think about it. Charles Dickens *David Copperfield*.)

(1) Einert. *Das Wechselrecht nach dem Bedürfnitz des Wechselgeschäfts in neunzehnten Jahrhundert*.

1^o Entwicklung der Idee und der Bedürfnisses des papiernen Geldes aus dem Fortschritten des Handels.

C'est sous l'influence des idées d'Einert qu'a été élaborée en 1841 à Leipzig la grande loi du change publiée en 1848, et qui est la source principale du droit de change allemand.

Elle fut édictée non pas, comme le Code de commerce, sur l'initiative du « Bundestag » mais sur celle du « Zollverein » prussien conformément à une requête soumise par le Wurtemberg en 1846 à la huitième conférence générale de Zollverein.

Tous les États allemands furent invités par la Prusse à une conférence à Leipzig pour délibérer en commun sur une loi allemande relative au change. Le projet fut établi en moins de 2 mois et l'ordonnance sur le change est devenue loi fédérale et loi d'Empire.

A la conférence de Leipzig prirent part Bischoff et Thöl ; Einert, Liebe, Thon, Hofacker, Breidenbach, v. Patow ainsi que plusieurs commerçants. Les délibérations eurent pour base un projet prussien rédigé par Bischoff. On tint compte en outre, d'un projet du Brunswick rédigé par Liebe ; d'un projet du Mecklembourg rédigé par Thol et d'un projet saxon, rédigé par Einert (1).

2° Von der Begebung der Wechsel und vom Indossamente.

3° et 4° Vom accepte.

5° Vom wechselnässigen Intervention.

6° Von Respecttagen und von dem Einflusse der höheren gewalt wodurch die Präsentation der Wechsel worden, auf die Zulassung Regressnahme bei Versäumter wechselmässiger Solemnität.

(1) Cosack. *Traité de droit commercial*. t. II. Paris, 1905.

La loi allemande adoptant la doctrine d'Einert considère la lettre de change comme n'étant pas autre chose qu'un papier-monnaie. Il en résulte qu'il ne dépend pas de la volonté de celui qui la donne d'en déterminer les effets juridiques. Ce principe ne peut se comprendre quand on voit seulement dans la lettre de change la preuve d'un contrat. En effet, si comme en France on s'en tient à la doctrine du contrat de change, on pose forcément le principe que celui qui donne la lettre de change est libre d'en déterminer les effets juridiques. Le caractère de papier-monnaie ne saurait s'allier à une semblable liberté.

La doctrine de la conférence de Leipzig est d'attribuer une valeur immuable aux effets juridiques de la lettre de change et d'empêcher les dérogations qui ne sont pas expressément permises. Les prescriptions relatives au paiement de ce papier-monnaie sont tracées par la loi, dans l'intérêt du commerce, avec un caractère de nécessité absolue et ne peuvent en général, être modifiées par la volonté des parties (1).

De cette idée que la lettre de change est un papier-monnaie, de ce qu'elle est entièrement distincte de la dette lui servant de fondement, et de ce que le créancier peut fonder uniquement sur la lettre de change une action qu'il intente au débiteur, il ressort que l'indication de valeur

(1) W. Brauer, *Die allgemeine deutsche Wechsel ordnung erläutert* von W. Brauer.

fournie est inutile. Cette indication ne s'explique d'ailleurs dans notre Code de commerce qu'historiquement.

Mittermaier expose que cette formalité inutile devient nuisible surtout lorsqu'elle n'est exigée que dans un seul pays. En considérant comme condition essentielle l'énonciation de la valeur fournie, la loi méconnaît la qualité principale de la lettre de change, et par suite agit contre le but de cet effet de commerce. En fait, on n'exécute pas la disposition d'une manière sérieuse : tout le monde connaît la signification du terme valeur en compte (1).

La déclaration que la valeur a été fournie n'est pas de l'essence de la lettre de change, dit Brauer. La loi allemande n'exige pas que la lettre de change soit tirée sur un lieu autre que celui de l'émission, et Mittermaier dit avec raison qu'aucun auteur français n'a pu donner un motif rationnel de cette restriction qui ne doit son origine qu'à un malentendu sur les véritables relations du commerce.

Elle prive le commerçant, dit-il, de plusieurs avantages que lui offrirait la lettre de change, s'il pouvait la tirer sur un autre commerçant de la même ville ; dès lors cette restriction, comme l'explique Einert, est contraire au but de la lettre de change.

Comme la loi française, la loi allemande défend les lettres de change « au porteur » — Brauer en explique la raison en disant que la reconnaissance de lettres de cette

(1) Mittermaier. *Revue étrangère et française de législation.*

espèce ne se présente pas comme un besoin impérieux du commerce et qu'au surplus il est facile de donner satisfaction à un besoin de ce genre en créant une lettre à l'ordre du tireur avec endossement en blanc. — Contrairement à la loi française, la loi allemande ne considère pas la clause à ordre ou toute autre exprimant la négociabilité du titre comme essentielle dans la lettre de change.

Cette clause peut être remplacée par des expressions analogues, et serait sous-entendue si le tireur chargeait simplement le tiré de payer à une personne déterminée. « La transmissibilité est tellement dans la nature de la lettre de change qu'elle existe sans difficulté lors même que la lettre est au nom d'un preneur déterminé et qu'on n'a pas ajouté « ou à son ordre ». Si le tireur veut interdire la transmissibilité, il doit l'indiquer expressément dans les lettres par les mots « non à ordre » (1)

Dans ce cas l'endossement ne peut produire aucun droit de change (2).

La loi française n'exige pas que le titre lui-même indique en termes formels qu'il est une lettre de change. La loi allemande au contraire signale cette énonciation comme essentielle.

C'est une question qui fut fortement débattue, nous dit

(1) Brauer, *déj. cit.*

(2) § 9 de la loi de 1848. Si cependant le tireur a interdit le transport par ces mots « non à ordre » ou par une expression équivalente, l'endossement ne peut produire aucun droit de change.

Brauer dans son commentaire de la loi, et l'on fit valoir contre cette idée qu'une semblable décision s'écarterait sans nécessité des législations des autres pays avec lesquels l'Allemagne a des rapports commerciaux. Néanmoins l'opinion exigeant un signe non équivoque de la nature du titre a finalement prévalu.

La clause à ordre est ce qui confère au titre précisément le caractère de papier de crédit. Il est facile de comprendre que la loi allemande devait s'en occuper tout spécialement.

Suivant Brauer, l'endossement se distingue de la cession :

1° En ce que celui à qui est endossée la lettre, entre en rapport immédiat avec les obligés.

Les droits sont indépendants de la position particulière de l'endosseur. Celui à qui est endossée la lettre ne peut se voir opposer aucune exception du chef de l'endosseur.

2° En ce que l'endosseur garantit le paiement de la lettre. Son obligation a le même objet que celles du tireur, de l'accepteur et des autres endosseurs, et elle est solidaire. D'autre part, elle est indépendante de celle des autres garants. L'endossement est un acte qui subsiste par lui-même et qui, pourvu que la lettre ait la forme voulue, oblige pleinement l'endosseur, lors même que le tireur réel ou prétendu, comme incapable ou à raison d'un faux, ne serait pas tenu en vertu de la lettre. (1)

(1) Brauer, *déj. cit.*

C'est donc un droit nouveau qui est acquis par le bénéficiaire de l'endossement : La traite est un titre à ordre. Cet « ordre » est un commandement.

Quiconque souscrit un titre à ordre déclare par là qu'il se soumet à un ordre du porteur de la traite ; non pas à tout ordre, mais à celui d'accepter à la place du créancier antérieur, un nouveau créancier pourvu d'un droit nouveau et personnel. L'endosseur peut donc créer un droit meilleur que celui qu'il possède lui-même, car les débiteurs de change, lorsqu'ils ont signé la traite comme titre à ordre, lui en ont eux-mêmes donné le pouvoir (1).

L'indication de la date de l'endossement n'est pas plus exigée dans la loi allemande que l'indication du lieu où il s'opère ; de même pour la valeur fournie, il va de soi que si la déclaration de la valeur n'est pas prescrite pour la lettre de change, elle peut encore moins être exigée pour l'endossement. Cette obligation obligatoire n'a pas été seulement combattue par Mittermaier avant même la promulgation de la loi de 1848, mais encore par Frémery (2).

L'endossement en blanc est également assimilé dans la loi allemande à un endossement régulier. Comme le dit Brauer la loi n'a pas suivi l'exemple de beaucoup de lois qui ne lui attribuent que l'effet d'une procuration. L'endos-

(1) Cosack.

(2) En 1841, dans la *Revue étrangère et française*, Mittermaier critiquait l'exigence de la détermination de la valeur fournie. Frémery (*Études de droit commercial*) formulait exactement les mêmes critiques.

sement en blanc fait de la lettre de change un effet au porteur, c'est-à-dire que tout possesseur du titre est considéré comme légitime propriétaire.

Le porteur de la lettre acquise par un endossement en blanc peut la transmettre soit par simple tradition, soit en écrivant dans le blanc le nom du nouveau porteur, soit en faisant lui-même un endossement complet.

La loi de 1848 a conservé l'usage des lettres de change payables en foire (art. 33 et art. 18).

De graves objections avaient cependant été faites, mais on opposa les besoins des villes de foires et après délibération, l'assemblée s'est prononcée à la majorité pour le maintien de la lettre payable en foire.

Le paragr. 21 de la loi de 1848 déclare qu'il y a acceptation pure et simple lorsque le tiré, sans rien ajouter, écrit son nom sur le recto de la lettre.

De même, si la lettre indique un lieu de paiement autre que le domicile du tiré mais qu'elle ne dise point par qui le paiement sera fait en ce lieu, cela doit être exprimé sur la lettre par le tiré, en même temps qu'il accepte. — Faute de quoi il est admis que le tiré lui-même entend faire le paiement au lieu indiqué. La présentation pour les lettres à domicile n'est pas nécessaire, mais on a permis au tireur de prescrire la présentation à l'acceptation sous peine pour le porteur de perdre le recours contre le tireur et les endosseurs.

L'acceptation une fois donnée ne peut plus être retirée

En Allemagne la clause « sans frais » insérée dans la lettre de change ne dispense point le porteur de faire protester la lettre pour conserver son recours contre les endosseurs.

La clause « sans protêt » ou « sans frais » dispense le porteur de la nécessité de faire le protêt seulement vis-à-vis de celui qui l'a écrite. Pour pouvoir prouver sa diligence vis-à-vis des autres obligés le porteur doit faire protêt (1). Cet acte doit être dressé par un notaire ou un officier de justice.

La loi allemande a également entièrement assimilé le billet à ordre à la lettre de change.

Elle a même donné un nom identique.

La troisième section de la loi est intitulée :

« Von eigenen Wechseln » (De la lettre de change propre) et, sous l'influence d'Einert, l'assimilation est devenue complète (2).

Dans le droit allemand ne subsistent que quelques survivances de l'ancienne conception empêchant la lettre de change d'être absolument un papier-monnaie, mais l'analogie souhaitée par Einert est cependant bien grande.

Nous pouvons résumer ses traits caractéristiques.

(1) Einert.

(2) Die rechtliche Bedeutung der eigenen Wechsels ist von Einert recht treffend mit den Worten bezeichnet dass die Tratte und der eigene Wechsel blos verschiedene Formen eines und desselben Geschäfts sind, und dass der trassirte Wechsel nichts anderes ist, als der eigene, trockene Wechsel, und nur durch einen Zusatz von diesem verschieden.

Die allgemeine deutsche Wechselordnung mit Einleitungen und Erläuterungen. Leipzig, 1818.

Point de remise de place.

Assimilation du billet à ordre à la lettre de change.

Transmissibilité par endossement sans insertion de clause à ordre.

Aucune énonciation de valeur fournie.

Nulle référence à la provision.

Transport de la propriété par le seul endossement en blanc.

La lettre de change, dit Cosack, se distingue par sa rigueur envers le débiteur.

Entre les mains d'un nouveau créancier elle devient pour le débiteur plus dangereuse encore.

En effet, l'indépendance absolue de la lettre de change vis-à-vis de la dette qui lui sert de fondement et des contre-prestations, s'applique pleinement.

Toutes les exceptions qui ne sont pas fondées sur la lettre de change elle-même sont absolument interdites au débiteur, à moins qu'elles ne résultent des rapports juridiques existant entre lui personnellement et chaque nouveau créancier.

En droit allemand, il faut distinguer dans la lettre de change :

La partie fondamentale (Grundwechsel).

Les endossements.

L'acceptation.

Partie fondamentale. — La lettre de change constitue une

assignation à fin de paiement (*Zahlungsanweisung*) dans laquelle un souscripteur ou tireur ordonne au tiré (*Bezogener-Trassat*) d'effectuer un paiement entre les mains d'un preneur ou bénéficiaire (*Empfänger Remittant*).

C'est le bénéficiaire qui est le créancier et le souscripteur qui est le débiteur. C'est là l'idée fondamentale.

Le tiré n'est ni créancier ni débiteur, par le fait de la lettre de change. Son obligation ne résulte pas de la lettre de change elle-même.

Endossements. — L'endosseur ordonne au tiré d'effectuer non plus à lui-même, mais au bénéficiaire de l'endossement, le paiement qui lui a été ordonné par le tireur.

En même temps, il ordonne au tireur de faire entre les mains du bénéficiaire de l'endossement, tout paiement dont il pourrait être tenu à raison de cette garantie.

L'endossement est donc une fonction de transport et une fonction de garantie.

Cette dernière fonction prend une importance capitale. En effet, l'endossement n'est pas une cession, car le bénéficiaire n'acquiert pas seulement les droits de son endosseur, droits pouvant être entachés de vices et sujets à des exceptions opposables à la personne de l'endosseur.

Il acquiert un droit nouveau.

Acceptation. — Le tiré peut répondre à l'ordre qui lui est donné et déclarer qu'il l'accepte.

C'est cette déclaration qui constitue l'acceptation (Akzept).

De ce moment, le tiré est obligé au paiement de la dette. L'acceptation doit résulter d'une « déclaration » du tiré, mise par écrit sur la traite et exprimant d'une façon non équivoque la volonté d'accepter.

La signature inscrite simplement par le tiré sur le recto, équivaut à une déclaration d'acceptation.

Pour créer une dette de change, le débiteur de change doit émettre une déclaration de volonté valable en tant que déclaration relative à une dette de change. Cette déclaration est une déclaration de volonté constituant un acte juridique et n'ayant pas besoin d'être reçue.

La traite doit être acquise par un créancier. Si la traite n'est point acceptée, les débiteurs du créancier sont le tireur et tous les endosseurs. Ils sont solidairement et individuellement responsables.

Si la traite est acceptée, il y a deux groupes de débiteurs de change : le premier, constitué par l'accepteur, et le second par le tireur et les endosseurs.

L'accepteur est le débiteur de change principal (Hauptwechselschuldner), les autres débiteurs sont les débiteurs de recours (Regressschuldner).

Dans la carrière de la lettre de change, dit Cosack, les contrats s'ajoutent aux contrats, chaque déclaration particulière, acceptation, corps de la traite, endossement, aval, reposant sur un contrat particulier et indépendant.

Toutes ces règles sont destinées à faciliter la transmission.

La lettre de change peut provenir de contrats de diverses sortes :

1° Un contrat portant sur la conduite d'une affaire.

2° Un contrat de crédit. Le tiré veut procurer au tireur un crédit en lui promettant à l'échéance de la traite le paiement d'une somme (1).

3° Un contrat de paiement. Le tiré, débiteur pour une raison quelconque du tireur, accorde à ce dernier le droit de faire traite sur lui.

4° Un contrat de vente. Le tiré vend son acceptation au tireur.

La lettre de change fait mention de 3 personnes « tireur, tiré, preneur. »

Dans la « traite à l'ordre de soi-même » (Wechsel an eigene Order) le tireur et le preneur se confondent. Cette traite n'engendre de droits et d'obligations qu'une fois endossée et acceptée ; autrement, en effet, elle ne contient que l'ordre pour quelqu'un d'effectuer à lui-même un paiement.

Dans la « traite tirée sur soi-même » (trassirt eigener Wechsel) le tireur et le tiré se confondent. Cette traite est usitée quand un commerçant possède plusieurs établisse-

(1) Les effets de complaisance sembleraient rentrer dans cette catégorie. Ce sont ceux que les Allemands appellent Wechselreiterci.

ments et ordonne à l'un d'eux d'effectuer un paiement pour le compte d'un autre.

Dans le « billet à ordre » (eigener Wechsel) on trouve une promesse de paiement faite par le tireur qui promet que ce paiement sera effectué par lui-même.

Quant aux variétés tenant à la date de paiement, on distingue :

1° La traite à vue (Sicht wechsel).

2° A un certain délai de vue (Nachsicht wechsel).

3° Payable en foire ou marché (Mess oder Markt wechsel).

4° Sans garantie (Wechsel ohne obligo).

5° Nominative directe (Rekta wechsel).

Viennent ensuite les variétés diverses d'endossements.

1° L'endossement en blanc (Blanko). Il a pour effet de conférer à tout possesseur ultérieur de la traite la qualité de légitime créancier de change. La traite circule donc comme une véritable monnaie. Sa transmission par cet endossement s'effectue comme celle d'un billet de banque par simple tradition.

L'endosseur en blanc est tenu vis-à-vis de chaque acquéreur de la traite de la même manière que celui qui établit un endossement à personne dénommée. Mais cet acquéreur lui-même n'est soumis à aucune obligation lorsqu'il transmet la traite à un autre créancier par simple tradition, c'est-à-dire sans inscrire son nom sur la traite.

Sans doute, il peut, lui aussi, garantir au nouvel acqué-

reur le paiement du montant de la traite, mais son obligation de garantie n'est point régie par les règles du change et vaut seulement en faveur de l'acquéreur envers lequel elle est assumée.

La lettre de change, endossée en blanc, peut être à tout instant transformée à nouveau par le porteur en une lettre de change ordinaire. De même, il peut aussi placer, au-dessous de l'endossement en blanc déjà existant, un nouvel endossement en blanc.

2° L'endossement translatif.

La traite peut être endossée indéfiniment.

Le bénéficiaire peut même endosser la traite lorsque son endosseur a expressément interdit les endossements ultérieurs. Dans ce cas, l'obligation de garantie de l'endosseur ne lui est imposée que vis-à-vis de son propre bénéficiaire d'endossement, et non vis-à-vis des successeurs de ce dernier.

(On voit combien toutes ces règles facilitent la grande circulation des traites.)

3° L'endossement sans garantie.

L'endosseur se libère de toute obligation tant vis-à-vis des successeurs du bénéficiaire de son endossement que du bénéficiaire lui-même. (La lettre de change se rapproche là beaucoup du billet de banque).

4° L'endossement tardif.

Si la traite est protestée faute de paiement, ou si le porteur négligent a omis de dresser le protêt dans les délais

prescrits, il n'est plus possible d'établir des endossements comportant les pleins effets du droit de change.

Si le protêt n'a pas été dressé en temps, l'endossement produit le même effet qu'un endossement ordinaire contre l'accepteur et ceux qui ont endossé la traite après le délai. Seulement, cet endossement est dénué d'effet vis-à-vis du tireur et des endosseurs antérieurs. (Ces règles du protêt éloignent la lettre de change du billet de banque).

5° L'endossement de procuration.

Il doit être spécifié et indiquer que le bénéficiaire n'est qu'un simple fondé de pouvoirs de l'endosseur. Le bénéficiaire n'est qu'un simple fondé de pouvoirs auquel peuvent être opposées toutes les exceptions tirées de la personne du cédant.

6° L'endossement de garantie.

Une convention peut intervenir suivant laquelle le bénéficiaire n'acquerra la traite que comme gage du paiement d'une créance lui appartenant.

Cette convention n'étant pas inscrite sur la traite, le bénéficiaire peut faire valoir sa créance de change d'une façon pleine et entière. Néanmoins il n'est pas propriétaire de la lettre de change.

La remarque est importante, par exemple s'il est déclaré en faillite et si le débiteur qui a constitué le gage, réclame livraison de la traite constituée en gage ou de la somme d'argent à laquelle l'estime le syndic de la faillite.

Tout ce que nous venons d'énoncer résulte des prescriptions de la loi de 1848.

C'est qu'en effet, si les « Nouvelles de Nuremberg » ont fourni quelques additions à l'Ordonnance sur le change, le nouveau Code de commerce n'a apporté aucune modification fondamentale à la loi (1).

La loi de 1848 répondait à un besoin général et c'est une des raisons pour lesquelles son application s'est si rapidement répandue.

Dix-huit États ont fait précéder le texte adopté d'ordon-

(1) Les propositions de la conférence de Nuremberg datent de 1862 et consistent en 8 additions aux articles 2, 4, 7, 18, 29, 30 et 99 de la loi sur le change. Les deux premières de ces Nouvelles n'ont pas tardé à être abrogées avec la disposition de l'article 2 qu'elles modifiaient, par la loi du 29 mai 1868 qui a aboli la contrainte par corps (*Code de commerce allemand et loi allemande sur le change* traduits et annotés par Paul Gide, S. Flach, Lyon-Caen, S. Dietz. Paris, imprimerie nationale, MDCCCLXXXI). Les six autres Nouvelles ont été fondues dans le texte officiel de la loi sur le change qui a été publiée pour l'Alsace-Lorraine le 29 juin 1872.

Art. 4. La lettre de change ne peut être payable par fractions et à plusieurs époques successives.

Art. 7. La stipulation d'intérêts insérée dans une lettre de change est réputée non écrite.

Art. 18. Toute convention contraire est nulle en droit de change.

Art. 29. Le porteur de la lettre est autorisé dans les cas 1 et 2 ci-dessus à demander également sûreté à l'accepteur lui-même, et à agir contre lui, à cet effet, par la procédure sur lettre de change.

Art. 30. Si l'époque indiquée est le commencement ou la fin d'un mois, l'échéance a lieu le premier ou le dernier jour du mois.

Art. 99. Si le billet à ordre n'est pas payable ailleurs qu'au domicile du souscripteur, le porteur n'a pas besoin pour conserver ses droits contre le souscripteur, de présenter la lettre à l'échéance ni de faire dresser le protêt.

nances introductives (1) et trente-sept l'ont promulgué entre 1848 et 1850 (2).

C'est ainsi que sous l'influence de cette loi, l'idée de papier-monnaie d'Einert se répandait de plus en plus. D'après cela, il fallait rendre difficilement opposables les exceptions pouvant empêcher le paiement.

Sous l'empire du Code de commerce allemand, les exceptions peuvent être divisées en trois groupes.

Premier groupe. — Exceptions dirigées contre la totalité des droits de créance nés de la traite.

Exemple : La déclaration de change du débiteur de change est fausse ; elle est ou altérée ou contrefaite. La déclaration de change est vraie, mais elle a été effectuée originairement d'une manière non valable au regard des règles particulières du droit de change, ou bien elle est, après coup, devenue sans efficacité.

Dans le premier cas, les créances de tous les acquéreurs de la traite sont sans efficacité.

Dans le second cas, la déclaration de change est non valable, lorsqu'elle n'est point rédigée dans la forme voulue ; elle est inefficace lorsqu'on laisse passer le délai pour dresser le protêt.

Les droits des créanciers de change restent valables

(1) Bade, Bavière, Brême, Brunswick, Francfort, Hambourg, Hesse, Darmstadt, Lippe-Detmold, Lubeck, Meiningen, Mecklembourg, Nassau, Autriche, Prusse, Saxe, Schleswig-Holstein, Waldeck, Wurtemberg.

(2) Borchardt, *Archiv für deutsches Wechselrecht*, Leipzig, 1856.

même lorsque la signature du tireur ou d'un endosseur est contrefaite en ce qui concerne les droits contre les débiteurs dont la signature est vraie.

Le débiteur dont la signature est contrefaite reste naturellement libre de toute responsabilité.

De même, lorsqu'une déclaration de change émane d'un représentant sans pouvoir de représentation suffisant, le représentant est « personnellement » responsable à raison de cette déclaration.

Deuxième groupe.— Exceptions dirigées en principe contre tous les droits de créance nés du titre.

Ce sont celles tirées par exemple de ce que la lettre de change est prescrite, rayée ou annulée.

Elles sont opposables aux acquéreurs :

N'ayant pas interrompu la prescription de change ;

N'ayant pas eux-mêmes provoqué la déclaration d'invalidité ;

N'ayant pas fait insérer une réserve en leur faveur dans le jugement du tribunal proclamant l'invalidation de la lettre de change ;

N'ayant pas acquis la traite avant son annulation.

Troisième groupe. — Exceptions qui ne sont dirigées que contre certains droits de créance déterminés résultant de la lettre de change.

Exemple : 1° Le créancier n'a point acquis légalement le droit de disposition de la traite.

2° Le droit de créance régulier doit subir certaines restrictions. — (Le créancier ayant promis au débiteur de ne pas le poursuivre en vertu de la traite ; lui ayant accordé un délai ; lui ayant fait souscrire le titre pour une dette inexistante).

Dans le premier cas, les exceptions appartenant au débiteur n'atteignent que le droit d'un seul acquéreur déterminé de la lettre de change.

Elles ne sont opposables ni aux prédécesseurs, ni aux successeurs.

Dans le second cas, les exceptions nées au profit du débiteur peuvent dépasser le droit de créance du créancier primitivement seul atteint.

L'acquéreur d'une traite subit les exceptions opposables à son prédécesseur :

1° S'il a connu ces exceptions lors de l'acquisition de la traite.

2° S'il n'a acquis la traite que pour en encaisser l'argent pour le compte de son prédécesseur.

3° S'il a acquis la traite autrement que par une opération de change (succession-tradition).

En effet, dans les deux premiers cas, il y aurait dol et dans le troisième le bénéficiaire ne fait qu'entrer en possession du droit de son prédécesseur.

Pour les exceptions du premier groupe, (celles dirigées contre la totalité des droits de créance nés de la traite), en cas de contestation, c'est au créancier à prouver la

régularité de forme de la lettre de change, la véracité de la signature du débiteur, l'observation du délai pour dresser protêt.

Pour les exceptions du deuxième groupe (celles dirigées contre les droits de créance nés du titre), c'est au débiteur à faire la preuve de l'exception, mais si un créancier prétend ne pas être atteint par l'exception, c'est à lui à en faire la preuve.

Pour les exceptions du troisième groupe (celles dirigées contre certains droits de créance résultant de la lettre de change) :

C'est au débiteur à faire la preuve, et cette preuve lui incombe rigoureusement.

On le voit, c'est toujours l'idée de rendre la circulation facile et de rapprocher la lettre de change du papier-monnaie qui domine. C'est ce principe qui a été si longtemps combattu en France.

Entre 1848 et 1850 on remarque une certaine hésitation dans les diverses législations qui se montrent incertaines dans l'orientation à adopter.

Prenons deux points particuliers :

La remise de place à place, la valeur fournie.

En 1848, avant la promulgation de la loi allemande, la remise d'un lieu sur un autre, obligatoire en France l'est également dans la plupart des autres codes :

Code espagnol (art. 429).

Code hollandais (art. 100).

Code portugais (art. 321).

Loi autrichienne (art. 2).

Loi de Suède de 1748 (art. 1).

Code de Sardaigne (art. 119).

Lois des cantons de Vaud et Fribourg (4 juin 1839).

Loi de Danemark du 18 mai 1825 (art. 1).

La mention de valeur fournie est encore plus généralement exigée.

Code espagnol (art. 426).

Code hollandais (art. 100).

Code portugais (art. 321).

Code de Wurtemberg (art. 551).

Code hongrois (art. 16).

Code prussien (art. 765).

Code russe (art. 295).

Ordonnance de Bilbao (art. 2).

Loi d'Anhalt Coethen (art. 1).

Loi d'Autriche (art. 2).

Loi de Bavière (art. 1).

Loi de Brunswick de 1715 (art. 1).

Loi de Hanovre (art. 6).

Loi de Norwège (art. 1).

Loi de Sardaigne (art. 119).

Loi des duchés de Saxe-Altenbourg, Gotha et Meiningen
article 1.

Loi de Saxe-Weimar, article 11.

Code de Valachie de 1841, article 106 (1).

Nous verrons sous l'empire de la loi allemande disparaître successivement de la plupart des codes les indications surannées qui ne faisaient que rendre difficile l'emploi de la lettre de change.

Beaucoup de protestations s'élevèrent au début. Le reproche principal fait à la conception allemande était précisément l'assimilation dangereuse des lettres de change à des monnaies, la tendance à en faire une délévation d'une créance née ou à naître (2). D'ailleurs l'on ne citait que peu de codes ou lois en 1848 contraires à la théorie française de l'obligation de la remise d'un lieu sur un autre (3).

Le temps a donné raison à la doctrine d'Einert.

La lettre de change, dit Cosack, est entièrement distincte de la dette lui servant de fondement.

Le créancier n'est pas tenu d'indiquer que la lettre de change est le résultat d'une opération de vente, et qu'il a livré une marchandise. Et ainsi se trouve extrêmement

(1) Anthoine de Saint-Joseph, *Concordance entre les Codes de commerce français et étrangers*.

(2) Nougier, *Examen critique des législations comparées sur la lettre de change*.

(3) L'on ne citait à cette époque comme admettant l'inutilité de la remise d'un lieu sur un autre que :

Le Code de Wurtemberg (art. 554 et 555). La loi de la Grande Bretagne. Le Code russe (art. 295) et comme admettant l'inutilité de la mention de valeur fournie : La loi des États-Unis, la loi de la Grande-Bretagne, la loi de Suède.

facilitée pour le créancier la preuve de ses prestations à l'encontre du débiteur.

On lui accorde une position d'attaque particulièrement favorable. Par contre, la défense du débiteur est éminemment défavorable. Il doit fournir la preuve de toutes ses allégations, et ses moyens de preuve sont limités.

L'aliénation des lettres de change se trouve facilitée par ce fait que le débiteur ne peut invoquer des exceptions tirées de la créance qui a donné naissance à la lettre de change, que contre le créancier primitif et non contre les acquéreurs ultérieurs de la lettre de change.

C'est ainsi qu'elle a été désignée comme la monnaie de papier des commerçants, et l'analogie avec la monnaie de papier et le billet de banque est d'autant plus frappante pour la lettre de change à vue portant sur une somme ronde avec endossement en blanc (1).

La « solidarité » particulière aux effets survit à la disparition du contrat de change lui-même. La loi allemande

(1) Einert, à comparer avec l'opinion de Nouguiér, émise en 1851 :

« On a affranchi les lettres de change de toutes les formalités. Ainsi, en Angleterre, où le système législatif est si dangereux, la lettre de change ne ressemble en rien à la lettre de change telle qu'on la comprend chez nous et chez presque tous les autres peuples. Point de remise d'un lieu sur un autre, point de valeur fournie. On a voulu assimiler les lettres de change, non pas à des obligations, mais à des monnaies, et de ce point de vue, on les a affranchies de toutes formalités. Une monnaie véritable porte en elle-même l'empreinte de sa réalité et exprime l'importance de sa propre valeur.

Il en est autrement des effets de commerce qui sont le signe représentatif de droits incorporels et dont la sincérité ne saurait être garantie qu'à l'aide du concours des formalités usitées dans la confection des conventions.

confirme les règles de la solidarité cambiste en mentionnant les obligations de change.

Une lettre de change à laquelle il manque une des conditions essentielles qui la constituent, ne produit aucune obligation de change. Il en est de même des énonciations exigées pour les endossements, acceptations, avals, etc. (1).

La loi allemande fait rentrer les femmes et les mineurs dans les termes du droit commun et son article 3 prend soin de constater que l'incapacité d'un ou de plusieurs signataires d'une lettre de change ne décharge pas les autres signataires de leurs obligations. Préoccupée d'assurer avant tout la rapidité des opérations, la loi de 1848 permet de réaliser le papier négociable en espèces, sans justifications de la part du porteur, sans investigations à la charge du débiteur.

Sous ce rapport, notre code de commerce et la loi allemande se ressemblent, et nous devons dire que sur ce point, c'est la loi allemande qui a suivi les données du Code de commerce facilitant la libération du débiteur (2).

(1) Art. 7. — Aus einer Schrift, welcher eine der wesentlichen Erfordernisse eines wechsels fehlt entsteht keine wechsellässige Verbindlichkeit. Auch haben die auf eine solche Schrift gesetzten Erklärungen (Indossament-accept-aval) keine Wechselkraft.

(2) A noter en effet le règlement de change d'Augsbourg de 1778 :

Toute personne qui veut recevoir de l'argent, a pour devoir de se faire certifier par une reconnaissance. Celui qui paie sans cette reconnaissance, le fait à ses risques et périls, et ne pourra exercer de recours quo contre celui qui a reçu l'argent.

LÉGISLATION SUISSE

En Suisse, jusqu'en 1883, chaque canton pouvait édicter des lois relatives à la lettre de change.

Les cantons de la Suisse allemande s'en tinrent en grande partie à la législation allemande, tandis que dans les cantons romands, on se conformait aux prescriptions du Code de commerce français. Certains cantons, dont la population s'occupe exclusivement de culture et d'économie alpestre, par exemple Uri, se passèrent de toute législation en la matière.

Actuellement les « Ordonnances » sur la lettre de change et son « exécution » figurent au titre 29 du « Code fédéral suisse des obligations » embrassant 130 articles lesquels ont été inspirés en grande partie du Wechselordnung allemand de 1848 (1).

En droit suisse, on distingue deux sortes de lettres de change : la lettre de change ou traite, le billet de change.

La lettre de change doit contenir :

1° La mention expresse que la lettre est une lettre de change. (Wechsel, *Lettera di cambio*).

2° L'indication en toutes lettres de la somme à payer.

3° Le nom de la personne à laquelle ou à l'ordre de laquelle elle doit être payée.

(1) Peter. *La lettre de change et autres valeurs analogues au point de vue spécial de la législation suisse*. Bienne, 1908.

- 4° L'indication de l'époque de paiement.
- 5° La signature du tireur.
- 6° L'indication du lieu où elle est créée.
- 7° Le nom de la personne qui doit payer.
- 8° Le lieu où doit se faire le paiement.

Ainsi les indications de valeur fournie et de remise de place à place ne sont pas exigées.

L'endossement en blanc est translatif de propriété. Les règles sont les mêmes pour la lettre de change et le billet de change.

L'acceptation doit se faire par écrit sur la lettre de change. Lorsque le tiré appose sa signature ou raison sociale sans aucune autre annotation, du côté du texte de la traite, l'acceptation est réputée illimitée.

Il est possible cependant de limiter l'acceptation d'une traite sur une partie seulement de son montant, mais cette réserve doit être expressément mentionnée.

L'acceptation une fois donnée ne peut plus être retirée ou restreinte en quoi que ce soit, alors même que le tiré n'aurait pas encore rendu la lettre de change au porteur qui la lui avait présentée.

Si le propriétaire de la lettre de change a consenti à ce que l'acceptation fût retirée (biffée) ou restreinte, l'accepteur ne peut opposer ce consentement qu'à celui qui l'a donné et non aux autres intéressés (1).

(1) Art. 739 et 740 du Code fédéral des obligations

Andern Wechselberechtigten : aux autres personnes auxquelles la lettre de change confère des droits.

Le billet de change doit contenir les mêmes indications que la lettre de change. Pour des raisons pratiques, l'échéance à un certain nombre de jours de vue n'est plus admise ici. A l'inverse de ce qui a lieu pour la lettre de change, l'émetteur du billet s'engage et devient le souscripteur.

En Suisse, les billets de change sont presque toujours à échéance de trois mois, rarement de quatre ou plus.

Le billet de change est uniquement un moyen de crédit. Bien qu'il se fasse à terme relativement court, le crédit est prolongé de trois en trois mois et se trouve amorti par les acomptes versés à chaque renouvellement.

Une liquidation à trop bref délai des traites de ce genre, se trouvant en portefeuille dans les banques suisses, deviendrait une véritable catastrophe financière dont les suites seraient déplorables (1).

Le preneur peut transmettre la lettre de change à un tiers par voie d'endossement. Toutefois si le tireur en a interdit la transmission en y insérant les mots « non à ordre » ou telle autre expression équivalente, l'endossement ne vaut pas comme opération de change (2).

Un endosseur est responsable, dans les termes de la loi, de l'acceptation et du paiement de la lettre de change, envers tout porteur subséquent.

Il peut se dégager de cette garantie en ajoutant à son

(1) Peter, *déj. cit.*

(2) Art. 727. — Hat keine wechselrechtliche Wirkung.

endossement la mention expresse « sans garantie », « sans obligation » ou autre annotation de réserve spéciale. Les traites munies de cette restriction se trouvent dans le même cas que celles non à ordre, et sont extrêmement difficiles à négocier.

L'endossement portant valeur à l'encaissement ou valeur en procuration, ou autre formule de mandat, ne transfère pas la propriété de la lettre de change, mais donne droit d'en percevoir le montant, de la faire protester, d'exercer des poursuites et aussi de la transmettre à d'autres personnes dans les mêmes conditions.

Les signatures fausses, de même que celles de personnes non qualifiées pour s'engager par lettres de change n'influent pas sur la validité des autres signatures réelles que porte ladite lettre.

Si des changements relatifs à la somme, à l'échéance, ou autres indications ont été faites sur une valeur de change, tous ceux qui l'ont signée après ce changement, ou ont donné plus tard leur adhésion, sont tenus responsables du nouveau texte (1).

C'est la copie textuelle de la législation allemande et la

(1) Code allemand XII. Falsche Wechsel. Art. 75. Auch wenn die Schrift des Ausstellers eines Wechsels falsch oder verfälscht ist, behalten dennoch das ächte akzept und die ächten, Indossamente die wechselfähige Wirkung.

Die Fälschung hat keinen Einfluss auf die Haftung aus den echten Unterschriften. Man haftet, weil man selbst, nicht weil auch ein anderer unterschrieben hat.

Allgemeine Deutsche Wechsel Ordnung Kommentar von Justizrath Dr. J. Stranz und Dr. M. Stranz. Berlin 1906.

Suisse est entrée pleinement dans la voie qui tend à faire de la lettre de change un instrument de crédit d'une transmission facile.

LÉGISLATION BELGE

En Belgique, l'influence allemande s'est également fait sentir et la loi du 20 mai 1872 d'abord, celle du 9 juillet 1877 ensuite, sont venues accentuer l'évolution de la lettre de change.

La lettre de change, dit Namur, ne doit plus être tirée d'un lieu sur un autre. On doit la considérer comme une espèce de papier-monnaie destiné à la circulation et investi de privilèges particuliers.

Dans la séance du 4 décembre 1869 à la chambre des représentants, Dupont disait : Généralement, lorsqu'on s'occupe de la lettre de change, on se laisse induire en erreur par les anciennes idées qui ont cours sur la nature du contrat de change. On semble croire que c'est toujours l'ancien contrat pour lequel on faisait payer une certaine somme dans un certain lieu. Mais aujourd'hui, la lettre de change est le véritable papier-monnaie du commerce. C'est une espèce de billet de banque, un signe transmissible d'une valeur. Il est certain que dans l'intention des parties, il n'est pas question de faire toucher une somme dans un lieu déterminé, mais de transférer une valeur, non

pas le chiffon de papier sur lequel se trouve inscrite la lettre de change mais la provision, le droit auquel cette lettre de change correspond (1).

La nécessité de la mention de valeur fournie est supprimée et c'est à bon droit, car elle n'avait aucun fondement rationnel (2). Les tiers ne doivent pas avoir à s'inquiéter de la valeur fournie. La provision doit être faite par le tireur, ou, si la lettre est tirée pour le compte d'autrui, par le mandant ou donneur d'ordre (art. 4).

La loi belge a maintenu la nécessité de la clause à ordre. (3) Toutefois il a été admis expressément que le nom du preneur pourra être laissé en blanc, sous la réserve que la lettre ne deviendra parfaite qu'autant que le dernier porteur y aura mis son nom. La lettre de change peut donc ainsi circuler comme « titre au porteur ».

(1) Nyssens et de Baets n° 81.

Plus loin Dupont ajoute : « L'intention des parties, c'est en définitive de transmettre le droit à la provision. C'est là le caractère nouveau donné à la lettre de change, les recherches des juriconsultes allemands l'ont tout particulièrement mis en lumière. »

(2) Namur. Commentaire au titre VIII du nouveau code de commerce belge. Loi du 20 mai 1872. Lettres de change et billets à ordre. Bruxelles, 1873.

(3) Art. 27 de la loi belge :

L'endossement est daté.

Il énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé. Toutefois l'endossement fait au moyen d'une simple signature apposée sur le dos du titre est valable.

Tout possesseur d'une lettre de change peut, le cas de fraude excepté, remplir l'endossement en blanc qui s'y trouve. Il a également le droit d'endosser lui-même, sans avoir au préalable, rempli le blanc.

L'endossement doit être daté ; il doit contenir la clause à ordre, mais il peut aussi être en blanc.

C'est là un progrès admis par les codes hollandais (art. 113) portugais (art. 356) et russe (art. 314). A la différence de l'Allemagne, la Belgique a conservé les règles relatives à la provision. Elle les a même étendues. En souscrivant une lettre de change, le tireur donne au tiré un mandat dont l'exécution entrainera nécessairement certains déboursés, puisqu'il a pour objet le paiement d'une somme d'argent. En conséquence, pour ne pas s'exposer à voir sa signature demeurer en souffrance, par suite de l'inexécution du mandat, le tireur doit fournir au tiré les valeurs nécessaires au paiement de la lettre ; c'est ce qu'on appelle « faire provision ». La provision, dit Namur, peut consister soit dans une somme d'argent, soit dans des marchandises, effets de commerce ou autres objets dont le prix doit servir à acquitter la lettre ; soit même dans un crédit que le tiré ouvre au tireur. En effet, la somme créditée produisant immédiatement des intérêts en faveur du créateur (le tiré) c'est comme si le tireur avait fourni la provision et emprunté au même instant la somme livrée à ce titre. Il importe beaucoup de savoir si la provision a été faite. En effet, si le tireur a fait provision, et que la lettre ne soit pas payée à l'échéance, le porteur ne conservera son recours contre lui qu'en remplissant les formalités prescrites par la loi. Au contraire, si la provision n'a pas été fournie, l'omission de

ces formalités ne fera encourir aucune déchéance vis-à-vis du tireur (1).

La provision, dit l'art. 4 de la même loi, doit être faite par le tireur, ou si la lettre est tirée pour le compte d'autrui, par le mandant ou donneur d'ordre.

L'art. 6 réglant les droits du porteur à la provision, n'a été adopté qu'après de longues discussions à la chambre des représentants et il a subi un grand nombre de transformations avant de figurer dans sa forme actuelle.

L'article nouveau d'après le projet de la commission était ainsi conçu :

Le porteur a vis-à-vis des créanciers du tireur, un droit exclusif à la provision qui existe dans les mains du tiré, lors de l'exigibilité de la traite.

Si plusieurs lettres de change ont été émises par le même tireur sur la même personne, et qu'il n'existe entre les mains du tiré qu'une provision insuffisante, les traites au paiement desquelles la provision aura été effectuée d'une manière spéciale avant l'acceptation, seront acquittées avant toutes autres.

« A défaut d'affectation spéciale, les traites acceptées seront payées par préférence à celles qui ne le sont pas.

Si elles sont toutes acceptées, ou qu'aucune d'elles ne

(1) Art. 20 de la loi belge.

La même déchéance a lieu contre le porteur et les endosseurs à l'égard du tireur lui-même, si ce dernier justifie qu'il y avait provision à l'échéance de la lettre de change. Le porteur, en ce cas, ne conserve d'action que contre celui sur qui la lettre était tirée.

le soit, la provision appartiendra à celles qui étoient les premières. Si elles ont la même échéance, elle sera distribuée au marc le franc, entre tous les porteurs.

Un amendement fut proposé par le ministre de la justice pour énoncer ainsi cet article :

Le porteur a *vis-à-vis des créanciers du tireur en faillite* un droit exclusif à la provision qui existe entre les mains du tiré.

Si plusieurs lettres de change ont été émises par le même tireur sur la même personne et qu'il n'existe entre les mains du tiré qu'une provision insuffisante pour les acquitter toutes, les traites au paiement desquelles la provision aura été affectée d'une manière spéciale, seront acquittées avant toutes les autres, *toutefois sans préjudice des droits que des acceptations antérieures auront conférés au tiré*, à défaut d'acceptation spéciale, les traites acceptées seront payées par préférence à celles qui ne le sont point, *et suivant l'ordre des acceptations*.

Les traites non acceptées *seront payées suivant l'ordre de leur émission* ; — si elles ont la même date, suivant l'ordre des échéances ; enfin, si toutes choses sont égales, au marc le franc.

De longues discussions s'élevèrent. Cet amendement adopté par la chambre des représentants dans la séance du 4 décembre 1869 fut soumis à une nouvelle discussion en 1872. Des objections furent faites par Demeur, combattues par Sainetelette et le ministre de la justice (de

Lantshecre) et le nouvel article 6 fut définitivement conçu comme suit :

Le porteur a, vis-à-vis des créanciers du tireur, un droit exclusif à la provision, qui existe entre les mains du tiré lors de l'exigibilité de la traite.

Si plusieurs lettres de change ont été émises par le même tireur sur la même personne et qu'il n'existe entre les mains du tiré qu'une provision insuffisante pour les acquitter toutes, elles sont payées de la manière suivante :

Si la provision est d'un corps certain et déterminé : les traites au paiement desquelles elle a été spécialement affectée, sont acquittées avant toutes les autres, toutefois sans préjudice des droits que des acceptations antérieures auront conférées au tiré.

A défaut d'affectation spéciale, les traites acceptées sont payées par préférence à celles qui ne le sont point.

Si la provision est fournie en choses fongibles les traites acceptées sont préférées aux traites non acceptées.

En cas de concours entre plusieurs traites non acceptées, elle sont payées au marc le franc.

Le tout sans réserve, en cas d'acceptation, de l'exécution des obligations personnelles du tiré qui n'est pas en faillite (1).

On le voit, le code de commerce belge, tout en cherchant à donner plus de souplesse à la lettre de change, plus de

(1) *Annales parlementaires*, chambre des représentants, séances des 3 et 4 décembre 1869, 20 mars 1872. Bruxelles, 1869-1870-1872.

facilité de circulation tout en retouchant certains éléments parasites, n'est pas entré dans la théorie d'Einert d'une façon complète. Tout en donnant à la lettre de change le nom de papier-monnaie, la loi belge a laissé subsister et a même renforcé l'importance de la provision.

GRANDE-BRETAGNE

Le Code de commerce n'a eu aucune influence sur la Grande-Bretagne. En droit civil ancien, nous trouvons sur beaucoup de points des rapprochements à faire entre certaines lois anglaises et certaines lois françaises. On constate l'influence normande en Angleterre (1).

Il est remarquable de constater que les lois anglaises sur les effets de commerce n'ont jamais à aucun moment subi l'influence française.

La loi de 1882 est la codification régulière des différentes coutumes qui régissaient la matière.

Elle contient 100 articles, et s'applique non seulement à l'Angleterre, mais encore à l'Irlande et à l'Écosse dont la législation a une base et des origines différentes du droit anglais.

Comme l'Allemagne, l'Angleterre voit dans la lettre de change un instrument de crédit et cherche avant tout la

(1) En droit matrimonial notamment certaines coutumes normandes et anglaises présentent des points de contact.

facilité des affaires commerciales et la négociabilité des effets.

Le droit anglais va moins loin cependant que le droit allemand. Il exige l'existence d'une cause de valeur, tout en établissant, il est vrai, une présomption en faveur de cette existence (1).

En Allemagne, comme nous l'avons montré, la lettre de change doit circuler sans entraves ; elle n'est pas considérée comme la preuve d'une transaction, ni la constatation de la « *causa præcedens obligationis* », elle contient en elle-même une promesse unilatérale de payer une certaine somme et constitue un contrat indépendant de toute cause originaire, dérivant exclusivement de sa forme, et soumis aux relations personnelles des contractants d'une façon très restreinte (2).

C'est le principe que nous avons fait déjà ressortir de la lettre constituant une relation juridique qui ne repose que sur elle-même (3).

La loi anglaise s'accorde avec la loi allemande sur beaucoup de points, mais il ne faut pas perdre de vue son origine.

La codification de 1882 n'a eu pour effet que de régulariser, que de mettre au point en quelque sorte un nombre

(1) Barclay. *Les effets de commerce dans le droit anglais*. Paris, 1884.

(2) Hartmann. *Das deutsche Wechselrecht historisch und dogmatisch dargestellt*. Berlin, 1869.

(3) Ein für sich bestehendes Rechtsverhältniss.

considérable de statuts et de décisions judiciaires remontant à des époques fort anciennes (1).

En 1867 une commission royale fut nommée pour examiner s'il n'y avait pas lieu de former une espèce de « Digeste des lois. »

Un des spécimens proposés fut précisément un digeste des lois existantes sur la lettre de change, les billets et le chèque. Dunning Macleod avait été choisi par la commission pour rédiger un projet. Le projet n'a pas eu de suite, et ce n'est que quelques années plus tard que commença l'étude du projet de loi actuelle.

Il avait été rédigé par D. Chalmers en 1881 d'après les indications de « l'Institute of Bankers » après avis demandés aux chambres de commerce.

Le Bill présenté par Sir John Lubbock ne fut pas d'abord pris en considération. Ce n'est qu'une année après, qu'une commission présidée par Sir Farrer Herschell et comptant parmi ses membres : Sir John Lubbock, Bary, Fry,

(1) The law merchant thus spoken with reference to bills of exchange and other negotiable securities though forming part of the general body of the « *lex mercatoria* » is of comparatively modern origin. It is neither more nor less than the usages of merchants and traders in the different departments of trade, ratified by the decisions of courts of law, which upon such usages being proved before them have adopted them as settled law with a view to the interests of trade and the public convenience. The court proceeding herein on the well known principle of law that, with reference to transactions in the different departments of trade, courts of law, in giving effect to the contracts and dealings of the parties, will assume that the latter have dealt with one another on the footing of any custom or usage prevailing generally in the particular department.

J. A. Slater, *the commercial law of England*.

Cohen, Martin, Gibson et pour l'Écosse Asher, fut nommée pour l'examiner.

C'est dans cette commission que fut décidée la fusion des lois de l'Angleterre et de l'Écosse. Le Bill fut d'abord adopté par la chambre des communes, discuté devant la chambre des pairs et promulgué le 18 août 1882.

Actuellement, le droit anglais distingue :

1° l' « In land Bill » dont les opérations sont limitées au Royaume-Uni ;

2° le « Foreign Bill » qui s'applique au monde entier.

Le « Foreign Bill » est un acte destiné à exécuter un contrat de change, c'est-à-dire à éviter le transport des métaux précieux. La remise de place en place en forme donc l'élément essentiel.

L' « Inland Bill » n'est au contraire assujéti à aucune condition de ce genre.

Pour valoir comme lettre de change, un écrit doit remplir 7 conditions.

1° Il doit y avoir un ordre de payer adressé par une personne à une autre.

2° Cet ordre doit être pur et simple.

3° La lettre doit être écrite.

4° Elle doit être signée par celui qui donne l'ordre.

5° Elle doit mander à la personne à qui elle est adressée de payer une somme certaine et en numéraire.

6° La somme doit être payable soit à une personne désignée, ou à son ordre, soit au porteur.

7° Cette somme doit être payable soit sur demande, soit à une date déterminée ou susceptible d'être déterminée.

Toute personne qui peut s'obliger par contrat a capacité pour s'engager par lettre de change (1).

Toute cause de valeur suffisante pour former un contrat simple suffit comme cause de lettre de change (2). (art. 27).

Il convient de remarquer qu'à la différence de ce qui a lieu pour les contrats simples, on présume dans la lettre de change l'existence d'une cause de valeur (3).

La cause doit être licite sous peine de nullité entre les parties premières à cet écrit.

Le droit anglais présument que valeur a été fournie et que l'obligation résultant de la lettre de change a une cause, les mots « valeur reçue » ne sont pas exigés.

La cause est présumée mais on peut prouver son inexistence.

Il y aurait exception valable, dit Barclay, dans le fait que la lettre n'aurait été tirée, acceptée ou endossée que par

(1) (Art. 22.)

(2) Les engagements contractuels anglais sont rangés en 3 classes :

1° Contrats résultant des jugements, aveux, cautionnements.

2° Contrats par acte solennel.

3° Contrats simples.

(3) Art. 30. — Tout détenteur d'une lettre est présumé détenteur régulier ; cette présomption change, si dans le courant de l'instance, il est prouvé ou admis que l'acceptation, l'émission ou la négociation postérieure sont entachées de fraude, de violence ou d'illégalité, à moins et jusqu'à ce que le détenteur prouve que, postérieurement à la fraude ou l'illégalité, valeur a de bonne foi été donnée pour la lettre.

complaisance et sans valeur fournie ; qu'elle ne serait qu'une lettre de complaisance. Toutefois c'est une exception qui ne pourrait être invoquée que par un défendeur qui aurait tiré, accepté ou endossé par complaisance pour le demandeur. Elle ne pourrait être invoquée au détriment des droits d'un détenteur régulier, quand bien même celui-ci aurait su en prenant la lettre, qu'elle n'était qu'une lettre de complaisance.

Entre l'accepteur et le tireur, on présume qu'il y a un engagement de la part de ce dernier de payer ou de fournir les moyens de payer la lettre à son échéance.

Si l'accepteur a dû payer à découvert, le tireur est tenu de rembourser le montant de ce paiement, et comme l'accepteur est censé avoir payé à la demande du tireur, il peut par la voie de l'action connue sous le nom d' « action for money paid » recouvrer la somme en justice (1).

Les effets de complaisance ne sont pas vus en Angleterre avec la même défaveur qu'en France, et les économistes anglais ont même pour eux une certaine indulgence (2).

Leur existence est formellement admise (3).

(1) Barclay.

(2) Voir Stuart Mill. *Political Economy*.

(3) Many bills are drawn, accepted, and put into circulation without any consideration passing, the various signatories lending their names to oblige their friends.

Such bills are called « accommodation bills » and the persons who draw, accept or indorse them, are called « accommodation parties. » Slater. *The commercial law of England*.

C'est la théorie de la lettre de change instrument de crédit portée à son plus haut degré.

De même la provision en droit anglais n'est assujettie à aucune règle directement établie par la loi.

Une lettre de change par elle-même ne vaut pas cession entre les mains du tiré des fonds propres à être appliqués au paiement de cette lettre (1). Quant à l'acceptation, elle doit être écrite sur la lettre de change et signée par le tiré. La simple signature sans autre mention est suffisante.

La loi anglaise distingue les acceptations en 2 catégories.

La générale, c'est-à-dire ne comportant ni condition ni modification à l'ordre du tireur.

La modifiée, c'est-à-dire sous condition, ou ne portant que sur une partie du montant de la lettre, ou indiquant un endroit où le paiement devra être effectué, ou modifiant les délais.

La présentation au paiement n'est pas exigée pour lier l'accepteur dans le cas d'acceptation générale, mais l'accepteur peut par une acceptation modifiée prescrire la présentation.

(1) Art. 53. — Une lettre de change par elle-même, ne vaut pas comme cession entre les mains du tiré, des fonds propres à être appliqués au paiement de cette lettre, et le tiré qui n'accepte pas comme il est exigé par la présente loi, n'est pas lié par cet écrit.

Cet alinéa ne s'applique pas à l'Écosse.

En Écosse, quand le tire d'une lettre de change a entre ses mains des fonds propres à être appliqués au paiement, la lettre vaut cession de la somme pour laquelle on tire en faveur du détenteur, du jour où la lettre a été présentée au tiré.

Le détenteur d'une lettre peut refuser une acceptation modifiée (1).

Celui qui accepte, contracte l'obligation de payer suivant le contenu de son acceptation.

La lettre de change se transmet par l'endossement. L'endossement doit être écrit sur la lettre même, signé par l'endosseur dont la seule signature suffit. Il porte sur la valeur totale. Il n'est exigé d'exprimer ni valeur fournie, ni date, et aucune pénalité n'est encourue pour antidate ou post date (2).

Quant à la forme de la signature, l'endosseur signe son nom comme il est écrit sur la lettre.

Si le nom du bénéficiaire est inexact, ou mal orthographié, il lui est permis d'endosser la lettre d'après la fausse désignation, avec addition, s'il le juge désirable, de sa propre signature (3).

On distingue en droit anglais quatre espèces d'endossements : Spécial, En blanc, Restrictif, Conditionnel.

Spécial. — Il indique la personne à laquelle ou à l'ordre de laquelle la lettre est payable.

En blanc. — C'est l'endossement sans indication d'endossataire.

(1) Art. 44 et art. 52.

(2) Ces règles sont énoncées aux art. 13-32-3-56.

(3) Art. 32 par. 4. Quand, dans une lettre payable à ordre, le nom du bénéficiaire ou preneur est inexact ou mal orthographié, celui-ci peut endosser une telle lettre, suivant l'indication y contenue, ajoutant s'il le juge utile, sa propre signature.

Restrictif. — Il indique que le paiement ne devra être fait qu'à une personne dénommée.

Conditionnel. — C'est celui qui est soumis à la condition que tel événement se produira.

L'endossement est translatif de propriété et il dépend de celui qui le transmet, d'en faire un véritable papier-monnaie, ou de lui faire subir des restrictions.

Disons enfin que la loi anglaise admet le billet de change « au porteur » (art. 83) ce qui en fait un papier-monnaie dans le sens très large du mot.

Le billet de change (promissory-note) ne se confond pas avec la lettre de change, mais lui emprunte ses caractères.

Lorsque le titre a été déclaré payable chez un banquier déterminé, quelle devra être la portée légale de l'énonciation ?

Faut-il admettre que le porteur aura la faculté de présenter l'effet au débiteur ou au banquier à son choix ?

La question avait été tranchée par une décision de la Chambre des Lords en ce sens que l'indication d'une maison de banque comportait l'obligation rigoureuse pour le porteur de présenter l'effet au banquier. Un statut de Georges IV (1) a exigé en ce qui concerne la lettre de change que l'accepteur la déclarât payable chez tel ban-

(1) Georges IV, 1762-1830.

quier exclusivement et non autrement, ni ailleurs (1). A défaut de ces termes exprès, le porteur conserve le droit de réclamer le paiement au domicile du tiré, aussi bien qu'à la maison de banque elle-même.

Or, cet acte législatif n'a trait qu'aux lettres de change. Il est donc inapplicable au billet à ordre.

Si, par conséquent, ce dernier titre est déclaré payable chez un banquier, c'est là exclusivement que le paiement en doit être requis. Cette légère restriction à la circulation s'explique par les habitudes anglaises qui font que quantité de personnes s'adressent à leurs banquiers pour y laisser leurs fonds. C'est d'ailleurs de cette habitude qu'est sorti l'usage du chèque.

LÉGISLATION ITALIENNE

En Italie, le Code de commerce de 1882 a remplacé celui de 1865. Comme en Allemagne, la lettre de change en Italie est destinée à jouer le rôle d'instrument de crédit, ce qui fait qu'elle est indépendante de toute cause matérielle qui aurait pu lui donner naissance.

D'après Vidari, une lettre de change est un titre de crédit et constitue par suite une obligation existante par elle-même, de façon qu'elle est indépendante de la cause qui lui a donné naissance (2).

(1) At a banker's house, only, and not otherwise or elsewhere.

(2) Vidari. La Cambiale. Gli ordini in derrate et l'Assegno bancario.

Cependant certaines dispositions de la loi italienne restreignent l'idée de papier-monnaie.

Jusqu'à ce que le tiré ait accepté la lettre de change, le tireur peut retirer les fonds envoyés comme provision au tiré.

Si le tiré qui a reçu provision, n'accepte ni ne paie la lettre, le tireur ne peut pas agir contre lui par une action de change (1). Il le fera néanmoins par l'action du mandat et lui demandera la provision et des dommages-intérêts.

Si le tiré a accepté, il s'est obligé par là envers tout porteur légitime et de bonne foi de la lettre (2).

Le tireur garantit au preneur et à ses cessionnaires successifs l'acceptation et le paiement de la lettre de change par le tiré. En cas de refus du tiré, le porteur devra faire dresser un protêt faute d'acceptation ou de paiement, (art. 314 et 296) et agir par action de justice (art. 320) sous peine de déchéance de ses droits de recours (art. 325).

La loi française (art. 170) et la loi belge ne permettent cette déchéance qu'en tant que le tireur a fait provision. La loi italienne ne distingue pas, mais, pour éviter l'enrichissement injuste du tireur, elle permet au porteur d'intenter une action pour enrichissement contre le tireur (3).

(1) Cour de cassat. Turin, 18 avril 1884.

(2) Piétraru. *De la provision en matière de lettres de change dans le droit français et dans les principales législations étrangères*, Paris, 1899.

(3) Nonostante la decadenza dall'azione cambiaria, il traente resta obbligato verso il possessore della cambiale per la summa della quale egli trarrebbe altrimenti indebito profitto a danno del possessore stisso.

Sous le mot « cambiale » la lettre de change et le billet à ordre sont également désignés. Ce mot désigne tout effet négociable contenant obligation soit de payer, soit de faire payer.

Il n'est pas nécessaire que le titre mentionne la valeur fournie ou la cause. En outre, la lettre de change n'est pas nécessairement tirée d'un lieu sur un autre.

L'endossement en blanc est reconnu valable sans restriction et la propriété du titre est transférée à moins que l'endosseur n'ait employé une des formules indiquées à l'article 259 (1).

Ce sont bien là les conditions requises pour faire de la lettre de change un instrument de crédit pouvant circuler facilement

L'acceptation doit être inscrite sur le titre. Elle oblige le tiré par droit de change, même envers le tireur.

En résumé, la lettre de change italienne est une obligation ordinaire de payer ou faire payer, une obligation à ordre, qui, au lieu d'être payable par le souscripteur, l'est par une tierce personne.

C'est un simple papier de crédit (2).

(1) Art. 259. La propriété d'une lettre de change n'est pas transférée par un endossement avec cette formule « par procuration », « pour encaisse », « par mandat », valeur en garantie », ou autre équivalente, mais en ce cas, l'endossé a le droit d'exiger le montant de la lettre de change, de la faire protester, de s'en prévaloir en justice, et même de l'endosser par procuration.

(2) Turrel. *Code de commerce italien*, Paris, 1892.

LÉGISLATION ROUMAINE

En Roumanie le Code de commerce du 1-13 septembre 1887 a remplacé le Code de commerce de 1840.

Les règles relatives à la lettre de change sont contenues dans les articles 270 à 369.

L'article 270 dit :

« Le titre de change contient soit l'obligation de payer, soit l'obligation de faire payer au porteur à l'échéance une somme déterminée, d'après les formes établies par le présent chapitre ».

Le titre de change contenant l'obligation de payer s'appelle encore billet à ordre.

Le titre de change contenant l'obligation de faire payer s'appelle encore lettre de change ou traite.

Les conditions essentielles du titre de change, sont :

1° La date ;

2° L'énonciation de la dénomination de titre de change, ou traite dans le texte de l'écrit ;

3° Le nom de la personne ou la raison commerciale de l'accepteur ;

4° La clause à ordre ;

5° L'indication de la somme à payer ;

6° L'échéance ;

7° Le lieu de paiement ;

8° La signature du tireur ou de celui qui a émis le titre.

Le titre de change qui contient l'obligation de faire payer doit encore contenir :

9° La personne du tiré, c'est-à-dire le nom ou la raison commerciale de la personne qui doit faire le paiement.

Il n'est pas obligatoire d'indiquer dans le titre de change la valeur ou la cause, ni la remise de place en place (1).

On le voit, la théorie du papier-monnaie, de l'instrument de crédit ne laisse plus subsister de l'ancienne théorie que le nom de titre de change.

Ajoutons enfin que l'endossement en blanc est translatif de propriété (art. 277 et 279) et que le Code roumain abandonne comme la loi allemande les règles relatives à la provision (2).

LÉGISLATION HONGROISE

Le Code de commerce hongrois écrit en langue magyare date de 1875. Des lois complémentaires sont venues le perfectionner.

Il a supprimé ces deux conditions : la remise de place

(1) Blumenthal. *Code de commerce de Roumanie traduit*, Paris, 1889.

(2) Nous avons placé la législation roumaine à la suite de la législation italienne, les codes roumains s'étant très fortement inspirés des codes italiens.

à place et la provision, considérant la lettre de change uniquement comme un instrument de crédit, et un instrument des plus précieux.

Il règle d'abord la capacité en matière de change, mais quand la lettre porte des signatures non valables cela ne diminue pas les obligations des autres signataires.

L'effet de commerce comprend la lettre de change et le billet à ordre.

On doit énoncer la qualification de lettre de change ; par contre, la mention de la valeur reçue n'est pas exigée.

Elle est à ordre, mais jamais au porteur.

Le lieu de paiement peut être le même que celui de l'émission.

L'endossement n'a pas besoin d'être daté ni d'énoncer la valeur fournie.

Le Code hongrois admet expressément la validité de l'endossement en blanc.

On le voit, le Code hongrois a été inspiré par la loi de 1848 et c'est l'idée de la lettre de change, instrument de crédit qui a présidé à sa rédaction (1).

LÉGISLATION ESPAGNOLE

En Espagne, le Code de commerce de 1829 qui se divisait en cinq livres et comprenait 1219 articles a été en

(1) Raoul de la Grasserie. *Code de commerce hongrois*, Paris, 1894.

vigueur jusqu'en 1881, époque à laquelle une commission fut nommée pour procéder à sa révision.

Le 18 mars 1882, Alonzo Martinez présenta aux Cortès le projet définitif du Code de commerce.

Il le faisait précéder d'un exposé de motifs étendu, qui est, pour ainsi dire, le commentaire anticipé du texte qui, trois ans après, obtenait l'approbation du Congrès et du Sénat, et était sanctionné comme loi de l'État, le 22 août 1885, sous le ministère de Francisco Silvila.

Le nouveau Code de commerce est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1886, dans la péninsule et les îles adjacentes.

Le Code comprend 4 livres et c'est le deuxième qui s'occupe des lettres de change.

Le législateur espagnol a considéré comme indispensable de substituer sans retard, aux dispositions précédemment en vigueur, des règles nouvelles en harmonie avec les principales législations étrangères, mais cependant, il n'a pas cru devoir abandonner absolument l'ancienne théorie (1).

Le projet considère à la fois les lettres de change comme un instrument de change et comme un instrument de crédit, et il établit les dispositions nécessaires pour qu'elles puissent présenter l'un ou l'autre de ces caractères suivant la convenance des intéressés (2).

(1) Henri Prudhomme. *Code de commerce espagnol*, Paris, 1891.

(2) Alonso Martinez. Exposé des motifs.

C'est en partant de cette idée que le Code qui contient des dispositions relatives à la provision, et exige l'indication de valeur fournie, rejette d'autre part la nécessité de remise de place en place. Il déclare que l'endossement en blanc est translatif de propriété.

Au point de vue de l'endossement cependant, il admet une solution singulière.

Il ne garde la présomption de l'art. 138 du Code de commerce français que sur un point : le défaut de la mention de la date fait présumer que l'endos ne vaut que comme procuration et sur ce point la même difficulté se présente pour l'application du principe de l'opposabilité, mais les autres irrégularités n'empêchent pas l'endossement de transférer la propriété (1).

Enfin il considère le défaut d'énonciation de la valeur fournie comme équivalent à la mention « valeur reçue. »

Pour la provision, il est dit (art. 456) que « le tireur sera tenu de faire provision de fonds en temps opportun entre les mains de la personne sur laquelle il a tiré la lettre de change, à moins qu'il n'ait tiré ladite lettre pour le compte d'un tiers, auquel cas l'obligation de faire provision incombera à ce dernier, sauf toujours la responsabilité directe du tireur envers le preneur ou le porteur de la lettre et la responsabilité du tiers pour le compte duquel la lettre a été tirée, envers le tireur. »

On le voit, si le Code de commerce espagnol s'est rap-

(1) *Code de commerce espagnol*, art. 463 et 465.

proché du droit français et du droit belge au point de vue de la provision, il a du moins affranchi la lettre de change de certaines entraves et a fait d'utiles emprunts à la loi allemande pour faciliter la circulation du titre.

CODE DE COMMERCE PORTUGAIS

Au Portugal, le Code de commerce de Ferreira Borgès remontait à 1833. Le Code de 1888 s'est inspiré de l'idée allemande. La lettre de change est devenue dans le nouveau Code un simple contrat, indépendant, obligatoire par lui-même, valable par le seul fait des stipulations qu'il renferme et des signatures qu'il porte. Conformément au projet de l'Institut de droit international, et à l'art. 251 Code italien, l'existence de la provision n'est plus requise.

La traite n'étant plus un simple titre de change, au sens étroit de l'expression, ou une simple obligation entre le tireur et le preneur, mais bien un instrument de crédit et de circulation, peu importait aux porteurs successifs ou même à l'accepteur que le preneur eût ou non fourni d'avance la contre-valeur de la lettre. Les droits et les devoirs sont les mêmes dans les deux cas.

La clause « valeur reçue » ou « valeur en compte » était donc inutile.

On a renoncé aussi à la condition, réputée jadis essentielle, de la remise de place en place.

On n'a pas cru devoir même exiger que la lettre contint une expression qui en précisât la nature spéciale (1).

Ainsi le Code portugais s'est montré plus large encore que le Code allemand. Il est entré davantage encore dans l'idée d'Einer du papier-monnaie (2).

LÉGISLATION RUSSE

En Russie, les défauts de la loi de 1832 sur les lettres de change donnèrent lieu en 1847 à un ordre suprême adressé à la 2^e section de la Chancellerie particulière lui enjoignant de rédiger un projet de nouvelle loi sur les lettres de change. Ce travail fut achevé en 1860 et, la même année, le projet fut soumis à l'examen préalable des comités de bourse, des sections des conseils de commerce et de manufactures, des tribunaux de commerce et de quelques fonctionnaires qui, par leurs attributions, se trouvaient au courant des affaires commerciales.

En 1881 et 1882, une conférence fut convoquée au Ministère de la justice pour revoir toutes les rédactions alors en vue, d'un projet de loi sur les lettres de change.

(1) Ernest Lehr. *Code de commerce portugais de 1888*, Paris, 1889.

(2) Le Congrès d'Anvers de 1885, l'institut de droit international, les lois allemande et russe avaient posé en principe que l'étranger incapable d'après sa loi nationale, mais capable d'après celle du pays où il souscrit la lettre, ne saurait invoquer son incapacité pour échapper à ses obligations. Le code portugais s'est prononcé en sens contraire et la capacité des étrangers reste régie par leur loi nationale (art. 12).

Le texte du projet auquel s'arrêta cette conférence fut livré à la publicité dans le messager du gouvernement et il en fut publié une traduction en français et en allemand.

De nombreuses révisions furent faites et finalement le projet de loi sur les lettres de change fut débattu, d'abord en Commission spéciale du Conseil de l'Empire, et puis dans les départements. Après quoi, ce projet fut sanctionné par l'Empereur le 27 mai 1902 pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1903.

Cette loi est précédée d'une introduction ainsi conçue :

1° Les lettres de change peuvent être simples ou tirées. Les dispositions relatives aux lettres de change simples sont applicables aux lettres de change tirées, conformément aux dispositions spéciales, énoncées dans la seconde partie de la loi ;

2° Toute personne capable de s'obliger par contrat, peut s'obliger par lettres de change simples ou tirées (1). Sont exceptés de cette disposition générale, les personnes du clergé de toutes confessions, et les paysans qui ne possèdent pas d'immeuble en propre, s'ils ne sont pas munis de patente de commerce. Les femmes mariées et les filles non émancipées, bien que majeures, les premières sans le consentement de leurs maris, les secondes sans le consentement de leurs parents ne peuvent faire des lettres de

(1) La lettre de change simple correspond au billet à ordre. La lettre de change tirée correspond à la lettre de change ordinaire.

change, ni s'obliger par ces dernières si elles n'ont pas de commerce à leur nom : 1 .

La première partie de la loi divisée en 5 chapitres et 85 articles concerne les lettres de change simples.

La deuxième partie contenant 5 chapitres (art. 86 à 126) s'occupe des lettres de change tirées.

Nous relèverons pour les lettres de change simples : les indications obligatoires inspirées de la loi allemande, l'énonciation par exemple de « lettre de change », l'interdiction de conditionner l'obligation (art. 11).

La mention de valeur fournie n'est pas exigée. La transmission de la lettre de change est constatée par l'endossement qui peut être nominal ou en blanc.

Dans ce cas, chaque preneur de la lettre de change a le droit de la transmettre à une autre personne sans nouvel endossement (art. 18, section 2).

Si la signature d'une lettre de change est falsifiée, ou si elle n'oblige pas celui par qui ou au nom de qui elle est donnée, ou bien si elle a été donnée par une personne incapable de s'obliger par lettre de change, ces faits ne dispensent pas de la responsabilité résultant des autres signatures apposées sur la lettre de change (art. 32, sect. 1).

Pour les lettres de change tirées nous relevons comme dans la loi allemande les énonciations obligatoires et nous

(1) Ratkov-Rojnov. *Loi russe sur les lettres de change*, ann. 1902, n° 62, art. 622. Saint-Petersbourg, 1902.

constatons la suppression de la remise de place en place, et de la mention de valeur fournie.

Ainsi la loi russe elle aussi, a considéré la lettre de change comme un instrument de crédit.

CODE DE COMMERCE ARGENTIN

Le Code de commerce argentin promulgué le 9 octobre 1889 et mis en vigueur le 1^{er} mai 1890 a adopté les théories allemandes (1).

Divisé en quatre livres comprenant un total de 1.611 articles, il énonce les règles de change au livre deuxième, titre X.

L'article 598 énonce les formes essentielles :

« La lettre de change est un ordre écrit revêtu des formalités établies par le présent code, par lequel une personne charge une autre personne de payer une somme d'argent.

La lettre de change peut avoir une autre origine et une autre cause que le contrat de change ».

De là les dispositions qui rejettent la condition de la remise de place en place.

Le Code argentin se rattache encore à la théorie allemande en décidant : que l'énonciation de « valeur reçue »

(1) Prudhomme. *Code de commerce argentin*, Paris, 1893.

n'est pas indispensable pour la régularité de l'effet (art. 602).

Que le nom de la personne à qui la lettre doit être payée peut être laissé en blanc (art. 599).

Que l'endossement en blanc est valable (art. 627).

Par contre, il s'en écarte en ce qui touche la provision, article 617. Le tireur est obligé d'avoir suffisante provision de fonds, à l'époque de l'échéance de la lettre de change, entre les mains de la personne sur qui il a tiré, sous peine d'être responsable du montant de la lettre de change et de dommages-intérêts, et ce, même dans le cas où la lettre de change ne serait pas protestée en temps utile et régulièrement (1).

Le Code argentin n'est pas allé jusqu'au bout de la théorie d'Einert et tout en faisant prévaloir la théorie de papier-monnaie, a conservé le souvenir de l'origine de la lettre de change, moyen d'exécution du contrat de change.

D'après la théorie franco-belge, la lettre de change suppose une créance que le tireur aura sur le tiré le jour de l'échéance ; elle sert en conséquence à transmettre au preneur les droits du tireur sur le tiré. Elle contient, pour ainsi dire, au profit du preneur et des porteurs successifs, une délégation des droits du tireur sur la provision, en sorte que le porteur, en cas de faillite du tiré, possède à l'égard des créanciers du tireur, un droit exclusif à la pro-

(1) Commerce français, 115 ; commerce espagnol, 456 ; commerce chilien, 648 ; commerce mexicain, 469-470.

vision existant entre les mains du tiré à l'époque de l'exigibilité de la lettre de change.

Les mêmes règles se retrouvent en droit argentin.

Cependant, cette substitution du porteur aux droits du tireur sur la provision, ne s'opère pas par le seul effet de la transmission. Elle ne résulte que d'une cession ultérieure que le porteur est en droit d'exiger du tireur (art. 622). « S'il y a provision entre les mains du tiré, et si la lettre de change n'a pas été acceptée, le porteur a le droit, que ladite lettre ait été protestée ou non, d'exiger que le tireur lui cède ses actions contre le tiré, jusqu'à concurrence du montant de la lettre de change, et lui remette, aux frais du porteur, les documents justificatifs des droits du tireur, pour les faire valoir ainsi qu'il le jugera convenable ».

CODE DE COMMERCE CHILIEN

Promulgué le 23 novembre 1865 et mis en vigueur le 1^{er} janvier 1867, le code de commerce chilien, bien que complété par des lois nouvelles, se ressent de l'époque relativement ancienne à laquelle il a été fait.

Il y a lieu de remarquer, qu'à la différence des codes nouveaux, la législation relative aux lettres de change repose entièrement sur l'idée du contrat de change (1).

Cela tient sans doute à ce qu'il a puisé son inspiration

(1) Prudhomme. *Code de commerce chilien*, Paris, 1892.

dans les « Ordonnances de Bilbao » qui furent étendues au Chili par une cédula du 26 février 1795.

Les rédacteurs du Code chilien trouvèrent dans le chapitre 13 les bases de leur travail en ce qui concerne le contrat et les lettres de change et le code chilien s'éloigne complètement de l'ordonnance allemande.

Il exige la mention de valeur fournie et la remise de place à place.

La lettre de change doit énoncer si le prix a été remis en argent comptant, ou en marchandises, ou s'il consiste en une valeur entendue ou en compte avec le preneur (art. 633).

Les lettres de change seront tirées pour être payées dans un lieu différent de celui d'où elles auront été datées (art. 637).

En revanche, le code chilien admet la translation de la propriété par endossement en blanc.

L'endossement en blanc, avec ou sans date, vaut reconnaissance que le cédant a reçu la valeur de la lettre de change ; il transfère la propriété au porteur légitime et il l'autorise à le remplir seul dans la forme prescrite (art. 661).

C'est la seule concession faite par le législateur à l'idée de la lettre de change, instrument de crédit, et cet article a été inspiré par l'art. 798 du travail préparatoire d'Ocampo, travail qui contenait 1738 articles et qui fut achevé en 1859.

Le message inspiré par Ocampo s'exprimait timidement en ces termes : « Malgré le décret du 31 janvier 1848, le commerce a persisté dans l'usage des endossements en blanc, et considérant que cette persistance est l'expression non d'un caprice, mais d'une véritable nécessité, nous avons cru préférable de donner une existence légale à ces sortes d'endossements, plutôt que de rendre plus sévères les mesures au moyen desquelles certains codes ont cherché à les prohiber. Pour suppléer au défaut des énonciations qui caractérisent l'acte et déterminent ses effets, le projet déclare que l'endossement en blanc transfère la propriété de la lettre et emporte la preuve de la réception de sa valeur. »

Nous ne trouvons dans le Code chilien qu'une bien faible adhésion à l'idée d'instrument de crédit. Elle existe néanmoins.

De ce qui précède nous pouvons déduire que l'idée de la lettre de change, moyen d'exécution du contrat de change, a fait place de plus en plus à l'idée d'instrument de crédit et que la tendance a été partout de l'affranchir des formalités anciennes qui en rendaient l'emploi moins général. Les États-Unis ont suivi l'idée anglaise et leurs diverses lois sur la matière sont les mêmes que celles de la Grande-Bretagne. L'Autriche a suivi la loi allemande.

Dans le nord de l'Europe, les lois suédoise, norvégienne et danoise ont été fondues et la « loi scandinave » est

entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1881, reproduisant presque entièrement la loi allemande.

Par contre la Grèce et la Turquie sont restées fidèles au Code de commerce français. Elles n'ont même pas réalisé la réforme de remise de place à place.

La Hollande, malgré son commerce considérable et l'importance croissante de ses banques, n'a pas non plus adopté la théorie de la lettre de change instrument de crédit. Cela tient évidemment à la longue période pendant laquelle furent conservés en vigueur les Codes français et à la prudence avec laquelle se firent les quelques modifications apportées à la législation.

En Hollande le Code de commerce de 1826 s'occupe au titre VI de la lettre de change (art. 100 à 209).

Il exige la remise de place en place (art. 100) et la désignation de valeur (même article).

Enfin les règles sur la provision sont celles du Code de commerce français (1).

Citons enfin le Code de commerce japonais entré en vigueur le 16 juin 1899 qui a suivi de très près les règles allemandes pour les effets de commerce.

C'est dire qu'il a pris l'idée de la lettre de change, instrument de crédit et nous n'y trouvons par suite ni l'obligation de mentionner la valeur fournie, ni l'obligation de la remise de place à place.

(1) Tripels. *Les Codes néerlandais traduits*, Maestricht, 1886.

De même, les règles de l'endossement sont reproduites d'après le Code allemand et l'endossement en blanc est translatif de propriété (1).

La tendance s'affirme de plus en plus partout à permettre à la lettre de change de s'adapter à sa fonction d'instrument de crédit.

Les survivances de l'ancienne conception si elles subsistent encore, s'effacent graduellement.

(4) Ludwig Lönholm. *Japanisches Handelsgesetzbuch*, Tokyo, 1900.

Der gezogene Wechsel, art. 445 à art. 524.

Der eigene Wechsel, art. 525 à art. 529.

Der Checq, art. 530 à art. 537.

V

Jurisprudence française depuis la promulgation du code de commerce. — Part faite aux idées nouvelles. — Par exemple comment la nécessité de la remise de place à place était pratiquement éludée. — Quelques monuments de cette jurisprudence. — Étapes de l'évolution accomplie.

Depuis la promulgation du code de commerce, la lettre de change a pris en France une importance croissante et la jurisprudence est entrée de plus en plus dans la voie qui consiste à considérer la lettre de change comme instrument de crédit.

Prenons par exemple la remise de place à place.

Supprimée en 1894, cette condition qui a longtemps entravé la circulation était cependant souvent éludée.

Demangeat avait en 1862 exprimé son avis à ce sujet. On peut prévoir, disait-il, une époque assez prochaine où la première fonction de la lettre de change sera complètement absorbée par la deuxième, où la loi française suivant l'exemple déjà donné par plusieurs lois étrangères et faisant ce qu'exigent le développement du commerce et l'état économique actuel, ne considérera plus la remise de place en place comme une condition essentielle à la validité de la lettre de change.

Sans doute la lettre de change a été imaginée et employée tout d'abord comme un moyen facile de faire passer de l'argent d'un lieu dans un autre ; sans doute en tenant compte des idées sous l'empire desquelles s'est formé notre ancien droit, on comprend qu'il n'y ait point lettre de change là où il n'y avait pas remise de place en place. Mais rationnellement c'est là une exigence qui ne peut plus se justifier à aucun point de vue (1).

La nécessité de cette remise de place en place avait été d'ailleurs déjà énergiquement combattue dans des articles de la revue étrangère et française dès 1862 (2).

De bons auteurs ne pouvaient se résoudre à admettre la validité d'une lettre de change tirée de Paris sur Boulogne-sur-Seine, alors qu'une lettre de change ne pouvait être tirée de la rue La Fontaine sur un banquier demeurant par exemple au quai d'Austerlitz.

La lettre de change, disent Delamarre et le Poitvin, est un ordre de paiement et peut s'approprier à toute autre fin que la fin du contrat dont elle porte le nom. C'est une vérité dont témoignent les articles 110 et 112. Mode d'exécution du contrat, elle est douée d'une plus grande vertu que le contrat lui-même. Remplir l'office de l'argent monnayé en même temps qu'elle est en elle-même un article de commerce qui augmente la masse des valeurs en

(1) Demangeat. *Préliminaire du traité de la lettre de change de Bravard-Veyrières*. Paris, 1862.

(2) Mittermaier. *Revue étrangère et française*, t. VII, p. 866 ; Bergson *Revue étrangère et française*, t. V, p. 108.

circulation ; être un moyen de payer, de recouvrer, de compenser, de virer à distance, de solder par un seul paiement, une infinité de transactions successives ; tout cela sans les frais du transport des espèces, et sans perdre de temps, tels sont en somme les avantages de la lettre de change. Ces avantages ne sont point les effets du contrat. Ils sont exclusivement dûs au papier commercial, titre de l'exécution (1). On le voit, l'idée d'instrument de crédit se généralisait.

On est même arrivé à nier l'existence du contrat de change lui-même, qui n'est plus qu'un vain fantôme, une pure invention des légistes, imaginée dans le but d'échapper aux règles sur l'usure.

Telle est la doctrine enseignée notamment en France par Dufour et en Italie par Vidari (2).

En fait, la jurisprudence, longtemps avant 1894 se montra large dans l'interprétation de la condition obligatoire de remise de place à place ainsi que le montrent les arrêts des différents tribunaux.

Une lettre de change est régulière bien qu'elle ait été acceptée dans le lieu même d'où elle a été tirée (3).

Lorsque, faute de remplir la condition de remise d'un

(1) Delamarre et le Poitvin, *Traité de droit commercial*, t. V, p. 441.

(2) Touzaud, 1882 : Dufour professeur de droit commercial à la faculté de Toulouse ; Vidari, professeur de droit commercial à l'Université de Pavie.

(3) Comm. Seine, 15 déc. 1854 et, sur l'appel, Paris, 27 janvier 1855. Cassat., 2 août 1871.

Répertoire alphabétique de jurisprudence commerciale, par Em. Muzard et Ch. Roy. Paris, 1894.

lieu sur un autre, exigée par l'article 110, Code de commerce, une lettre de change ne constitue qu'une simple promesse, par application de l'article 112 du même code, l'exception tirée de l'omission de cette circonstance essentielle ne saurait être relevée contre le tiers porteur de bonne foi qui a traité sur la foi d'apparences légales (1).

Un jugement par défaut, rendu par le tribunal de commerce de la Seine le 13 décembre 1889, avait condamné la demoiselle Patoret et la dame Dartijas à payer au sieur Kahn la somme de 1.800 francs montant de traites protestées.

Sur l'opposition formée par la demoiselle Patoret, le tribunal avait le 21 février 1890 statué contradictoirement et condamné la demoiselle Patoret au paiement.

Le 3 juin 1890, arrêt de la Cour d'appel de Paris, 7^e Chambre, M. Fauconneau-Dufresne, président, Duval, substitut du procureur général, M^{cs} Bellet et Martin avocats ;

La Cour.....

Attendu qu'en l'espèce, à supposer que les traites revêtues de l'acceptation du tiré, faute de remplir la condition de remise d'un lieu sur un autre, exigée par l'article 110 du Code de commerce ne constituent que de simples promesses (art. 112, Code de commerce et 1326, Code civil) l'exception tirée de l'omission de cette circons-

(1. Paris, 3 juin 1890.

tance essentielle ne saurait être relevée contre le tiers porteur de bonne foi qui a traité sur la foi d'apparences légales.....

Confirme le jugement dont est appel (1).

Lorsque l'accepteur s'oblige à payer dans le lieu qu'il désigne comme son domicile, quoique réellement ce ne soit pas le sien, cette énonciation est moins une supposition de lieu qu'une élection de domicile (2).

Il a été également jugé qu'il n'existait dans l'Ordonnance de 1673 aucune disposition prescrivant la remise de place en place, qu'en conséquence des lettres de change souscrites sous cette ordonnance, bien qu'elles renferment une supposition du lieu d'où elles sont tirées, ne peuvent être réputées simples promesses, et par suite, c'est la prescription quinquennale, et non la prescription trentenaire qui leur est applicable, si d'ailleurs elles sont revêtues de tous les caractères extérieurs exigés par l'ordonnance (3).

La Cour, vu les articles 4-15 à 21, titre 5 de l'Ordonnance du mois de mars 1673 :

Attendu que l'émission, l'endossement et l'échéance des deux lettres de change litigieuses ont eu lieu antérieurement à la publication du Code de commerce, et que ces lettres de change sont, dès lors, régies par l'Ordonnance du mois de mars 1673.

(1) *Journal des tribunaux de commerce*, année 1891.

(2) Turin, 31 mars 1813, affaire Boldrini.

(3) Cassat., 5 juillet 1836, affaire des Étangs contre Laudinat, Nicard.

Attendu qu'il n'existe dans cette ordonnance aucune disposition semblable à celle de l'article 112, Code de commerce qui réduit à de simples promesses les lettres de change où il se trouve une supposition du lieu d'où elles sont tirées.....

Il a été jugé également qu'une lettre de change tirée à l'ordre du tireur lui-même, qui renferme une supposition de lieu, ne vaut que comme simple promesse, encore qu'elle ait été endossée au lieu où elle énonce avoir été tirée. (Bordeaux, 22 juillet 1845).

Cet arrêt avait soulevé de fortes critiques même chez les défenseurs les plus déterminés de la remise de place à place, qui disaient avec raison que la supposition de lieu pouvait cacher une remise effective, mais dans un lieu autre que celui indiqué, et que dès lors il n'y avait pas à priver la convention des effets qu'elle peut produire, en l'assimilant à une opération dans laquelle il n'y aurait pas eu remise.

Pour bien comprendre l'importance des arrêts il faut songer à la question de la contrainte par corps.

C'est qu'en effet il était intéressant pour le débiteur insolvable que son obligation fût civile et non commerciale.

Toutes les exceptions sont jugées bonnes à soulever pour éviter cette contrainte.

L'absence de mention de valeur fournie et toute autre irrégularité sont recherchées avec soin pour transformer

l'obligation en obligation civile, et les termes des arrêts nous montrent que là est la préoccupation dominante.

La conséquence du changement de caractère de l'obligation contenant une supposition, est de rendre cette obligation non commerciale, quand elle est souscrite par des individus étrangers au commerce et pour des opérations non-commerciales.

Dans ce cas, le paiement ne peut en être poursuivi devant les juges de commerce, à moins que l'un des signataires ne soit commerçant, et dans ce cas même, la contrainte par corps ne peut être prononcée contre le non-commerçant (1).

La jurisprudence désireuse de favoriser la facilité d'expansion de la lettre de change se montrait peu favorable à admettre la supposition de lieu. La tendance est d'être large et d'aider à l'expansion. De temps à autre, cependant, quelques arrêts font faire un pas en arrière, ou entravent un peu la marche en avant, mais ce ne sont là que des phases d'interruption plutôt que de recul dans la théorie qui se fait jour de la lettre de change instrument de crédit surtout après la suppression de la contrainte par corps.

Jugé que les lettres de change créées pour donner à une dette civile, à la faveur d'une supposition de lieu,

(1) Les articles 2059 à 2070 Code civil ont été abrogés par la loi du 22 juillet 1867 qui a aboli la contrainte par corps en matière civile, commerciale, et contre les étrangers.

les effets d'une dette commerciale, doivent être réputées simples promesses et n'emportent, par suite, ni la compétence commerciale, ni la contrainte par corps. (Bruxelles, 26 février 1840. Lyon, 6 décembre 1845).

Bien qu'une lettre de change soit régulière ostensiblement, si cependant on prouve qu'elle contient supposition de lieu et que les fonds n'ont pas été fournis au souscripteur, mais à un tiers pour lequel le souscripteur a consenti à s'engager, cette traite n'est qu'une simple promesse dont les tribunaux de commerce ne peuvent connaître si aucun des obligés n'est commerçant. (Colmar, 15 juin 1813).

Suivant Nouguiér, la lettre, malgré la supposition, doit valoir comme lettre de change, lorsqu'en réalité les conditions nécessaires à sa validité, auront été remplies ; de façon que les juges faisant cesser la supposition et prenant la traite pour ce qu'elle est véritablement, n'auront qu'à mettre à la place de l'énonciation supposée, l'énonciation conforme à la vérité des faits.

Il a été jugé en ce sens que lorsqu'une lettre de change contient supposition de lieu, si elle a été réellement tirée d'un lieu sur un autre, elle conserve son caractère de lettre de change, et le tribunal de commerce est compétent. (Toulouse, 15 décembre 1814) (Guibert contre Aliquier).

« Attendu que, d'après l'article 110 code de commerce, la lettre de change est tirée d'un lieu sur un autre, que c'est là le caractère distinctif de la lettre de change ; que

si on a énoncé un lieu autre que celui sur lequel on tirait, il n'y en a pas moins remise de place en place, et par conséquent la lettre de change n'est pas dépourvue de son principal caractère.

Attendu qu'en appliquant ces principes à l'espèce actuelle, il en résulte que si la lettre de change n'a pas été tirée de Lavour sur Castres, comme elle n'en a pas moins été tirée de la Nourrice sur un autre lieu, elle a toujours conservé son principal caractère.

Qu'elle l'a d'autant mieux conservé que si, dans le droit, les principes déjà établis pouvaient éprouver quelque difficulté, il n'en faudrait pas moins accueillir la prétention du sieur Guibert, puisqu'en fait, la Nourrice étant un petit village aux environs de Lavour, on a pu, sans commettre une supposition de lieu, tirer la lettre de change de la ville voisine... »

Il était admis que les tribunaux pouvaient malgré la teneur d'un titre et notamment pour vérifier si les causes exprimées dans les lettres de change ne sont pas fausses, apprécier les faits et les actes, ordonner la preuve testimoniale, admettre les présomptions graves et suffisantes, et déférer le serment.

Jugé de même que les tribunaux de commerce peuvent sur de simples présomptions, décider qu'une lettre de change est simulée ; qu'ainsi la simulation de lieu peut s'induire de ce que le tireur n'est pas négociant et de ce qu'il a son domicile ailleurs qu'au lieu d'où la lettre est

tirée (1). C'est là un de ces mouvements en arrière dont nous avons parlé plus haut.

Par suite du même principe, il a été jugé que sur des présomptions simples, des juges peuvent décider qu'une lettre de change, supposée tirée d'un lieu sur un autre, ne l'a été que dans le lieu même où elle était payable.

Jugé encore que la preuve testimoniale, même sans commencement de preuve par écrit, est admissible pour prouver la supposition de lieu (2).

La remise de place en place constituait une véritable gêne et c'est pour cela que la jurisprudence se relâche de plus en plus de sa sévérité à cet égard.

Si de nombreux effets décident que l'effet créé à l'ordre du tireur lui-même et endossé par lui dans le lieu où il est payable ne constitue pas une lettre de change, (Comm. Seine, 9 avril 1853. — Paris, 6 avril 1852. — 5 avril 1858. Montpellier, 4 février 1854) remarquons que ces décisions sont antérieures à 1867, et que la sévérité relatée disparaît avec la suppression de la contrainte par corps.

Jugé par exemple que si le titre qualifié de lettre de change était incomplet à son origine, parce qu'il n'y avait pas transport d'argent de place à place, il se trouve complété alors qu'ayant été tiré à l'ordre du tireur lui-même, celui-ci l'a endossé dans une place de commerce

(1) Bruxelles, 28 juin 1810 : 10 décembre 1818.

(2) Bruxelles, 3 juillet 1818.

autre que celle où il a été créé, ce qui constitue le contrat de change. (Paris, 13 janvier 1875).

Est valable la lettre de change tirée à l'ordre du tireur lui-même, lorsque l'endossement contient les énonciations substantielles qui avaient été omises dans le contexte du titre (Paris, 23 décembre 1858).

Lorsque, faute de remplir les conditions de remise d'un lieu sur un autre, exigée par l'article 110 une lettre ne constitue qu'une simple promesse, l'exception tirée de l'omission de cette circonstance essentielle ne saurait être relevée contre le tiers porteur de bonne foi (Paris, 3 juin 1890).

Un curieux jugement du tribunal de commerce de Villeneuve confirmé par un arrêt de la Cour d'Agen du 16 mai 1853, montre comment l'article 110 était éludé.

« Considérant en fait, que V., ex-huissier, savait très bien, lorsqu'il a souscrit les engagements qui font l'objet du procès, que dans notre pays les prêts d'espèces s'opèrent habituellement par la délivrance de lettres de change ; que si, très souvent, il arrive que l'emprunteur remet au bailleur des effets en blanc, c'est toujours avec cette convention tacite que le porteur peut les revêtir de la forme de lettres de change. Que ce mode d'emprunt loin d'être désavantageux à l'emprunteur qui veut se libérer, lui donne au contraire un moyen facile de se procurer les sommes utiles à ses affaires, sans recours aux prêts sur l'obligation avec affectation hypothécaire, qui nécessitent

des frais considérables ; que c'est dans le but d'éviter ces dépenses que les emprunteurs se soumettent volontairement aux lois du commerce....

Cette théorie a été critiquée comme contraire au système du législateur et dans la critique très juste qui en était faite, il était dit : « Pour faire une lettre de change, il ne suffit pas de la volonté des parties contractantes ou du consentement du souscripteur. Il faut en plus un fait de change, c'est-à-dire une remise d'argent de place en place. Dans l'usage et malgré l'intention manifeste de la loi, un grand nombre de lettres de change, simulant une remise d'argent de place en place, qui n'existe pas, se font ainsi au moyen de signatures ou acceptations données en blanc. Mais si de pareils effets obtiennent la force de lettres de change, c'est que le plus ordinairement, personne ne réclame. C'est que, dans le plus grand nombre des cas, lorsqu'il s'agit de non-négociants, le signataire serait dans l'impossibilité de prouver la supposition de lieu, c'est que cette preuve ne pourrait d'ailleurs être faite utilement contre les tiers porteurs de bonne foi.

Il n'en reste pas moins vrai qu'en principe, une signature donnée en blanc qu'elle qu'ait pu être l'entente des parties, ne saurait à elle seule servir à créer une lettre de change, si de fait il n'y a réellement remise d'argent de place en place, si l'énonciation de cette remise, écrite après coup, n'est que simulée, et surtout si cette simulation

est avouée devant les juges ou reconnue par eux » (1).

La Cour de Montpellier proclame également par un arrêt du 3 janvier 1857, qu'il importe peu qu'en livrant sa signature en blanc sur des timbres destinés à de véritables lettres de change, P... autorisât par cela même R... à convertir en lettres de change les blancs-seings à lui confiés. Que le contrat de change n'existe pas arbitrairement par la seule volonté des parties; que la loi ne le reconnaît et ne l'entoure des privilèges qui s'y rattachent qu'à la condition essentielle d'une remise de fonds d'un lieu sur un autre; qu'en simulant cette remise les parties supposent le contrat de change, mais ne le réalisent point... (2).

La lettre de change, considérée comme pouvant ne pas avoir, à l'origine, les caractères de la remise de place en place, pouvait être régularisée par l'endossement.

Le législateur lui-même, s'était vu obligé de prévoir le cas où les créateurs des lettres de change pour satisfaire au texte de la loi indiquent mensongèrement les lieux d'où elles sont tirées ou dans lesquels elles sont payables. (art. 112.)

La remise de place en place s'éluait sans cesse. Beau-

(1) Bravard-Veyrières. *Traité de la lettre de change*, annoté par Ch. Demangeat, Paris, 1862.

(2) En parlant de cet arrêt, Ch. Demangeat disait en 1862. J'admets parfaitement qu'aujourd'hui une loi ne peut être abrogée que par le législateur, et qu'ainsi les magistrats doivent se conformer au système du Code de commerce sur la lettre de change. Mais j'ajoute que quand un usage invétéré proteste contre ce système, c'est un indice assez grave que le moment est venu de faire une loi nouvelle.

coup de négociants ayant en dehors de leur principal établissement de petits dépôts de minime importance dans différentes villes, avaient organisé le moyen suivant bien simple pour concilier les exigences de la loi avec leurs besoins personnels.

Ils dataient de l'un de ces dépôts tous leurs effets et escomptaient dans les établissements de crédit, à la Banque de France ou ailleurs, des effets qu'ils avaient créés à Paris mais datés d'un autre endroit.

L'acte était parfaitement régulier.

Souvent ils établissaient des bordereaux de plusieurs milliers d'effets réguliers en tous points, établis d'après une comptabilité parfaitement organisée à Paris où elle fonctionnait régulièrement.

L'établissement de ces bordereaux occupait de nombreux employés. Tous les effets étaient datés de Saint-Denis, par exemple, où se trouvait un petit dépôt avec un seul employé.

La loi était apparemment respectée, cette façon d'opérer ne trompait personne et aucun des établissements de banque escomptant ce papier, n'ignorait la situation.

C'est ainsi que bien des maisons en arrivaient à supprimer en fait la remise de place en place, sans d'ailleurs que cette suppression lésât aucun intérêt, et la jurisprudence ne s'y opposait que quand la loi était trop ouvertement transgressée.

Les usages commerciaux n'admettent pas qu'un com-

merçant établi dans une ville fasse traite sur un autre commerçant de la même ville pour obtenir le paiement des fournitures qu'il lui a livrées. Il ne peut que présenter sa facture.

Conséquemment, il doit être tenu de tous les frais qu'a pu entraîner la présentation de la traite et même des dépens de l'instance (Comm., Seine, 9 juillet 1863).

Jugé de même que les frais de protêt et d'enregistrement d'un mandat tiré de Paris sur Paris, sans autorisation du débiteur, doivent rester à la charge du tireur (Comm., Seine 2 juin 1887).

C'est qu'en effet, le mandat tiré de Paris sur Paris, ne réunit pas les conditions prescrites par l'article 110 pour la validité des lettres de change et ne constitue dès lors qu'une lettre de change imparfaite. (Comm. Seine, 28 juin 1887).

Ainsi peut-on dire que la loi de 1894 n'a fait que sanctionner des habitudes commerciales que l'idée de la lettre de change, instrument de crédit, rendait inévitables.

Prenons maintenant la question de l'endossement. Celui auquel le porteur en vertu d'endos irrégulier transmet le titre par un endossement régulier, est légitime propriétaire et n'a à redouter aucun obstacle de la part des coobligés au titre. Celui qui a payé sur l'acquit de ce même porteur, est bien et valablement libéré, à moins qu'il n'y ait, dans l'endossement, des restrictions à ces droits.

Lorsque le porteur n'est considéré comme mandataire

qu'à cause de l'irrégularité de l'endos, s'il justifie qu'il a fourni valeur à son endosseur, on le considère, dans ses rapports avec ce dernier, comme légitime propriétaire.

Jugé qu'encore qu'un endossement irrégulier ne vaille que comme procuration, si le porteur justifie que l'endosseur a touché la valeur, il peut être déclaré légitime propriétaire des titres et dès lors, il a le droit d'en poursuivre le paiement contre l'endosseur. (Lyon, 21 mars 1811)

Quels seront exactement les droits que l'endossement irrégulier conférera à celui au profit de qui il sera fait ? Il lui conférera le droit de recevoir le paiement et d'en donner quittance. Il lui imposera même le devoir de faire les actes nécessaires à la conservation des droits de son mandant, sauf, s'il a payé des frais, à s'en faire tenir compte par son mandant.

Mais ce porteur peut-il, en endossant lui-même l'effet à l'ordre d'un tiers, lui en transférer la propriété ?

Suivant Pothier, le porteur pouvait passer son ordre au profit d'un autre, mais non lui transmettre la propriété du titre. L'ordre qu'il en passait, ne valait que comme une simple procuration.

Il y avait substitution de mandat, nullement transmission de propriété. C'est la doctrine de Pothier, de tous les anciens auteurs, notamment de Savary (1).

La jurisprudence n'a pas adopté cette opinion. Jugé par

(1) Voir Savary, 41^e parère.

exemple que le porteur d'un effet de commerce en vertu d'un endossement qui ne contient pas de date, a comme mandataire le droit de transmettre la propriété de cet effet (Bruxelles, 4 mars 1820. Liège, 2 novembre 1815. Toulouse, 28 mai 1825).

La jurisprudence s'est montrée large en faveur du porteur saisi par endos irrégulier.

La preuve qu'il a fourni la valeur de l'effet peut être administrée par le tiers porteur à l'aide de tous les moyens usités en matière commerciale. (Paris, 14 décembre 1874).

Si l'endossement irrégulier ne vaut que comme procuration, c'est là une simple présomption qui doit céder à la preuve contraire. (Paris, 24 juillet 1863. Cassation, 12 mars 1879).

Celui qui est porteur d'une lettre de change ou d'un billet à ordre en vertu d'un endossement irrégulier n'en doit pas moins être considéré comme propriétaire de l'effet et a le droit d'en exiger le paiement s'il justifie qu'il en a fourni la valeur. (Paris, 8 décembre 1862. Paris, 24 juillet 1863. Bourges, 26 mai 1863).

Bien qu'un tiers porteur ne soit saisi que par un endossement irrégulier, le syndic de la faillite de l'endosseur ne peut en exercer la revendication, si le tiers porteur établit par la représentation de ses livres qu'il en a fourni la valeur et qu'ainsi le billet lui a été réellement transmis à titre de propriété. (Poitiers, 17 juin 1857).

L'endossement en blanc n'est qu'une espèce d'endos-

sement irrégulier, mais il présente certaines particularités.

D'abord le pouvoir qui résulte de l'endossement en blanc doit être en général regardé comme plus étendu, car il ne contient aucune restriction, tandis que les autres endossements irréguliers peuvent souvent se trouver conçus dans des termes permettant de douter de l'étendue du mandat qu'ils confèrent.

De même, le porteur en vertu d'un endossement en blanc, est maître de remplir l'endos à son profit, et de simple mandataire, devient propriétaire.

Tant que l'endossement en blanc n'est pas rempli, c'est l'endosseur qui reste propriétaire du titre.

De là cette conséquence que, si le mandat vient à cesser avant que l'endossement n'ait été rempli, il n'y aura plus désormais possibilité pour le porteur de le remplir à son profit.

Ainsi, que l'endosseur vienne à mourir ou à être déclaré en faillite, la procuration donnée au porteur s'évanouit.

Le porteur d'un effet en vertu d'un endossement en blanc, ne peut, quoiqu'il ait fourni la valeur, remplir efficacement à son ordre, ledit endossement après la faillite de son endosseur et après qu'il a été constaté qu'avant l'échéance, cet effet était endossé en blanc (1).

Quelques restrictions existent donc à la facilité de transmission suivant la forme de l'endossement.

(1) Cassat., 18 novembre 1812, affaire Peton.

Notons cependant que cette possibilité pour le porteur par endossement irrégulier de prouver contre son endosseur qu'il y a eu valeur fournie, a été rapidement admise, permettant mieux ainsi à la lettre de change de devenir instrument de crédit.

Une grave question se pose néanmoins au point de vue de l'endossement en blanc.

En cas de non-paiement à l'échéance, le porteur va-t-il pouvoir poursuivre lui-même et de son chef le débiteur de la créance qu'il est chargé de recouvrer, ou devra-t-il intenter les poursuites au nom de son mandant.

Dans le principe, la Cour de cassation refusait à l'endossataire irrégulier le droit d'exercer lui-même une action contre le débiteur (1). Elle reconnaissait au porteur de l'effet le droit de la faire protester en son nom, mais à raison de la limitation de son mandat, elle lui refusait le droit d'actionner en justice les figurants au titre. Puis, peu à peu, sous l'influence des idées nouvelles, un changement s'opéra et la Cour de cassation consacra une théorie complètement opposée.

Un arrêt du 24 décembre 1850, s'exprimait ainsi :

« Attendu que l'endossement, même irrégulier d'un billet à ordre confère au porteur le droit d'en poursuivre le recouvrement et d'exercer les actions à ce relatives; qu'il en résulte seulement que le souscripteur peut opposer

(1) Cassat., 22 avril 1828.

au porteur toutes les exceptions qu'il pouvait opposer à celui qui a fait l'endossement irrégulier au profit dudit porteur »...

Cette théorie a été vivement combattue par des auteurs invoquant la maxime « nul ne plaide en France par procureur » (1). Le raisonnement quoique judicieux a dû céder devant les besoins du commerce, et la digue qu'il opposait à l'expansion des lettres de change n'a pu subsister. L'opinion de la Cour de cassation interprète d'ailleurs l'intention des parties. Le bénéficiaire d'un endossement irrégulier est en quelque sorte un commissionnaire commercial ; il peut agir en son nom, mais comme son commettant est nécessairement connu, il demeure passible des exceptions qu'on pourrait invoquer contre ce dernier (2).

L'article 138 est généralement considéré comme gênant, et la plupart des nations étrangères ont consacré en matière d'endossement un tout autre système.

Du reste, il est à remarquer que dans la pratique, il se fait en France un grand nombre d'endossements en blanc pour des traites dont les auteurs ont l'intention de transférer la propriété.

(1) Naquet. *Revue critique*.

(2) Genevoix. *De l'endossement irrégulier*. Dijon, 1901 ; Bédarride. *De la lettre de change*, t. I ; Laborde. *Essai sur l'endossement en blanc*. Toulouse, 1899 ; Pichon. *De l'opposabilité des exceptions au porteur d'un titre à ordre*, Paris, 1904 ; Wahl. *Des titres au porteur*.

Examinons maintenant la question de l'inopposabilité des exceptions.

Pour favoriser le développement et la force d'expansion de la lettre de change, il est certain que l'on devait rechercher le moyen de diminuer les exceptions faites au paiement.

C'est en partant de ce principe qu'il a été décidé qu'on ne peut être admis à prouver par témoins la supposition de lieu en matière de lettre de change. (Riom, 5 juillet 1813.)

On a soutenu en Belgique (en 1813), que la preuve de la simulation pouvait être autorisée non seulement contre les auteurs de la supposition, mais encore vis-à-vis des porteurs de bonne foi.

Pour soutenir cette opinion, on faisait valoir les termes absolus de l'article 112 (1). On ajoutait que les tiers porteurs n'avaient pas plus de droits que leurs cédants, la voie de l'endossement ne pouvant ni changer la nature du contrat, ni empirer la condition du débiteur. (Bruxelles, 7 octobre 1811, 27 mars 1813.)

Certains auteurs cherchent à justifier cette décision par l'argument suivant : L'article 112, disent-ils, deviendrait inutile et sans objet si le tiers porteur n'était pas passible

(1) L. du 7 juin 1894. Sont réputées simples promesses toutes lettres de change, contenant supposition soit de nom, soit de qualité. Anc. article 112. Sont réputées simples promesses toutes lettres de change contenant supposition soit de nom, soit de qualité, soit de domicile, soit des lieux où elles sont tirées ou dans lesquels elles sont payables.

de l'exception. La lettre de change suppose un tiers porteur, car tant qu'elle reste dans les mains et dans le domaine du tireur, elle peut bien constituer un effet de commerce entre négociants. Mais à l'égard des particuliers, ce n'est qu'une obligation ordinaire, susceptible, à la vérité, de prendre le caractère de contrat de change, mais uniquement par la transmission d'ordre au profit d'un tiers. Il n'est pas nécessaire que le tiers soit désigné dans la création de l'effet; car, suivant l'article 112, la lettre de change est à l'ordre d'un tiers ou à l'ordre du tireur lui-même; mais, tant que le tireur n'a pas transmis son ordre à un tiers, il n'y a pas lieu à la question proposée.

Mais, soit que le tireur indique, dans la création de l'effet même, la personne à laquelle ou à l'ordre de laquelle, le paiement doit se faire, soit qu'il ne le fasse que par voie d'endossement, ce n'est qu'alors que la difficulté peut s'élever. En d'autres termes, il n'y a à discuter l'exception que quand il y a lettre de change. Or, n'est-il pas sensible que l'article est illusoire, si l'exception qu'il contient ne peut être opposée au porteur, puisque cet article parle de la lettre de change, réputée simple promesse dans le cas qu'il exprime.

Cette argumentation a été vivement combattue. L'on a fait valoir contre elle, avec raison, suivant nous, que le porteur d'une lettre de change n'est considéré comme ayant-cause de son cédant, qu'en ce sens qu'il est subs-

titué à ses droits, mais, quant aux exceptions de nature à être invoquées contre son cédant, il est un véritable tiers. Il est absolument dans la même position que le cessionnaire d'un immeuble qui l'a acquis, par un acte régulier de vente, d'un vendeur qui était lui-même acquéreur régulier ostensiblement, mais qu'une contre-lettre entre lui et son auteur établit acquéreur simulé.

Or, il est de jurisprudence constante que le premier vendeur ne peut, au moyen de la contre-lettre, évincer le cessionnaire de son propre acheteur. La position du tiers porteur de la lettre de change est la même que celle de ce cessionnaire. Il y aurait d'ailleurs injustice à déclarer les tiers porteurs de bonne foi, passibles de la supposition qui leur est complètement étrangère et sur des preuves prises hors de l'acte même dont ils ont fourni la valeur.

Les tiers ayant vu des effets dont la souscription annonçait que les formes légales avaient été observées, ils ont dû les croire dans les conditions légales (1).

Il y a lieu de reconnaître d'ailleurs que la cour de Bruxelles en dehors des deux arrêts mentionnés, est toujours restée fidèle avant comme après au principe contraire.

Une première chose qui frappe l'attention, c'est la dif-

(1) Dans ce sens : Pardeissus. *Contrat de change*, n° 515 ; Merlin. *Lettres de change* ; Fournel. *Code de commerce*, article 112 ; Arm. Dalloz. *Effets de commerce* ; Horson, quest. 42 ; Nouguiet, t. 1.

férence qui existe entre la cession des créances à personne dénommée et la cession des titres à ordre.

Dans le premier cas, les exceptions opposables au cédant le sont au cessionnaire. Elles ne le sont pas dans le deuxième.

Il est bien évident que quand on parle d'exceptions, il faut mettre à part celles qui naissent des rapports personnels existant entre le débiteur et celui qui agit.

Elles sont certainement opposables.

Par exemple, le tiré actionné par le porteur, est lui-même créancier de ce porteur, il lui opposera la compensation.

D'après l'art. 1108, Code civil, quatre conditions sont exigées pour qu'une obligation soit valablement constituée :

Consentement valable :

Capacité de contracter :

Objet certain :

Cause existante ou licite.

Si le consentement manque soit dans l'émission, soit dans l'endossement, par exemple, par suite d'une fausse signature du tireur, de l'accepteur, ou de l'endosseur, l'exception de faux pourra être opposée au cessionnaire.

Même si le titre a été endossé sans fraude, la jurisprudence admet que l'absence de consentement a empêché l'obligation de naître.

Même solution dans le cas où la signature aurait été extorquée par violence (1).

S'il s'agit d'un vice qui atteint le contrat lui-même, l'exception qui en résulte sera opposée à tous les cessionnaires même par endossement.

S'il s'agit d'une exception provenant d'un fait qui reste en quelque sorte extérieur au contrat, l'inopposabilité est admise.

En ce qui concerne la cause, l'art. 110 exige seulement qu'une cause soit mentionnée. S'il n'y a pas de cause réelle, ou si la cause, en apparence licite est en réalité illicite ou immorale, l'exception ne peut être opposée aux porteurs auxquels un endossement a fait passer le titre.

La jurisprudence de bonne heure a compris l'utilité qu'il y aurait à se montrer sévère dans l'admission des exceptions. Elle admet par exemple que le tiré qui devient par son acceptation, débiteur direct de la lettre de change à l'égard du porteur ; qui contracte par suite l'obligation vis-à-vis du tireur d'en payer le montant, ne saurait se prévaloir pour refuser le paiement, de l'irrégularité de l'endos. (Paris, 12 août 1863).

De même, l'accepteur du titre qui présente tous les caractères extérieurs de la lettre de change, ne peut opposer au tiers porteur de bonne foi, l'exception de supposition de lieu, (Paris, 23 novembre 1837).

(1) Nous avons vu que la théorie allemande est sur ces divers points très différente de la théorie française.

Le tiré devenant pour son acceptation débiteur direct de la lettre de change, le porteur qui a reçu son paiement, à l'échéance ne peut être tenu d'en faire le rapport à la faillite du tireur puisqu'il n'a rien reçu de celui-ci (Cass., 22 déc. 1869).

Celui qui a accepté une lettre de change contracte l'obligation d'en payer le montant. Cette obligation est absolue, et il ne peut se faire restituer contre son acceptation, bien que la lettre de change ait été reconnue fausse. (Comm. Seine, 26 juin 1862. — 22 juillet 1863. — 9 juin 1864. — et sur l'appel Paris, 23 mars 1865).

Jugé cependant que lorsqu'un tiers paye une lettre de change par intervention pour faire honneur à la signature de l'un des endosseurs, il a droit d'exiger la restitution de ce qu'il a payé, s'il est reconnu que la signature pour laquelle il est intervenu, était fausse ; et dans ce cas, les endosseurs postérieurs ne peuvent prétendre qu'ils ont été libérés par un paiement qui n'était que le résultat d'une erreur. (Paris, 24 novembre 1857 .

Celui qui a accepté une traite sur l'avis de l'envoi de marchandises ne peut en refuser le paiement, entre les mains du tiers porteur de bonne foi, sur le motif que les marchandises annoncées ne lui auraient pas été adressées (Comm. Seine, 24 avril 1855).

Bien que des poursuites criminelles aient été faites à l'occasion du détournement, d'une lettre de change donnée à la négociation, et que même une condamnation correctionnelle

ait été prononcée contre l'auteur du détournement il n'y a pas lieu de surseoir sur la demande en paiement du titre formée par le tiers porteur de bonne foi, qui n'a pas été impliqué dans la poursuite, lorsque d'ailleurs aucune inscription de faux n'a été dirigée contre la lettre de change (Paris, 21 janvier 1876).

Alors même que le titre ne renferme point le contrat de change, le souscripteur ne peut opposer au tiers porteur de bonne foi, qui en est saisi par un endossement régulier, certaines exceptions qu'il pourrait opposer au bénéficiaire. Spécialement il en est ainsi alors même que le titre mentionnerait qu'il a été créé en exécution d'un acte d'ouverture de crédit aux termes duquel il sera renouvelable à son échéance, si cette condition de renouvellement n'a pas été expressément énoncée, dans le titre, une telle stipulation, d'après sa nature même et l'intention des parties ne pouvant avoir d'autre effet que d'ouvrir au bénéficiaire du crédit un recours contre le créancier qui n'aurait pas remboursé aux premières échéances (Paris, 8 mai 1858). Le souscripteur d'un billet à ordre ne peut être admis à opposer au tiers porteur de bonne foi, qu'il n'en a pas touché la valeur, et que l'effet n'a été mis en circulation que par suite de manœuvres frauduleuses auxquelles le porteur est d'ailleurs demeuré totalement étranger. (Paris, 23 janv. 1866).

Celui qui consent à apposer sa signature en blanc au dos d'un papier au timbre proportionnel pour effets de

commerce, qui lui-même n'est pas rempli, est tenu d'acquitter, entre les mains du tiers-porteur de bonne foi le montant du billet, bien qu'il ait été rempli frauduleusement, ainsi que l'endossement par un mandataire infidèle qui a abusé du blanc-seing qui lui a été confié (Paris, 13 mai 1865).

Nous venons de faire voir que la tendance s'est toujours montrée nettement favorable à la facilité de transmission de la lettre de change ; nous l'avons constaté en examinant successivement :

La question de remise de place en place.

La question de l'endossement.

La question de l'inopposabilité des exceptions.

Et nous en avons conclu que l'idée que la lettre de change tirait sa puissance du contrat de change uniquement tendait à s'effacer.

Les règles qui concernent le paiement viennent encore le prouver.

En droit commun, un débiteur ne paie valablement sa dette qu'au créancier véritable ou au mandataire qui a reçu pouvoir de toucher pour lui (art. 1239 Code civil) (1).

L'article 145 Code de commerce dit au contraire :

Celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition, est présumé valablement libéré.

(1) Le paiement doit être fait au créancier, ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi, à recevoir pour lui.

Cette disposition n'était pas admise dans l'ancien droit (1).

Le tiré n'a qu'à attendre l'échéance pour payer et il faut qu'il n'y ait pas d'opposition au paiement.

L'article 149 ajoute qu'il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de la faillite du porteur.

En accordant au porteur des droits très étendus, en favorisant la circulation de la lettre de change, il a fallu imposer au porteur des devoirs rigoureux et l'astreindre à les accomplir avec ponctualité. Les rigueurs correspondent aux droits. Elles sont exceptionnelles et en dehors du droit commun, concourant ensemble à donner au titre une valeur spéciale.

(1) Voir Pothier, *déj. cit.*

VI

Réformes de la législation française. — Elles sont tout d'abord réalisées dans les titres similaires : dans le chèque ; forme au porteur. — Plus de mention de valeur. — Loi du 7 juin 1894. — Plus de remise de place à place. — Travaux préparatoires.

La législation française s'est décidée à envisager la lettre de change à un point de vue moins étroit.

La suppression de la remise de place à place a d'abord été opérée dans le « chèque ».

On peut définir le chèque une traite émise sur une provision préalable et disponible.

De là une grande analogie entre lui et la lettre de change, analogie dont témoigne le concours de ces 3 personnes : « tireur », « tiré », « preneur ou bénéficiaire » (1). C'est un mandat payable au porteur soumis à des dispositions particulières.

Il ne peut être tiré qu'à vue.

Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée.

Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc.

(87) Thaller, *déj. cit.*

Le chèque qui serait tiré non à vue, mais à une échéance déterminée serait nul.

(En effet dans ce cas, il remplacerait la lettre de change et les dispositions fiscales étant plus avantageuses pour le chèque que pour la lettre de change, le fisc perdrait une somme importante).

Pour se rendre compte de l'utilité du chèque, il est bon de connaître les usages de l'Angleterre où il s'est développé.

Les Anglais déposent leur argent chez les banquiers et chargent ceux-ci de recevoir et de payer pour eux.

Celui qui a des fonds déposés chez un banquier peut pour faire un paiement remettre un ordre de paiement à vue à son banquier. Cet ordre est précisément un chèque.

Il constitue un instrument de paiement représentant une somme disponible chez un banquier.

Les banquiers anglais ont chaque jour un grand nombre de paiements à effectuer. Ils compensent chaque jour entre eux leurs créances et leurs dettes respectives, compensations qui se font dans des établissements privés appelés « Clearing-houses ».

Le chèque est régi actuellement en Angleterre par la loi de 1882 qui n'a guère fait que consacrer d'anciens usages et réunir les dispositions de détail.

Le chèque est d'après la disposition de la loi anglaise une lettre de change tirée à vue sur un banquier.

Il est depuis 1865 soumis à un droit de timbre d'un penny

identique au droit qui frappe les lettres de change payables à vue (1).

Le chèque a donc été introduit en France sous l'inspiration de l'Angleterre.

La loi du 14 juin 1865 a déterminé ses premiers effets

Le chèque sert, sous la forme d'un mandat de paiement, au tireur, à effectuer le retrait à son profit, ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré, et disponibles.

C'est la définition qui fut adoptée par le Conseil d'État.

La loi est spéciale au chèque sous la forme d'un mandat et néglige entièrement le chèque sous la forme d'un récépissé.

Le texte présenté par le gouvernement énumérait l'un comme l'autre, et l'exposé des motifs disait : « Cette disposition s'explique d'elle-même. La faculté de créer le chèque sous toutes les formes ne peut manquer d'en faciliter l'émission, en permettant aux uns de choisir le mode qui présente le plus de garanties; à d'autres, celui qui offre le plus de sécurité; à d'autres enfin, celui qui permet le moins de faire circuler leur signature.

La Commission du Corps législatif n'a pas été de cet avis.

Le projet de loi, dit le Rapport, laissait la faculté de donner au chèque la forme soit du mandat de paiement,

(1) Lyon-Caen et Renault. *Manuel de droit commercial*, Paris, 1904.

soit du récépissé. La Commission revenant à l'idée qui avait inspiré le premier projet de loi soumis au corps législatif, a cru devoir se borner à la forme du mandat de paiement. L'option laissée entre le mandat et le récépissé, n'offre à son avis, aucun avantage et présente divers inconvénients. Le récépissé constitue un mensonge commercial, puisqu'il est émis, non après l'encaissement effectué, mais avant même que le tiré connaisse l'ordre de paiement.

Il est énoncé au passé quand il s'agit d'un fait futur. La coexistence, dans les usages, de deux titres si différents, amènerait en outre, des complications, et créerait bien certainement des difficultés.

La forme du récépissé ne peut d'ailleurs s'accorder avec les immunités que le projet de loi accorde aux chèques : comment peut-on faire entrer le nom du bénéficiaire dans un récépissé ?

Comment appliquer à ce titre la faculté d'être transmissible par voie d'endossement ?

Comment le faire protester en cas de non-paiement ? »

Les législateurs qui n'admettaient pas sans une certaine crainte l'introduction d'un effet de commerce nouveau et soumis à une législation privilégiée, n'étaient pas désireux de lui permettre d'adopter des formes trop variées, et leur désir était de voir adopter un seul et unique type.

« Nous n'avons pas parlé du « récépissé, disait Pouyer-

Quartier au corps législatif ; il reste dans la situation où il se trouve actuellement.

Mais soyez convaincus que, sous la loi actuelle, le récépissé disparaîtra rapidement pour faire place à un instrument qui donne toutes les garanties, toutes les sécurités voulues et permet des compensations que vous n'obtiendrez jamais par les autres systèmes et les autres instruments de crédit, de circulation ou de paiement (1). »

La définition du chèque donnée par la loi a été critiquée vivement mais la rédaction a été maintenue sur l'observation que chacun sachant parfaitement à quelle espèce d'écrit s'appliquait la loi, « la définition du chèque ne saurait être un sujet de contestation devant les tribunaux. (2) »

Le chèque ne doit avoir qu'une seule forme, sa forme naturelle de mandat de paiement.

En s'abstenant de régler le « chèque-reçu », depuis longtemps usité, on a refusé, à plus forte raison, d'appliquer les dispositions de la loi au chèque conçu sous forme de lettre ou sous toute autre que celle du mandat. On a voulu, sans doute, donner à l'émission et à la transmission des chèques, toutes les facilités possibles, mais on a voulu, en même temps, conserver à la perception de l'impôt sur les effets de commerce de vraies et sérieuses garanties.

(1) Séance du Corps législatif du 23 mai 1865.

(2) Forcade de la Roquette, Corps législatif. Séance du 5 mai 1865.

Comme le point de départ du projet, a dit Darimon rapporteur, est une question fiscale, la préoccupation des intérêts du trésor se reproduit nécessairement dans la plupart de ses articles et tient la première place dans le projet (1).

Il ressort de ce que nous venons d'exposer que le chèque était connu depuis bien longtemps et que, comme pour la lettre de change, la loi n'est venue que pour en régulariser, en codifier l'emploi.

En fait, on trouve la présence du chèque dans les vieux usages de la place d'Anvers.

A ce propos, l'exposé des motifs de la loi belge de 1873 sur les chèques s'exprimait ainsi :

« Nous aurions dû, d'autant moins nous laisser distancer par l'Angleterre, que c'est elle qui nous a emprunté l'instrument de paiement, « l'assignation » connue depuis, sous le nom de « chèque » et qui était en usage de temps immémorial à Anvers sous le nom flamand de « bewigs ». D'anciennes chroniques nous apprennent en effet que sir Th. Gresham, banquier de la reine Élisabeth vint à Anvers en 1557, pour étudier ce mode de paiement et l'introduire en Angleterre ».

Les usages d'Anvers seraient donc l'origine directe du chèque anglais.

D'autre part, en France, dès le ^{xvii}^e siècle, il existait

(1) Alauzet. *Appendice au commentaire du Code de commerce et de la Législation commerciale*, Paris, 1865.

une institution spéciale à la place de Lyon qui pourrait être l'origine du chèque envisagé comme instrument de compensation (1).

Dès leur fondation, les banques en France avaient reçu des dépôts en argent, dépôts dont elles constataient le versement par un récépissé, dont la remise obligeait la banque à des restitutions de fonds.

Plus tard, les banquiers tinrent des comptes courants, et autorisèrent les déposants à retirer de leurs caisses sur simple reçu jusqu'à concurrence des valeurs déposées, les sommes qui leur étaient nécessaires.

Ces reçus devinrent payables à vue à des porteurs quelconques.

Les maisons de banque délivrèrent des carnets de récépissés.

C'était l'organisation complète du chèque.

Nous avons vu comment cette organisation a été codifiée par la loi du 14 juin 1865 (2).

On le voit, les ressemblances avec la lettre de change sont nombreuses. Le chèque répondait, dès son début, l'idée de papier-monnaie.

« C'est de l'argent comptant, disait Pouyer-Quertier au

(1) Ed. Fauvel. *Des chèques*, Paris, 1902.

(2) La loi du 14 juin 1865 sur les chèques comprenait 7 articles.

La loi du 19 février 1874 est venue la compléter en abrogeant l'article 6, en complétant l'article 5 et en ajoutant les articles 7 (nouveau), 8 et 9.

La loi de 1871 avait abrogé l'article 7 ancien, disant : « Les chèques sont exempts de tous droits de timbre pendant 10 ans à dater de la promulgation de la présente loi ».

Corps Législatif, c'est du numéraire immédiatement disponible, parce que c'est un moyen de créer les banques de dépôt, ces établissements si précieux dont il faut encourager par tous les moyens, le développement, en assurant leur sécurité ».

Quant à la forme du chèque, les différences avec la lettre de change sont importantes.

Dès le début, on a enlevé au chèque tous les éléments parasites qui alourdissaient la lettre de change.

Dans le chèque :

Pas de remise de place à place.

Pas d'acceptation.

Pas de valeur fournie.

Possibilité de créer l'effet payable au porteur.

La pleine propriété s'en transmet par endossement en blanc.

L'émission ne constitue pas un acte de commerce.

« Le chèque, dit de Lavenay, est un instrument de liquidation qui n'est pas seulement employé dans les habitudes du commerçant ; il est employé aussi comme mode de paiement dans les habitudes des simples particuliers.

Toute personne peut payer un fournisseur pour une livraison quelconque avec un chèque.

C'est, il est vrai, une dérogation à la présomption qui fait considérer comme opération de commerce toute remise d'argent de place en place, mais c'est une déroga -

tion qui a été faite intentionnellement en faveur de l'institution des chèques (1).

« Je n'hésite pas, dit Rouher, à affirmer que dans l'émission et l'acceptation d'un chèque, il n'y a pas, à proprement parler, un contrat de change. Il n'y a pas ce qui est le caractère fondamental et essentiel de la lettre de change et de la juridiction commerciale.

L'émission d'un chèque est une simple liquidation, un simple règlement opéré sur des fonds disponibles, au moyen d'un instrument spécial.

A un certain point de vue, l'institution du chèque en France a été plus libérale qu'en Angleterre.

En 1855, à la discussion de la loi, Achille Adam demanda que le chèque en France fût simplement un ordre donné à un banquier par un de ses clients.

Mais, comme le fit remarquer Pouyer-Quertier, tout propriétaire d'un capital doit avoir le droit de placer ce capital où il voudra et de faire un chèque pour le recouvrement de ce capital sur un dépositaire quelconque.

Il n'y a pas de banquiers dans toutes les villes, et il y a des gens qui aiment mieux déposer leur argent chez des commerçants, industriels ou fermiers que de le savoir chez des banquiers (2). On constate en somme que le législateur en France si timide pour la lettre de change, s'est immédiatement montré hardi pour le chèque. Il en a fait

(1) Séance du 23 mai 1865.

(2) Le Mercier. *Étude sur les chèques*, Paris, 1874.

un vrai papier-monnaie, en autorisant sa création « au porteur » en ordonnant son paiement « à vue ». Il a compris le grand rôle qu'il était appelé à jouer et ne lui a même pas imposé certaines règles anglaises restrictives (1).

Le chèque est un instrument de paiement et non un instrument de crédit.

La loi de 1865 (art. 4) décide que les dispositions du code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs au protêt et à l'exercice de l'action en garantie en matière de lettre de change, sont applicables aux chèques.

Le porteur d'un chèque a, dès le jour de la création du chèque, le droit absolu de compter sur une provision, non pas seulement future, mais actuelle, mais préalable.

Grâce à la doctrine qui fait passer la propriété de la provision sur la tête du porteur, l'on peut dire que le chèque, c'est de l'argent.

Si le chèque est un merveilleux instrument, il présente aussi des dangers. En recourant aux chèques pour ses paiements, on doit veiller à ne pas subir les entraînements qui résultent de cette pratique pour les personnes insouciantes.

Les établissements où l'on a des valeurs en dépôt ont

(1) Les Anglais font grand usage du chèque « barré » qui ne peut être payé que chez un banquier désigné.

L'usage commence à s'en répandre dans tous les autres pays.

pris l'habitude de payer les chèques de leurs déposants, même quand la provision, c'est-à-dire les sommes disponibles à leur compte est insuffisante. On veut faire honneur à leur signature. Cela ne laisse pas que d'avoir des inconvénients en engageant ainsi le client dans des sortes d'emprunts subreptices qui peuvent grossir et qu'il acquittera ensuite par des ventes de titres, ce qui mène à l'appauvrissement.

Avec les chèques payés même sans provision suffisante, on n'a plus aucun frein (1).

Toute loi nouvelle avec ses avantages amène des inconvénients, et il est bien évident que la facilité donnée aux papiers représentant une monnaie peut conduire à des dépenses inutiles. C'est là une question d'économie politique.

Ce qu'il faut constater c'est l'amélioration constante apportée dans tous les pays pour remplacer les paiements en numéraire (2).

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *L'art de placer et de gérer sa fortune*, Paris, 1905.

(2) Il vient de paraître en Allemagne une nouvelle loi sur les chèques, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1908.

D'après cette loi, le chèque doit porter dans son texte la désignation « Check » ou s'il est émis en langue étrangère, une mention analogue dans la langue respective.

La demande du tireur au tiré de payer « de son avoir » ou « contre avoir » (Uns Guthaben).

La signature du tireur.

Le lieu et la date de l'émission.

Par contre la loi interdit la stipulation d'un terme de paiement, tous les chèques étant payables à vue

L'indication d'un terme de paiement ôte au chèque le caractère de chèque.

La loi du 5 juin 1894 (*Officiel* du 8 juin 1894) a supprimé de l'article 110 du Code de commerce, la disposition exigeant pour la validité de la lettre de change

Peuvent figurer comme tirés d'un chèque (en dehors de personnes juridiques, caisses d'épargne, sociétés coopératives ou institutions soumises au contrôle de l'État), les maisons de commerce enregistrées auprès du Tribunal comme s'occupant professionnellement d'affaires de banque.

Sont seuls exempts du timbre, les chèques répondant à ces différentes prescriptions.

Tous les autres chèques sont passibles du timbre proportionnel, notamment ceux mis en circulation avant la date d'émission indiquée dans le texte.

Il sera dorénavant très important de surveiller les prescriptions relatives au délai de présentation du chèque. Le délai durant lequel le chèque doit être présenté au tiré est fixé comme suit :

1° A 10 jours pour les chèques émis en Allemagne sur l'Allemagne même ;

2° A 3 semaines pour les chèques émis dans les autres pays européens à l'exception de l'Islande et de l'archipel de Féroé ;

3° A 1 mois pour les chèques émis dans les pays situés sur les côtes d'Asie et d'Afrique (Littoral de la Méditerranée et de la mer Noire) ou dans les îles faisant partie desdits pays et situés dans ces mers ;

4° A 2 mois pour les chèques émis dans les États-Unis d'Amérique au Canada, île de Terre-Neuve, au Mexique, aux îles Açores, à l'île Madère, aux Canaries, aux îles du Cap-Vert ;

5° A 3 mois pour les chèques émis dans les autres pays étrangers y compris les pays de protectorat allemand.

Le jour d'émission n'est pas compté.

Si le dernier jour du délai de présentation tombe sur un dimanche ou un jour férié admis légalement au lieu de paiement, le délai expire le jour ouvrable suivant.

Une annulation du chèque n'est efficace qu'après expiration du délai de présentation.

Das Scheck ist das Erzeugnis einer modernen wirtschaftlichen Entwicklung, hervorgerufen durch das Prinzip der Arbeitsteilung, indem die Kasseführung des einzelnen mehr und mehr in die Hände berufs mässiger Kassenverwaltung gelegt wird.

Durch den Gebrauch des Schecks tritt eine Erleichterung des Zahlungsverkehrs ein.

Das Halten grösserer Kassenbestände wird für den Privaten entbehrlich.

Pr. Dr. Max Apt. Scheckgesetz vom 11 März 1908. Berlin, 1908.

qu'elle fût tirée d'une place sur une autre place. Cette réforme était demandée depuis longtemps par le commerce français, et elle avait l'appui de toutes les chambres de commerce sans exception (1).

Le texte était ainsi libellé.

Art. unique. — Les articles 110-112 et 632, Code de commerce sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 110, § 1. — La lettre d'un change peut être tirée sur la même place ou d'un lieu sur un autre.

Art. 112. — Sont réputées simples promesses toutes les lettres de change contenant supposition soit de nom, soit de qualité.

Art. 632. — Dernier paragraphe... entre toutes personnes les lettres de change.

Au Sénat, le principe de la réforme n'a pas été contesté, mais la rédaction a été modifiée par la commission. Le texte voté les 28 octobre et 7 novembre 1890 était ainsi rédigé :

Art. 110, § 1. — La lettre de change est tirée soit d'un lieu sur un autre, soit d'un lieu sur le même lieu.

Art. 112. — Pas de modification.

Art. 632. — Dernier paragraphe... entre toutes per-

(1) Travaux préparatoires : Chambre : Exposé des motifs du projet de loi, doc. 1889 (session extraordinaire), p. 198 ; rapport, doc. 1890, p. 207 ; adoption, 14 et 21 juin 1890. Sénat : rapport, doc. 1890, p. 283 ; discussion, 28 octobre et 7 novembre 1890. Retour à la Chambre : rapport, doc. 1893, p. 176 ; adoption, 20 juillet 1893. Retour au Sénat : rapport, doc. 1894, p. 128 ; adoption, 21 mai 1894.

sonnes les lettres de change et remises d'argent d'un lieu sur un autre.

Le Sénat, sur l'avis conforme de sa commission avait pensé que le mot place employé comme synonyme du mot lieu pouvait prêter à équivoque parce que ces deux mots n'ont pas toujours, au sens commercial la même signification ; il avait en conséquence supprimé le mot place du texte de l'article 110 pour employer partout et uniquement le mot lieu.

Quant à l'article 632, dernier paragraphe, le Sénat revenait à la formule du Code de commerce, mais en substituant la conjonction « et » à la conjonction ambiguë « ou » et le mot « lieu » au mot « place ». Il pensait que l'article 632 devait pouvoir s'appliquer aux remises d'un lieu sur un autre, résultant d'autre chose que de la lettre de change, par exemple, du billet à domicile. Le texte du projet ainsi modifié par le Sénat revint à la Chambre des députés ; celle-ci conformément à l'avis de sa commission et sur le rapport de M. Marty adopta la modification faite par le Sénat sur l'article 110, § 1 ; mais elle maintint sa précédente rédaction en ce qui touchait le paragraphe final de l'article 632. Elle persistait à penser que le billet à domicile devait rester ce qu'il était réellement dans la pensée des rédacteurs du Code de commerce, un simple billet à ordre, de caractère tantôt civil, tantôt commercial, selon la nature de l'obligation à laquelle il se rattachait. En conséquence, elle voulait que la nouvelle loi ne pût

pas laisser renaître toutes les subtilités auxquelles on s'était proposé de mettre fin et que la loi se bornât à faire disparaître la condition exigeant, pour la validité d'une lettre de change, qu'elle soit tirée d'une place sur une autre place. Le projet voté, dans ces termes, par la Chambre des députés, le 20 juillet 1893, retourna une seconde fois au Sénat. La Commission, après avoir entendu le ministre du commerce et pris acte de l'intention manifestée par lui de déposer un projet de loi plus étendu, comprenant une refonte de la législation régissant les billets à ordre et les lettres de change, abandonna l'addition faite par le Sénat en 1890 à la fin du dernier paragraphe de l'article 632.

Le projet put être ainsi définitivement voté le 21 mai 1894. Il en ressort que les lettres de change seules tombent sous l'application du paragraphe final de l'article 632 et que les billets à domicile restent, comme les billets à ordre ordinaires, régis par le droit commun (1).

L'exposé des motifs indiquait d'ailleurs que la question n'était pas nouvelle, et il y a lieu de reproduire le passage suivant indiquant l'adhésion complète à l'idée d'instrument de crédit.

« La nécessité paraît s'imposer de modifier en France une législation qui n'est plus en rapport avec les besoins du commerce. Par suite du développement des affaires

(1) *Annuaire de la Législation française* publié par la Société de Législation comparée, 14^e année, Paris, 1895.

commerciales, le caractère primitif de la lettre de change s'est, en effet, considérablement modifié. Elle a été, pendant longtemps, considérée uniquement comme un instrument destiné à faciliter le paiement des sommes dûes dans un lieu autre que celui du domicile du vendeur, sans qu'on eût à opérer le transport des espèces. Aujourd'hui, elle n'implique généralement plus aucune idée de change ; elle constitue surtout un moyen de faciliter la mobilisation des créances.

C'est un instrument de crédit, grâce auquel le commerçant peut recevoir immédiatement la valeur des marchandises qu'il a dû vendre à terme.

On ne sait pas dès lors pourquoi cette faculté serait accordée au négociant qui vend sa marchandise dans un lieu autre que celui de sa résidence, et refusé à celui qui vend là où il réside (1). »

(1) A relever aussi dans l'exposé des motifs, le passage suivant : « Cette restriction légale devient illusoire, puisqu'on arrive à la tourner en tirant d'une ville voisine où l'on n'a pas de domicile, et en négociant cette traite à un banquier qui la fait accepter par le tiré ».

VII

La lettre de change de l'avenir. — Achèvement du mouvement commencé. — La lettre de change est avant tout un instrument de crédit comme le billet à ordre. — La base en est la créance actuelle ou future du tireur contre le tiré. — Elle doit pouvoir servir de monnaie. — Suppression nécessaire des éléments parasites. — La forme au porteur. — La lettre de change tend à rejoindre le billet de banque dont elle ne diffère que par la nécessité, variable selon les pays et les temps, de maintenir le monopole d'émission à des banques privilégiées telles que les banques nationales et d'État.

La lettre de change devient de plus en plus un instrument de crédit. Elle tend à être assimilée de plus en plus au billet à ordre.

Elle n'est plus un simple mode d'exécution du contrat de change par la nécessité d'une remise de place en place, mais elle constitue, à l'instar de ce qui a lieu dans d'autres pays et spécialement en Allemagne, une espèce de papier-monnaie dont la circulation facile favorise à un haut degré les transactions commerciales (1).

C'est ainsi qu'on lit dans le rapport présenté par Dupont à Bruxelles au moment de l'examen des modifications à

(1) Namur. *Avant-propos du commentaire du titre VIII*. Liège, 31 octobre 1872.

apporter à la lettre de change : « Nous voulons que la lettre de change se confonde avec le billet à ordre ».

La plupart des économistes énumèrent comme « instruments de crédit » :

La reconnaissance.

Le billet au porteur.

Le billet à ordre.

La lettre de change.

Le chèque.

Le warrant.

Ils les désignent comme des signes représentatifs de la monnaie et circulant comme elle.

En fait, leur rôle est multiple.

Ils facilitent les échanges.

Ils économisent la monnaie.

La fabrication n'en coûte rien.

Ils sont d'un maniement facile (1).

On tend de plus en plus à confondre ensemble les différents effets de commerce, et l'idée générale est que toute personne peut au lieu de payer en monnaie donner un papier qui pourra être réalisé dans un endroit déterminé.

C'est la théorie du chèque qui a fortement pénétré dans toutes les classes.

(1) Wolowski, *Le change et la circulation*; Gossehen, *Théorie des changes étrangers*; Hervé Bazin, *Traité élémentaire d'économie politique*. Paris 1880.

C'est ainsi que les effets de commerce constituent des parties importantes de l'actif des plus grosses banques. C'est ainsi qu'un financier de premier ordre Germain indiquait au Crédit Lyonnais les effets de commerce comme représentant un actif des plus sérieux et des mieux garantis : « Le Crédit Lyonnais, banque de dépôts, ne peut trouver pour ses emplois de fonds, de meilleur exemple que celui donné par la première, la plus puissante, la plus ancienne et la plus prospère des banques de dépôts : la Banque de France.

L'actif de la Banque de France, en dehors des encaisses et des immeubles, se compose « d'effets de commerce » et de créances gagées. Ces valeurs sont les plus sûres et les plus réalisables qui existent » (1).

Toute banque importante, établie à l'étranger, jouit auprès de ses correspondants à Paris, que ce soient des sociétés de crédit ou des banques privées d'une autorisation permanente de tirages à usance, c'est-à-dire à 8, 60 ou 90 jours suivant les habitudes de son pays. C'est bien là un véritable usage de la lettre de change comme instrument de crédit.

Toute banque de premier ordre a, bien entendu, le souci de l'opinion qu'on a d'elle sur les marchés internationaux, elle n'use donc que sobrement de la faculté qu'elle lui est dévolue.

(1) Rapport présenté à l'assemblée générale des actionnaires du Crédit Lyonnais, le 9 avril 1902.

Les grands établissements se fixent une certaine limite. Il est facile de se rendre compte de leurs opérations sur ce point en se reportant à la rubrique « acceptations » qui figure dans leurs bilans comme sur leurs situations publiées mensuellement dans les journaux (1).

Le plus souvent le commerce international se fait, en ce qui regarde les règlements, au moyen de lettres de change à échéance plus ou moins rapprochée.

Les points essentiels de la législation régissant les effets de commerce sont à peu près identiques maintenant dans tous les pays, mais il y a lieu cependant, de tenir compte des divergences au sujet de paiements tombant un dimanche ou jour férié, ainsi que de ce fait que l'année suivant les pays est comptée de 360 jours ou de 365 jours.

Deux règles fondamentales sont observées dans les calculs sur les lettres de change.

1° On ne peut comparer que deux quantités de même nature.

2° Deux quantités égales à une troisième sont égales entre elles.

Le prix d'une lettre de change payable à 3 mois ne peut être assimilé à celui d'un effet payable à vue.

Afin de rendre la comparaison possible, il faut ramener le prix des deux valeurs au même niveau, c'est-à-dire coter les deux à 3 mois de vue.

(1) Testis. *Le rôle des établissements de Crédit en France*. Paris. Bureaux de la *Revue politique et parlementaire*, 1907.

Pour diverses raisons il est préférable de ramener le prix du papier long au niveau de celui du chèque.

Exemple le chèque sur Londres est coté 25.20, c'est-à-dire qu'une livre payable à vue coûte 25.20.

Un effet de 1 livre à 3 mois serait donc meilleur marché et coûterait 25,20 moins l'escompte pour 3 mois au taux officiel de la Banque d'Angleterre.

Sur la base du taux de 3 0/0, l'escompte serait de :

$$25,20 \times \frac{3}{100} \times \frac{3}{12} = 0,189.$$

Le prix d'un effet de 1 livre à 3 mois ressortirait donc à : 25,20 — 0,189 = 25,011.

Les cours sont donnés tous les jours par la cote officielle des agents de change, et sont naturellement soumis à certaines fluctuations, mais celles-ci ne peuvent jamais être très importantes, car elles provoquent des envois d'or qui ramènent le niveau précédent. Toutes les banques d'émission européennes ayant ouvert des succursales ou des agences, toute lettre de change payable dans une ville possédant une succursale ou agence, peut être présentée à l'escompte au siège central de la Banque au taux du jour sans autres frais et l'argent peut être expédié d'une caisse à une autre (1).

Si nous avons insisté sur ces points et donné cet exemple

(1) Henry Deutsch. *Arbitrages en métaux précieux, monnaies. Lettres de change. Fonds publics. Valeurs mobilières et primes*, Paris 1905.

numérique c'est parcequ'il nous a semblé que nous mettions de cette façon bien en relief l'assimilation complète faite par les banquiers des divers papiers de commerce à la monnaie effective.

Il arrive aussi fréquemment qu'entre commerçants et banquiers, des effets de commerce soient endossés à titre de gage, de garantie. Cependant on ne comprend cette opération que dans certains cas déterminés et lorsque la négociation des effets de commerce donnés en garantie ne pourrait intervenir pour remplir le même but, notamment lorsque la garantie à fournir n'aura qu'une durée très courte.

Un commerçant du Havre a aux docks un certain nombre de sacs de café vendus à Paris.

Il veut dédouaner, mais manque de fonds. Il désire demander une avance de quelques jours en déposant en garantie des effets de son portefeuille.

Ces effets seront remis au banquier, endossés en blanc, accompagnés d'un bordereau stipulant dans quel but la remise est faite et au moment du remboursement de l'avance, les effets et le bordereau seront rendus au commerçant sans que l'endossement ait été rempli, de sorte que les effets ne porteront aucune trace de l'opération qu'ils ont servi à conclure et que le commerçant pourra, soit en disposer quand il le voudra, soit les encaisser à l'échéance, en faisant précéder sa signature d'un endossement ou d'un acquit suivant les cas.

A Paris, certaines sociétés, les compagnies de chemin de fer entre autres, font souvent une opération que l'on appelle « prendre en pension ».

Elles emploient, pour un temps déterminé, des capitaux disponibles momentanément, au lieu de les laisser en dépôt dans les banques à un taux d'intérêt très-bas en faisant des avances sur des effets. Elles obtiennent ainsi un placement un peu plus rémunérateur et en outre elles ont en main en sus de la garantie du banquier avec lequel elles ont traité, un gage représenté par les effets qui leur ont été endossés à titre de garantie.

La Banque de France ne reçoit pas de pensions.

Elle ne fait pas ce service d'avances sur effets de commerce, mais un certain nombre d'instituts d'émission à l'étranger font ces opérations sur des effets négociables, mais payables en dehors du pays.

Exemple la Reichsbank en Allemagne, la Nederlandsche Bank en Hollande. La Banque de l'État en Russie (1).

En France les compagnies de chemins de fer font ces opérations couramment.

Cela se conçoit facilement. Pour les époques de paiement de coupons il leur faut accumuler à l'avance des sommes considérables. Elles ont donc intérêt à disposer pendant les mois précédant l'échéance d'une façon profitable de leurs fonds.

(1) *Résumé de conférences sur la lettre de change*, 1895-1896. Paris, Bibliothèque nationale.

Elles exigent deux ou trois signatures de façon à diminuer leurs risques. On se souvient de la panique produite il y a quelques années à propos d'une de ces opérations faite par la compagnie d'Orléans sur des valeurs remises par les Raffineries d'Égypte.

Il y a longtemps que tant en France qu'à l'étranger l'idée de monnaie de papier est appliquée dans le public indifféremment au billet à ordre et à la lettre de change.

Dans le « philosophe sans le savoir » Sedaine exprime à diverses reprises la force de la lettre de change.

Lorsque Vanderk paie à sa fille un billet de 30 louis par exemple :

Ce billet est excellent. Il vous est venu par la Hollande.

Garde-le, ma fille. Ton billet je le tiens pour bon. Garde les 30 louis (1).

Lorsqu'il exprime la valeur du commerçant : « Quel état, mon fils, que celui d'un homme qui, d'un trait de plume, se fait obéir d'un bout de l'univers à l'autre. Son nom, son seing n'a pas besoin, comme la monnaie des souverains, que la valeur du métal serve de caution à l'empreinte. Sa personne a tout fait. Il a signé. Cela suffit (2).

Plus loin, entre Desparville et Vanderk :

Pouvez-vous m'avancer le paiement de ma lettre de change, ou ne le pouvez-vous pas ?

(1) Sedaine. *Le philosophe sans le savoir*, acte 1, sc. 7.

(2) Sedaine. *Le philosophe sans le savoir*, acte 2, sc. 4.

... Monsieur, je vais vous la faire payer. Votre lettre vient de Cadix. Elle est pour moi une rescription ; elle devient pour moi de l'argent comptant. »

Ainsi Sedaine avait parfaitement compris l'importance de la lettre de change comme instrument de crédit, et il est difficile d'en faire mieux ressortir la puissance.

Lesage, dans Turcaret, assimile les billets au porteur aux billets de banque.

« Que vois-je ! Un billet au porteur. L'affaire est sérieuse. — De combien, Madame. — De dix mille écus. » (Turcaret, acte I. sc. IV).

« Tu m'as fait des lettres de change ! » dit Van Buck à Valentin (Alfred de Musset. Il ne faut jurer de rien) (1).

La lettre de change est bien devenue un papier de crédit, un effet de circulation, une espèce de monnaie commerciale, dit Bravard-Veyrières.

Elle se prête à une foule d'usages différents et de combinaisons diverses. Veut-on s'acquitter d'une dette qu'on a contractée envers une personne qui réside dans un lieu plus ou moins éloigné de celui qu'on habite ou même dans ce lieu, solder le prix d'un achat qu'on a fait ; on le peut, en souscrivant une lettre de change, au nom du créancier, au nom du vendeur. A-t-on besoin d'une somme d'argent et veut-on se la procurer par voie d'emprunt, on l'obtiendra plus aisément en souscrivant une lettre de change au

(1) Lesage, né à Sarzeau, en 1668 ; Sedaine, 1719-1797.

nom du prêteur qu'en souscrivant tout autre titre, parce que la lettre de change est celui de tous qui offre le plus de garanties. Enfin, veut-on utiliser par anticipation, toucher d'avance, en quelque sorte, une somme dont on est créancier ; on le pourra en tirant une lettre de change sur son débiteur, et en la passant à l'ordre d'une tierce personne qui en fournira immédiatement le montant. Cette tierce personne se fera rembourser à l'échéance par celui sur qui la lettre est tirée et qui est débiteur du tireur (1).

La base de la lettre de change, en effet, est la créance actuelle ou future du tireur contre le tiré.

Le comptant exige des disponibilités de capitaux toujours présents. Le premier acte d'une société qui progresse est de briser les entraves du comptant.

Sa tendance est de réduire au minimum les capitaux sur lesquels elle opère et d'accélérer autant que possible les transformations alternatives de ces capitaux en marchandises et en numéraire, qui sont la source du bénéfice. Ces fins ne peuvent être réalisées qu'à l'aide du crédit. Les créances d'argent sont devenues l'objet d'un trafic régulier. Elles circulent à l'instar de la monnaie dont elles représentent une quantité déterminée et se substituent à elle comme instrument de richesse.

Et le point de départ de cette transformation est précisément l'invention des effets à ordre ou au porteur.

(1) Bravard-Veyrières.

Les titres qui constituent ces créances peuvent être considérés comme l'équivalent de la monnaie.

D'autre part leur emploi permet de réduire les encaisses inoccupées, et par suite de réaliser des économies d'intérêt.

Cependant la circulation fiduciaire ne peut être développée sans danger au-delà d'une certaine limite.

C'est le crédit qui fait la valeur des effets de commerce et le crédit, c'est la croyance au paiement au terme convenu.

Comme les lettres de change et billets créés par les négociants ordinaires, le billet de banque est en même temps qu'un instrument de circulation un instrument de crédit. La souscription d'un billet est un mode d'emprunt pour les banques comme pour les autres commerçants (1).

Des effets acceptés constituent un engagement de livrer de la monnaie à jour fixe, et si nous mettons de côté la possibilité d'une faillite de la part de celui qui s'est engagé à les rembourser, ces effets sont, pour ainsi dire, de la monnaie différée (2).

C'est ainsi que les lettres de change ont constitué une des catégories du paiement de l'indemnité de guerre de 1870 (3).

(1) Aug. Arnauné. *La monnaie, le crédit et le change*, Paris, 1902.

(2) Stanley Jevons. *La monnaie et le mécanisme de l'échange*, Paris, 1876.

(3) Voir à ce sujet le rapport fait au nom de la commission du budget de 1875 sur le paiement de l'indemnité de guerre et sur les opérations de change qui en ont été la suite, par Léon Say.

Goschen. *Théorie des changes étrangers*, Paris, 1892.

En 1840, Dufaure, rapporteur du projet de loi tendant au renouvellement du privilège des Banques dans les colonies s'exprimait comme suit : « Tout engagement écrit de payer une somme due a pu devenir signe de numéraire. Le signe a acquis quelques-uns des avantages de la monnaie circulante, lorsque, comme le billet à ordre et la lettre de change, il a pu être transmis par la voie facile et prompte de l'endossement. Mais que d'entraves encore. Ces inconvénients devaient conduire à trouver un signe de numéraire plus actif encore et plus commode, qui participât comme la lettre de change et le billet à ordre des qualités du numéraire métallique, puisqu'il n'a d'autre mérite que de le représenter ; mais qui permit de s'en procurer à tout moment ; qui, comme la pièce de monnaie, se transmet de main en main, sans avoir besoin d'être garanti, sans laisser de trace de son passage. Le « billet au porteur et à vue » émis par les associations puissantes formées sous l'autorisation et agissant sous la surveillance continuelle du gouvernement a paru présenter cet avantage (1). (Rapport fait à la Chambre des députés, séance du 27 avril 1840).

Dès le ^{xiii}e siècle d'ailleurs, alors que personne ne songeait à considérer la lettre de change comme autre chose qu'un moyen d'exécuter le contrat de change, les

(1) E. Thaller. *Examen juridique du privilège d'émission de la banque de France et du billet de banque dans la circulation fiduciaire*. Paris, 1875.

billets de certaines banques qui n'étaient cependant que des lettres de change servaient d'instruments de crédit.

A la fin du ^{xii}e siècle, Venise avait vu s'élever dans son sein une banque de dépôt qui ouvrait des crédits aux bailleurs de fonds pour faciliter les paiements et les virements. Au moyen d'une caisse dite du comptant, on payait à vue, en espèces, les effets qui étaient présentés et l'on choisit pour ces paiements la meilleure monnaie qui devint celle de la Banque.

Il fut réglé que la Banque ne paierait et ne compterait qu'en ducats effectifs, dont le titre était plus fin et l'altération moins commune que celle des autres espèces. Dès ce moment, le papier de la Banque obtint sur tous les effets des marchands l'avantage de pouvoir être échangé contre une monnaie de bon aloi, et le crédit de cet établissement fut fondé sur des bases solides.

Peu à peu le gouvernement introduisit l'usage de faire ses paiements en mandats sur la banque au lieu de les effectuer en espèces, et il ajouta ainsi un nouvel élément de succès à tous ceux dont elle était en possession. Enfin l'ouverture d'un compte de débit et de crédit, qui permet aux propriétaires de fonds de transmettre leurs créances, acheva de compléter les moyens d'actions de la banque et bientôt elle donna naissance à plusieurs établissements semblables (1).

(1) Ad. Blanqui, *Histoire de l'économie politique en Europe*. Paris 1837.

Le billet de banque constitue une promesse directe au porteur, payable à vue par l'établissement qui l'a émis.

Il est signé par les délégués de la banque et il a le même rôle économique que la monnaie, quoiqu'il n'ait aucune valeur intrinsèque, parce que l'on sait qu'à tout instant on peut le remplacer en espèces.

La confiance du public repose sur l'encaisse métallique de la banque, sur le contrôle du gouvernement et sur la réglementation des émissions de billets. C'est pourquoi le billet de banque est le titre fiduciaire par excellence. Le public le reçoit et le donne comme de la monnaie, sans défiance et sans examen préalable car il a, tout à la fois une garantie matérielle et une garantie morale (1).

Le billet de banque a deux avantages principaux sur les effets à ordre :

1° Ceux-ci doivent être endossés à chaque transfert, tandis que le billet de banque se transmet par simple tradition.

2° Ils ont une échéance qui limite leur circulation et oblige le porteur à se présenter chez le tiré au jour indiqué pour le paiement, tandis que le billet de banque est à vue.

Ajoutons à ces raisons la législation des effets de commerce, les cas prévus de nullité, la nécessité des protêts, etc. Pour remédier à ces inconvénients, les grandes compagnies de banques publiques gardent dans leurs por-

(1) Cauwès. *Précis d'économie politique*, Paris, 1881.

tefeuilles les effets de commerce, et mettent à la place dans la circulation, d'autres billets créés par elles-mêmes, avec leur signature unique (1).

Lorsque la banque publique émet un billet elle ne crée aucune valeur. Le billet de banque n'est qu'une promesse, sans valeur intrinsèque, tandis que la monnaie porte avec elle une valeur.

C'est là une différence essentielle.

Le billet de banque n'est pas autre chose que la généralisation des effets de commerce (2).

Les différents effets de commerce dont la lettre de change est le plus parfait et celui qui présente le plus de sécurité, rapprochent entre eux les commerçants d'une même ville, puis les villes entre elles. Ils permettent, tout au moins pour un même pays, et sous certaine mesure, pour plusieurs contrées, de centraliser des opérations qui autrement

(1) H. Baudrillart. *Manuel d'économie politique*, Paris, 1878.

(2) L'émission des billets ne peut pas être illimitée. Le caractère même du billet de banque montre que son émission a pour limites les limites mêmes de la circulation monétaire. Trois systèmes : 1^o L'émission des billets est permise sous certaines restrictions à toute banque (Écosse, États-Unis.)

2^o L'émission est réservée à une banque nationale unique. Toutefois certaines banques déterminées obtiennent également ce privilège. (Angleterre, Italie, Suède, Espagne, Allemagne.)

3^o Une seule banque nationale a le privilège d'émettre des billets. Cette banque pouvant être aux mains d'une société sous la surveillance du gouvernement, ou former un établissement d'État. (France, Autriche, Russie, Portugal, Hollande.)

La Banque de France a été constituée le 24 germinal an XI.

La Banque d'Angleterre fondée en 1694 a été réorganisée en 1844 par Robert Peel qui sépara ce qui concerne l'émission de ce qui concerne la banque proprement dite.

resteraient isolées. Ainsi devient palpable, par une série de progrès continus, cette proposition que par le crédit la sociabilité industrielle et commerciale va sans cesse reculant ses limites (1).

Les banquiers sont de véritables commerçants dont les marchandises sont de l'argent et du papier. Ils font à l'industrie des avances, tantôt sous la forme de prêts directs, tantôt et le plus souvent sur remise de lettres de change et de billets à ordre non encore échus, et dont ils soldent la valeur à ceux qui les leur cèdent.

La monnaie de papier est une expression qui désigne des titres émis soit par des particuliers, soit par des sociétés, voire même au besoin par un État, qui sont à chaque instant convertibles en monnaie, qui sont remboursables à vue et au porteur en espèces.

Le public est libre d'accepter ces titres ou de les refuser suivant la confiance plus ou moins grande qu'il a dans la personne qui en a assumé le paiement. Si cette personne est très solvable, les titres circuleront comme une monnaie. Le type de la monnaie de papier est le billet de banque. La notion du billet de banque repose sur la confiance en un remboursement immédiat en espèces (2).

C'est précisément là ce qui a fait la dépréciation des assignats qui ne représentaient que des valeurs difficilement réalisables.

(1) Baudrillart, *déj. cit.*

(2) Jean Perroud. *Essai sur le billet de banque*, Paris, 1911.

La monnaie de papier doit toujours représenter quelque chose de facilement négociable. Que ce soit un billet de banque dans le sens propre du mot, ou un effet de commerce, celui qui s'en sert doit avoir la pensée qu'il pourra toujours en recevoir l'équivalent dans une monnaie non dépréciée (1).

Pendant la Révolution diverses régions en France émirent des « billets de confiance ».

Ainsi à Mondoubleau des « billets de confiance » furent émis par la municipalité de 1 sol à 1 livre, et leur valeur totale en assignats était déposée dans les caisses des receveurs municipaux (2).

Le 16 avril 1792, le Conseil général de la commune de Gap décida de faire une émission jusqu'à concurrence de 3.000 livres formée pour un quart, de 4.000 livres de 10 sous et, pour les trois autres quarts de douze mille billets de 5 sous.

Le registre des ordonnances du Directoire permet de se rendre compte dans quelle mesure les municipalités environnantes suivirent l'exemple de Gap (3).

Ce qui fit la dépréciation de tous ces papiers c'est précisément qu'ils portaient la promesse de rembourser le porteur en assignats, c'est-à-dire avec des papiers gagés

(1) Voir Boistel. *Précis de droit commercial*. Paris, 1884.

(2) J. Alexandre. *Moudoubleau sous la Révolution 1792-1793*. Vendôme, 1904.

(3) Georges de Manteyer. *Les émissions de « billets de confiance » dans le district de Gap*. Gap, 1905.

eux-mêmes, comme nous l'avons dit plus haut, sur des valeurs effectives il est vrai, mais difficilement réalisables et d'une importance variable sujette à des fluctuations.

Leur cours forcé ne répondait pas à l'idée d'une créance actuelle ou future et ils ne pouvaient pas jouer efficacement le rôle d'instrument de crédit.

C'est là encore ce qui les distinguait des « promesses de payer. »

Les « promesses de payer commerciales » ou « effets de commerce » sont essentiellement des instruments de circulation.

Ils sont avant tout destinés à être négociés : les uns par endossement (lettres de change, billets à ordre, warrants, récépissés), les autres pouvant être au porteur, transmis de la main à la main (chèques, connaissements, billets de banque).

La facilité de circulation des titres de crédit dépend :

1° De la forme même de la transmission (endossement, simple tradition).

2° de la faculté de se faire payer immédiatement (à vue) ou seulement à une certaine échéance.

3° du nombre ou de la puissance de crédit des personnes engagées.

Pour l'effet de commerce, après chaque transfert, il vaut davantage, parcequ'il y a un coobligé de plus ; ainsi plus

la circulation est active et plus le titre inspire de confiance (1).

L'emploi des titres de crédit dispense de faire intervenir la monnaie lors de la conclusion de chaque vente; les promesses de payer circulent sur la foi d'une réalisation ultérieure.

Il y a une monnaie parfaite, dit de Molinari, c'est la monnaie de papier gagée sur un ensemble de choses pourvues de valeur.

Malheureusement, l'intervention de l'État dans l'émission de cette monnaie perfectionnée l'a rendue la plus instable de toutes.

Le développement du crédit a permis d'économiser l'emploi de la monnaie, tant par la création des lettres de change, des chèques et des autres instruments de crédit, que par l'institution des chambres de compensation (2).

(1) C'est la théorie anglaise et qui a été si bien exprimée par Story et Chalmers.

Story the great commercial lawyer, in a wellknown judgment expresses this truth. He says : « The law respecting negotiable instruments may be truly declared in the language of Cicero, to be in a great measure not the law of a single country only, but of the commercial world. « Non erit lex alia Romæ, alias Athenis, sed et apud omnes gentes et omni tempore una eademque lex obtinebit... »

But when we pass from broad general principles to questions of detail, we find, as we should expect, that the various problems which have arisen have been differently solved by different nations.

In France a bill represents a trade transaction. In England it is merely an instrument of credit. As a result, English law gives full play to the system of « accommodation paper. » French law endeavours to suppress the system of « accommodation paper » in every possible way.

(M. de Chalmers.) *The negotiable Instruments Act*, Calcutta, 1882.

(2) De Molinari. *Précis d'économie politique et de morale*, Paris, 1893.

La lettre de change tend de plus en plus à devenir un instrument de crédit et à se confondre avec le billet à ordre.

Elle représente, ainsi que nous l'avons dit, la créance actuelle ou future du tireur contre le tiré. Elle doit pouvoir servir de monnaie.

Par suite, les énonciations inutiles, celle de la valeur fournie (par exemple) doivent tendre à disparaître.

Nous avons expliqué combien devenait illusoire cette mention et combien la jurisprudence se montrait large à cet égard.

Quant à la question de la forme au porteur, elle se trouve en fait réalisée par l'endossement en blanc.

Le paiement se fait à une époque déterminée.

L'analogie de la lettre de change avec le billet de banque, dit Cosack, est frappante, notamment pour la lettre de change à vue portant sur une somme ronde avec sur un endossement en blanc.

Il subsiste pourtant toujours deux différences.

1° Avec la lettre de change, le créancier doit se présenter chez le débiteur pour se faire payer dans un délai qui est la plupart du temps, très limité. Aucun délai de ce genre avec le billet de banque.

2° La lettre de change doit désigner par son nom le premier créancier. Le billet de banque est dès le début souscrit au porteur.

Lorsque les établissements de crédit et notamment la

Banque de France escomptent un bordereau, c'est-à-dire donnent de l'argent en échange d'effets de commerce, ils les considèrent bien comme une monnaie de papier valant ce que vaut la promesse de celui qui est tenu au paiement de l'effet.

C'est pour cela qu'ils exigent deux ou trois signatures (trois pour la Banque de France) sur les effets escomptés.

L'existence de la provision, la mention de valeur fournie n'ont en fait pour eux aucun intérêt.

Ils donnent de l'argent en échange de deux ou trois promesses de payer à l'échéance.

C'est bien là le rôle d'instrument de crédit que remplit la lettre de change.

C'est pour cela que nous pouvons dire que la lettre de change tend à réjoindre le billet de banque et n'en diffère que par la nécessité essentiellement variable suivant les divers pays, suivant les époques, de maintenir le monopole d'émission dans des conditions déterminées à des banques privilégiées.

Les Allemands disent que la lettre constitue une relation juridique qui ne repose que sur elle-même (1). C'est ce système qui semble maintenant devoir prévaloir comme répondant aux besoins du commerce général. (2)

(1) (Ein für sich bestehendes Rechtsverhältniss.)

(2) Dans un livre représentant la civilisation à Rome et en Judée (Ben-Hur) un auteur américain Lewis Wallace parle de la lettre de change envisagée comme instrument de crédit et comme constituant précisément une relation

juridique ne reposant que sur elle-même et cela au premier siècle de l'ère chrétienne.

Nous reproduisons deux passages qui nous ont semblé intéressants :

« Ceci, dit-il, en prenant le premier feuillet, enregistre l'argent que je reçus de ton père et qui fut sauvé des Romains. Il est exclusivement en fonds immobiliers, tout le reste fut confisqué. Cette fortune eut partagé le même sort sans notre coutume juive des lettres de change. L'argent que j'ai tiré sur Rome, Alexandrie, Damas, Carthage, Valence et ailleurs, s'élève à cent vingt talents de monnaie israélite..... »

« Dites à Messala qu'un Séjean même ne peut me dépouiller, parce que j'ai rendu tous mes biens et que mon argent circule insaisissable par les comptoirs de l'univers, sous forme de lettres de change..... »

(Ben-Hur par Lewis Wallace, d'Humières et de Janarz traducteurs. Paris, Delagrave, in-18.

APPENDICE

Il nous a paru intéressant de placer en regard du texte des articles relatifs à la lettre de change du code de commerce français, d'un côté les articles correspondants de l'Ordonnance de 1673, de l'autre côté les principaux articles de la loi générale allemande.

Cette loi qui comprend 100 articles est divisée comme suit :

1^{re} section. De la capacité, art. 1 à art. 3.

2^e section. Des lettres de change tirées.

Des conditions, art. 4 à art. 7.

Obligation du tireur, art. 8.

Endossement, art. 9 à art. 17.

Présentation à l'acceptation, art. 18 à art. 20.

De l'acceptation, art. 21 à art. 24.

Du recours, art. 25 à art. 29.

Obligations résultant de la lettre de change, art. 30 à art. 40.

Recours faute de paiement, art. 41 à art. 55.

De l'intervention, art. 56 à art. 65.

Des exemplaires d'une lettre de change, art. 66 à art. 72.

Des lettres de change perdues, art. 73 à art. 74.

Des lettres de change fausses, art. 75 à art. 76.

De la prescription, art. 77 à art. 80.

De l'action en garantie du porteur, art. 81 à art. 83.

Lois étrangères, art. 84 à art. 86.

Du protêt, art. 87 à art. 90.

Du lieu, du temps pour la présentation de la lettre de change et de ses effets, art. 91 à art. 93.

Des signatures imparfaites, art. 94 à art. 95.

3^e section. Des lettres de change propres, art. 96 à art. 100.

ORDONNANCE DE 1673

Art. 1. — Les lettres de change contiendront sommairement le nom de ceux auxquels le contenu devra être payé, le temps de paiement.

Art. 1. — Le nom de celui qui en a donné la valeur, et si elle a été reçue en deniers, marchandises ou autres effets.

CODE DE COMMERCE FRANÇAIS

Art. 110. — (L. 7 juin 1894.) La lettre de change est tirée, soit d'un lieu sur un autre, soit d'un lieu sur le même lieu.

Elle est datée. Elle énonce : la somme à payer : le nom de celui qui doit payer. L'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer, la valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte, ou de toute autre manière.

Elle est à l'ordre d'un tiers, ou à l'ordre du tireur lui-même si elle est par première, deuxième, troisième, quatrième etc., elle l'exprime.

Art. 111. — Une lettre de change peut être tirée sur un individu et payable au domicile d'un tiers. Elle peut être tirée par ordre et pour le compte d'un tiers.

Art. 112 (L. 7 juin 1894). — Sont réputées simples promesses toutes lettres de change contenant supposition soit de nom, soit de qualité.

Art. 113. — La signature des femmes et des filles non négociantes ou marchandes publiques sur lettres de change, ne vaut à leur égard que comme simple promesse.

Art. 114. — Les lettres de change souscrites par des mineurs non négociants sont nulles, à leur égard, sauf les droits respectifs des parties, conformément à l'article 1342 du Code civil.

Art. 115. (L. 19 mars 1817). — La provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée sans que le tireur pour

LOI ALLEMANDE DE 1848

Art. 4. — Les conditions essentielles d'une lettre de change sont :

1° L'énonciation de l'expression de lettre de change, ou, si elle est rédigée en langue étrangère, une expression équivalente.

2° La somme à payer.

3° Le nom de la personne ou de la maison commerciale à laquelle ou à l'ordre de laquelle le paiement doit être fait.

4° L'époque du paiement qui ne peut être fixée que, à un jour désigné, à vue, ou à une époque déterminée de vue, après la présentation, à un temps fixé après le jour où la lettre de change a été tirée à une foire ou à un marché.

5° La signature du tireur, avec son nom, ou celui de sa maison de commerce.

6° La désignation du lieu, du jour, du mois et de l'année où la lettre de change a été tirée.

7° Le nom de la personne ou de la raison de commerce qui doit payer.

8° L'indication du lieu où doit s'effectuer le paiement; ce lieu sera celui désigné à côté du nom ou de la raison de commerce du tiré à moins qu'un lieu déterminé n'ait été indiqué pour lieu de paiement et de domicile du tiré.

Art. 1. — Est capable de s'engager par lettres de change, celui qui peut s'obliger par contrat.

Art. 2. — Le débiteur d'une lettre de change répond sur sa personne et sur ses biens de l'accomplissement de son obligation. Cependant la contrainte par corps ne peut pas être prononcée :

1° Contre les héritiers d'un débiteur.

2° Contre les représentants de corporations et autres personnes morales, ou des sociétés par actions ou contre les curateurs des incapables qui ont accepté une lettre de change en leur qualité.

3° Contre les femmes non commerçantes.

compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement.

Art. 116. — Il y a provision si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur, ou à celui pour compte de qui elle est tirée, d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change.

Art. 117. — L'acceptation suppose la provision. Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs. Soit qu'il y ait ou non acceptation, le tireur seul est tenu de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui la lettre de change était tirée, avaient provision à l'échéance; sinon il est tenu de la garantir, quoique le protêt ait été fait après les délais fixés.

Art. 118. — Le tireur et les endosseurs d'une lettre de change sont garants solidaires de l'acceptation et du paiement à l'échéance.

Art. 119. — Le refus d'acceptation est constaté par un acte que l'on nomme protêt faute d'acceptation.

Art. 120. — Sur la notification du protêt faute d'acceptation, les endosseurs et le tireur sont respectivement tenus de donner caution pour assurer le paiement de la lettre de change à son échéance, ou d'en

Art. 18. — Le porteur d'une lettre de change est autorisé à la présenter sans retard à l'acceptation du tiré et à la faire protester faute d'acceptation.

Les lettres de change payables en foire sont seules exceptées de cette formalité.

La simple possession de la lettre de change autorise le porteur à la présenter et à la faire protester faute d'acceptation.

Art. 8. — Le tireur d'une lettre de change est garant de son acceptation et de son paiement selon le droit de change.

Art. 20. — Si l'acceptation d'une lettre de change, indiquée à un temps fixé après vue n'est pas donnée, ou si le tiré refuse de dater son acceptation, le porteur doit, sous peine de perdre son recours en garantie contre les endosseurs, et le tireur, faire protester faute d'acceptation. Dans ce cas le jour du protêt tient lieu du jour de la présentation.

Faute de protêt, l'échéance est fixée au dernier jour de la présentation à l'égard de l'accepteur qui a omis la date de l'acceptation.

Art. 21. — L'acceptation doit être écrite sur la lettre de change;

Toute déclaration écrite sur la lettre de change, et signée du tiré, équivalant à une acceptation absolue.

Art. 2. — Toutes lettres de change seront acceptées par écrit purement et simplement. Abrogeons l'usage de les accepter verbalement ou par ces mots « vu sans accepté » ou « accepté pour répondre à temps » et toutes autres acceptations sous conditions, lesquelles passeront pour refus et pourront être protestées.

Art. 7. — N'entendons rien innover à notre règlement du second jour de juin 1667, pour les paiements, acceptations et autres dispositions concernant le commerce dans notre ville de Lyon.

effectuer le remboursement avec les frais de protêt et de rechange.

La caution, soit du tireur, soit de l'endosseur, n'est solidaire qu'avec celui qu'elle a cautionné.

Art. 121. — Celui qui accepte une lettre de change, contracte l'obligation d'en payer le montant. L'accepteur n'est pas restituable contre son acceptation, quand même le tireur aurait failli à son insu avant qu'il eût accepté.

Art. 122. — L'acceptation d'une lettre de change doit être signée. L'acceptation est exprimée par le mot accepté.

Elle est datée, si la lettre est à un ou plusieurs jours ou mois de vue. Et, dans ce dernier cas, le défaut de date de l'acceptation rend la lettre exigible, au terme y exprimé, à compter de sa date.

lue, à moins de refus ou de restriction formelle.

La signature seule, par le tiré, de son nom ou de celui de sa raison de commerce, équivaut également à une acceptation complète.

L'acceptation, une fois exprimée, ne peut plus être révoquée.

Art. 22. — L'acceptation peut être restreinte à une partie du montant de la lettre de change. Toute autre restriction équivaut à un refus d'acceptation, mais l'accepteur est tenu dans les limites du montant de son acceptation.

Art. 23. — Le tiré, par son acceptation, est obligé, conformément au contrat de change, de payer, à l'échéance, la somme qu'il a acceptée. Il est tenu aussi de l'effet de son acceptation envers le tireur, au même titre de change; mais il n'acquiert, en acceptant, aucun droit contre lui.

Art. 24. — Si la lettre de change indique un lieu de paiement différent de celui du domicile du tiré et ne contient pas la désignation du nom de celui qui doit payer, l'acceptation doit en faire mention, sinon l'accepteur sera tenu de payer lui-même au lieu où le paiement doit être effectué. Le tireur d'une lettre à domicile peut y prescrire la présentation à l'acceptation. L'inobservation de cet ordre entraîne la perte du recours contre le tireur et les endosseurs.

Art. 25. — Si la lettre de change n'est pas acceptée, ou si elle ne l'est que partiellement, ou sous certaines restrictions, les endosseurs et le tireur sont tenus, après le protêt faute d'acceptation pour assurer le paiement au jour de l'échéance, de donner caution du montant de la lettre de change ou de la somme pour laquelle il n'y a pas eu acceptation et des frais de non acceptation. Ils sont cependant autorisés à consigner à leurs frais la somme due au tribunal ou à tout autre établissement public consacré aux dépôts et consignations.

Art. 123. — L'acceptation d'une lettre de change payable dans un autre lieu que celui de la résidence de l'accepteur, indique le domicile où le paiement doit être effectué ou les diligences faites.

Art. 124. — L'acceptation ne peut être conditionnelle, mais elle peut être restreinte quant à la somme acceptée.

Art. 125. — Une lettre de change doit être acceptée à sa présentation ou au plus tard dans les 24 heures de la présentation.

Après les 24 heures, si elle n'est pas rendue acceptée ou non acceptée celui qui l'a retenue est passible de dommages-intérêts envers le porteur.

Art. 126. — Lors du protêt faute d'acceptation, la lettre de change peut être acceptée par un tiers intervenant pour le tireur ou pour l'un des endosseurs. L'intervention est mentionnée dans l'acte du protêt; elle est signée par l'intervenant.

Art. 127. — L'intervenant est tenu de notifier sans délai son intervention à celui pour qui il est intervenu.

Art. 128. — Le porteur de la lettre de change, conserve tous ses droits contre le tireur et les endosseurs, à raison du défaut d'acceptation par celui sur

Art. 26. — Le preneur et les endosseurs d'une lettre de change protestée faute d'acceptation peuvent exiger du tireur et des endosseurs précédents des garanties et les réclamer à titre de contrat de change.

Celui qui exerce le recours n'est pas lié par l'ordre des endossements ni par le choix une fois fait; il n'est pas tenu de produire la lettre de change et de prouver qu'il a dû lui-même fournir une garantie aux endosseurs subréquents.

Art. 27. — La garantie ne profite pas seulement à celui qui la demande mais aussi à tous ceux qui le suivent, si ceux-ci exercent contre lui un recours de la même nature. Ils ne sont autorisés à exiger d'autres sûretés que dans le cas de contestation sur leur nature ou sur leur valeur.

Art. 28. — Il y a lieu à la décharge de la garantie :

1° Lorsque la lettre de change a été acceptée en entier;

2° Lorsque dans l'année à compter du jour de l'échéance de la lettre de change, il n'a pas été exercé de poursuites contre celui qui a fourni les sûretés;

3° Lorsque le paiement a été effectué, ou lorsque la lettre de change est éteinte ou annulée.

Art. 56. — Si la lettre de change protestée faute de paiement, contient, au lieu de paiement, l'énonciation d'une adresse pour payer au besoin, l'action en garantie ne peut être exercée avant d'avoir demandé l'acceptation à cette adresse. Dans le cas de plusieurs indications « au besoin » on devra s'adresser à celui dont le paiement libère le plus grand nombre d'intéressés.

Art. 57. — Le porteur peut refuser l'acceptation par honneur d'une personne qui n'est pas indiquée sur la lettre de change comme devant payer au besoin.

qui la lettre était tirée, nonobstant toutes acceptations par intervention.

Art. 129. — Une lettre de change peut être tirée à vue.

A un ou plusieurs jours de vue.

A un ou plusieurs mois —

A une ou plusieurs usances —

A un ou plusieurs jours de vue

A un ou plusieurs mois —

A une ou plusieurs usances —

A jour fixe ou à jour déterminé en foire.

Art. 130. — La lettre de change à vue est payable à sa présentation.

Art. 131. — L'échéance d'une lettre de change.

A un ou plusieurs jours de vue.

A un ou plusieurs mois —

A une ou plusieurs usances —

est fixée par la date de l'acceptation ou par celle du protêt faute d'acceptation.

Art. 132. — L'usage est de 30 jours, qui courent du lendemain de la date de la lettre de change. Les mois sont tels qu'ils sont par le calendrier grégorien.

Art. 133. — Une lettre de change payable en foire est échue la veille du jour fixé pour la clôture de la foire ou le jour de la foire, si elle ne dure qu'un jour.

Art. 134. — (L. 28 mars 1904). Si l'échéance d'une lettre de change est à un jour férié légal, elle est payable le premier jour ouvrable qui suit.

Il en est de même des billets à ordre et de tous autres effets de commerce.

Art. 135. — Tous les délais de grâce, de faveur, d'usage ou d'habitude locale, pour le paiement des lettres de change, sont abrogés.

Art. 136. — La propriété d'une lettre de change se transmet par la voie de l'endossement.

Art. 5. — Les usances pour le paiement des lettres seront de 30 jours encore que les mois aient plus ou moins de jours.

Art. 6. — Dans les 10 jours acquis pour le temps du protêt seront compris ceux de l'échéance et du protêt des dimanches et des fêtes, même des solennelles.

Art. 14. — Les lettres de change endossées dans les formes prescrites par l'article 23 appartiendront à celui du nom duquel l'ordre sera rempli sans qu'il ait besoin de transport ni de signification.

Art. 8. — Le preneur peut transporter la lettre de change par endossement. Si cependant le tireur a interdit le transport par ces mots « non à ordre » ou par une expression équivalente, l'endossement ne peut produire aucun droit de change.

ORDONNANCE DE 1673

Art. 25. — Au cas que l'endossement ne soit pas dans les formes ci-dessus les lettres seront réputées appartenir à celui qui les aura endossées, et pourront être saisies par ses créanciers et compensées par ses redevables.

Art. 23. — Les signatures au dos des lettres de change ne serviront que d'endossement et non d'ordre, s'il n'est daté et ne contient le nom de celui qui a payé la valeur en argent, marchandises ou autrement.

Art. 26. — Défense d'antidater les ordres à peine de faux.

Art. 33. — Ceux qui auront mis leur aval sur des lettres de change, sur des promesses d'en fournir, sur des ordres, ou des acceptations sur des billets de change ou autres actes de pareille qualité, concernant le commerce, seront tenus solidairement avec les tireurs, prometteurs, endosseurs et accepteurs, encore qu'il n'en soit pas fait mention dans l'aval.

CODE DE COMMERCE

Art. 137. — L'endossement ne transfère pas la valeur fournie. Il énonce le porteur de la lettre qui il est passé.

Art. 138. — Si l'endossement est contraire aux dispositions de l'article précédent, il n'est qu'une promesse de transport; il n'est qu'une promesse de transport.

Art. 139. — Il est défendu d'endosser une lettre de change à peine de faux.

Art. 140. — Tous ceux qui ont endossé une lettre de change sont tenus solidairement envers le porteur.

Art. 141. — Le paiement d'une lettre de change dépendamment de l'acceptation du tiré peut être garanti par un aval.

Art. 142. — Cette garantie peut être donnée sur la lettre même, ou par un tiers. L'aval d'aval est tenu solidairement avec les tireurs et les endosseurs des lettres de change différentes des parties.

Art. 143. — Une lettre de change peut être endossée dans la monnaie qu'elle est payable.

ORDONNANCE DE 1673

Art. 25. — Au cas que l'endossement ne soit pas dans les formes ci-dessus les lettres seront réputées appartenir à celui qui les aura endossées, et pourront être saisies par ses créanciers et compensées par ses redevables.

Art. 23. — Les signatures au dos des lettres de change ne serviront que d'endossement et non d'ordre, s'il n'est daté et ne contient le nom de celui qui a payé la valeur en argent, marchandises ou autrement.

Art. 26. — Défense d'antidater les ordres à peine de faux.

Art. 33. — Ceux qui auront mis leur aval sur des lettres de change, sur des promesses d'en fournir, sur des ordres, ou des acceptations sur des billets de change ou autres actes de pareille qualité, concernant le commerce, seront tenus solidairement avec les tireurs, prometteurs, endosseurs et accepteurs, encore qu'il n'en soit pas fait mention dans l'aval.

CODE DE COMMERCE FRANÇAIS

Art. 137. — L'endossement est daté. Il exprime la valeur fournie. Il énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé.

Art. 138. — Si l'endossement n'est pas conforme aux dispositions de l'article précédent, il n'opère pas le transport; il n'est qu'une procuration.

Art. 139. — Il est défendu d'antidater les ordres à peine de faux.

Art. 140. — Tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change, sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.

Art. 141. — Le paiement d'une lettre de change, indépendamment de l'acceptation et de l'endossement peut être garanti par un aval.

Art. 142. — Cette garantie est fournie par un tiers, sur la lettre même, ou par acte séparé. Le donneur d'aval est tenu solidairement et par les mêmes voies que les tireurs et les endosseurs, sauf les conventions différentes des parties.

Art. 143. — Une lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique.

LOI ALLEMANDE DE 1848

Art. 10. — Par l'endossement, tous les droits résultant de la lettre de change se transmettent à celui au profit duquel il est consenti, et notamment le droit d'endosser de nouveau. La lettre de change peut aussi être valablement endossée en faveur du tireur, du tiré, de l'accepteur ou du précédent endosseur, et être également endossée par eux.

Art. 11. — L'endossement doit être écrit sur la lettre de change, sur une copie, ou sur une feuille jointe.

Art. 12. — Un endossement est valable lorsque l'endosseur écrit seulement son nom ou celui de sa raison de commerce sur le dos de la lettre de change, ou de la copie, ou sur l'allonge.

Art. 13. — Tout porteur d'une lettre de change est autorisé à remplir les endossements en blanc. Il peut même, sans avoir rempli ce blanc, endosser la lettre de change.

Art. 14. — L'endosseur est garant, conformément au contrat de change, de l'acceptation et du paiement envers tout porteur postérieur; mais si sans son endossement, il a mis la mention sans caution ou sans obligation, ou une réserve semblable, il n'est tenu à aucune responsabilité.

Art. 15. — L'endosseur qui interdit le transfert par ces mots « non à ordre » ou autre équivalent, est à l'abri de tout recours de la part des endosseurs postérieurs ou du porteur.

Art. 36. — La possession d'une lettre de change est justifiée par une série non interrompue d'endossements successifs descendant jusqu'au porteur.

Art. 144. — Celui qui paye une lettre de change avant son échéance est responsable de la validité du paiement.

Art. 145. — Celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition, est présumé valablement libéré.

Art. 146. — Le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance.

Art. 147. — Le paiement d'une lettre de change fait sur une seconde, troisième, quatrième, etc., est valable, lorsque la deuxième, troisième, quatrième, etc., porte que ce paiement annule l'effet des autres.

Art. 148. — Celui qui paie une lettre de change sur une deuxième, troisième, quatrième, etc., sans retirer celle sur laquelle se trouve son acceptation, n'opère point sa libération, à l'égard du tiers porteur de son acceptation.

Art. 149. — Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de faillite du porteur.

Art. 150. — En cas de perte d'une lettre de change non acceptée, celui à qui elle appartient peut en poursuivre le paiement sur deuxième, troisième, quatrième, etc.

Art. 151. — Si la lettre de change perdue est revêtue de l'acceptation, le paiement ne peut en être exigé sur une deuxième, troisième, quatrième, etc., que par ordonnance du juge et en donnant caution.

Art. 18. — La lettre payable à un particulier et non au porteur ou à ordre, étant adirée, le paiement en pourra être poursuivi et fait en vertu d'une seconde

Art. 152. — Si celui qui a perdu la lettre de change, qu'elle soit acceptée ou non, ne peut représenter la seconde, troisième, quatrième etc. il peut demander le

L'endossement en blanc transmet valablement la propriété de la lettre de change entre les mains de l'endosseur suivant.

Les endossements raturés sont réputés non écrits. Celui qui paie une lettre de change, n'est pas tenu de rechercher la sincérité des endossements.

Art. 37. — Lorsque la lettre de change porte le paiement en monnaie étrangère ou de convention, le paiement peut être fait dans la monnaie du pays.

Art. 38. — Le porteur ne peut refuser le paiement partiel d'une lettre de change qui lui est offert, lors même que l'acceptation aurait été donnée pour le paiement intégral.

Art. 39. — Le tiré n'est tenu de payer que sur la remise de la lettre de change acquittée. Quand il a fait un paiement partiel, il n'a que le droit de demander qu'il en soit fait mention sur la lettre de change et d'exiger qu'il lui en soit donné quittance sur une copie.

ORDONNANCE DE 1673

lettre sans donner caution, et faisant mention que c'est une deuxième lettre et que la première ou autre précédente demeurera nulle.

Art. 19. — Au cas où la lettre adirée serait payable au porteur, ou à ordre, le paiement n'en sera fait que par ordonnance du juge et en baillant caution de garantir le paiement qui en sera fait

Art. 3. — En cas de protêt de la lettre de change elle pourra être acquittée par tout autre que celui sur qui elle aura été tirée et au moyen du paiement il demeurera subrogé à tous les droits du porteur de la lettre, quoi qu'il n'en ait pas de transport, subrogation ni ordre.

CODE DE COMMERCE FRANÇAIS

paiement de la lettre de change perdue, et l'obtenir par l'ordonnance du juge, en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution.

Art. 153. — En cas de refus de paiement, sur la demande formée en vertu des deux articles précédents, le propriétaire de la lettre de change perdue, conserve tous ses droits par un acte de protestation.

Cet acte doit être fait le lendemain de l'échéance de la lettre perdue.

Il doit être notifié aux tireur et endosseurs, dans les formes et délais prescrits ci-après pour la notification du protêt.

Art. 154. — Le propriétaire de la lettre de change égarée, doit pour s'en procurer la seconde, s'adresser à son endosseur immédiat, qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir envers son propre endosseur; et ainsi en remontant d'endosseur en endosseur jusqu'au tireur de la lettre. Le propriétaire de la lettre de change égarée supportera les frais.

Art. 155. — L'engagement de la caution, mentionnée dans les articles 151 et 152 est éteint après trois ans, si, pendant ce temps, il n'y a eu ni demandes, ni poursuites juridiques.

Art. 156. — Les paiements faits à compte sur le montant d'une lettre de change sont à la décharge des tireur et endosseurs.

Le porteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus.

Art. 157. — Les juges ne peuvent accorder aucun délai pour le paiement d'une lettre de change.

Art. 158. — Une lettre de change protestée peut être payée par tout intervenant pour le tireur ou pour l'un des endosseurs.

L'intervention et le paiement seront constatés dans l'acte du protêt ou à la suite de l'acte.

Art. 159. — Celui qui paie une lettre de change par

LOI ALLEMANDE DE 1848

Art. 74. — Le propriétaire d'une lettre de change perdue ou égarée peut en demander l'annulation au tribunal. Après l'introduction de l'instance, il a le droit d'exiger de l'accepteur le paiement, s'il donne des garanties jusqu'à l'annulation de la lettre de change. A défaut de cette garantie, il a le droit de demander que le dépôt de la somme acceptée soit fait au tribunal ou ou à tout autre établissement public institué à cet effet.

Art. 13. 14. 15. 4. — Délais.

intervention est subrogé aux droits du porteur, et tenu des mêmes devoirs pour les formalités à remplir. Si le paiement par intervention est fait pour le compte du tireur, tous les endosseurs sont libérés. S'il est fait pour un endosseur, les endosseurs subséquents sont libérés. S'il y a concurrence pour le paiement d'une lettre de change par intervention, celui qui opère le plus de libérations est préféré. Si celui sur qui la lettre était originellement tirée et sur qui a été fait le protêt faute d'acceptation, se présente pour la payer, il sera préféré à tous autres.

Art. 160. — Délais de paiement.

Art. 161. — Le porteur d'une lettre de change doit en exiger le paiement le jour de son échéance.

Art. 162. — Le refus de paiement doit être constaté le lendemain du jour de l'échéance, par un acte que l'on nomme protêt faute de paiement. Si ce jour est un jour férié légal, le protêt est fait le jour suivant.

Art. 163. — Le porteur n'est dispensé du protêt faute de paiement ni par le protêt faute d'acceptation, ni par la mort ou faillite de celui sur qui la lettre de change est tirée. Dans le cas de faillite de l'accepteur avant l'échéance, le porteur peut faire protester et exercer son recours.

Art. 164. — Le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut exercer son action en garantie, ou individuellement contre le tireur et chacun des endosseurs, ou collectivement contre les endosseurs et le tireur. La même faculté existe pour chacun des endosseurs, à l'égard du tireur et des endosseurs qui le précèdent.

Art. 165, 166, 167, 168, 169. — Délais.

Art. 16. — Les tireurs ou endosseurs des lettres seront tenus de pouvoir, en cas de dénégation, prouver que ceux sur qui elles étaient tirées, leur étaient redevables, ou avaient provision au temps qu'elles ont dû être protestés, sinon ils seront tenus de les garantir.

Art. 170. — La même déchéance a lieu contre le porteur et les endosseurs à l'égard du tireur lui-même, si ce dernier justifie qu'il y avait provision à l'échéance de la lettre de change. Le porteur en ce cas ne conserve d'action que contre celui sur qui la lettre était tirée.

Art. 41. — Pour pouvoir exercer le recours contre le tireur et les endosseurs, en cas de non-paiement, il faut : 1° que la lettre de change soit présentée pour être payée ; 2° qu'il soit constaté par un protêt, fait en temps utile, que cette présentation a eu lieu, et que le paiement n'a pas été effectué.

Le protêt peut être fait le jour même de l'échéance, mais, au plus tard, le second jour ouvrable après le jour de l'échéance.

ORDONNANCE DE 1673

Art. 17. — Si depuis le temps réglé pour le protêt, les tireurs ou endosseurs ont reçu la valeur en argent ou marchandise, par compte, compensation ou autrement, ils seront aussi tenus de la garantir.

Art. 11. — Après le protêt, celui qui aura accepté la lettre, pourra être poursuivi à la requête de celui qui en sera le porteur.

Art. 12. — Les porteurs pourront aussi, par la permission du juge, saisir les effets de ceux qui auront tiré ou endossé les lettres encore qu'elles aient été acceptées, même les effets de ceux sur lesquels elles auront été tirées, en cas qu'ils les aient acceptées.

Art. 8. — Les protêts ne pourront être faits que par 2 notaires, ou 1 notaire et 2 témoins, ou par un huissier et sergent, même de la justice consulaire, avec 2 records, et contiendront le nom et le domicile des témoins ou records.

Art. 9. — Dans l'acte de protêt, les lettres de change seront transcrites avec les ordres et les réponses, s'il y en a et la copie du tout signée sera laissée à la partie à peine de faux et des dommages-intérêts.

Art. 10. — Le protêt ne pourra être suppléé par aucun autre acte.

CODE DE COMMERCE FRANÇAIS

Art. 171. — Les effets de la déchéance prononcée par les 3 articles précédents cessent en faveur du porteur, contre le tireur, ou contre celui des endosseurs, qui, après l'expiration des délais fixés pour le protêt, la notification du protêt ou la citation en jugement, a reçu par compte, compensation ou autrement les fonds destinés au paiement de la lettre de change.

Art. 172. — Indépendamment des formalités prescrites pour l'exercice de l'action en garantie, le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, en obtenant la permission du juge, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs.

Art. 173. — Les protêts faute d'acceptation ou de paiement sont faits par deux notaires, ou par un notaire et deux témoins, ou par un huissier et deux témoins.

Le protêt doit être fait : au domicile de celui sur qui la lettre de change était payable, ou à son dernier domicile connu.

Au domicile des personnes indiquées par la lettre de change pour la payer au besoin. Au domicile du tiers qui a accepté par intervention. Le tout par un seul et même acte. En cas de fausse indication de domicile le protêt est précédé d'un acte de perquisition.

Art. 174. — L'acte de protêt contient : la transcription littérale de la lettre de change, de l'acceptation, des endossements et des recommandations qui y sont indiquées ; la sommation de payer le montant de la lettre de change. Il énonce : la présence ou l'absence de celui qui doit payer. Les motifs du refus de payer et l'impuissance ou le refus de signer.

Art. 175. — Nul acte de la part du porteur de la lettre de change, ne peut suppléer l'acte de protêt, hors le cas prévu par les articles 150 et suivants touchant la perte de la lettre de change.

LOI ALLEMANDE DE 1848

Règles relatives au protêt, article 87 à article 90.

Art. 176. — Les notaires et les huissiers sont tenus à peine de destitution, dépens, dommages-intérêts envers les parties, de laisser copie exacte des protêts et de les inscrire en entier, jour par jour et par ordre de dates, dans un registre particulier, coté, parafé et tenu dans les formes prescrites pour les répertoires.

Art. 177. — Le rechange s'effectue par une retraite.

Art. 178. — La retraite est une nouvelle lettre de change au moyen de laquelle le porteur se rembourse sur le tireur, ou sur l'un des endosseurs du principal de la lettre protestée, de ses frais et du nouveau change qu'il paie.

Art. 179. — Le rechange se règle, à l'égard du tireur, par le cours du change du lieu où la lettre de change était payable, sur le lieu d'où elle a été tirée. Il se règle à l'égard des endosseurs, par le cours du change du lieu où la lettre de change a été remise ou négociée par eux, sur le lieu où le remboursement s'effectue.

Art. 180. — La retraite est accompagnée d'un compte de retour.

Art. 181. — Le compte de retour comprend : le principal de la lettre de change protestée ; les frais de protêt et autres frais légitimes, tels que commission de banque, courtage, timbre et ports de lettres.

Il énonce le nom de celui sur qui la retraite est faite et le prix du change auquel elle est négociée.

Il est certifié par un agent de change. Dans les lieux où il n'y a pas d'agent de change, il est certifié par deux commerçants.

Il est accompagné de la lettre de change protestée, du protêt ou d'une expédition de l'acte de protêt. Dans le cas où la retraite est faite sur l'un des endosseurs, elle est accompagnée, en outre, d'un certificat qui constate les cours du change du lieu où la lettre de change était payable, sur le lieu d'où elle a été tirée.

Art. 182. — Il ne peut être fait plusieurs comptes de

retour sur une même lettre de change. Ce compte de retour est remboursé d'endosseur à endosseur respectivement et définitivement par le tireur.

Art. 183. — Les rechanges ne peuvent être cumulés. Chaque endosseur n'en supporte qu'un seul, ainsi que le tireur.

Art. 184. — L'intérêt du principal de la lettre de change protestée faute de paiement est dû à compter du jour du protêt.

Art. 185. — L'intérêt des frais de protêt, rechange et autres frais légitimes, n'est dû qu'à compter du jour de la demande en justice.

Art. 186. — Il n'est point dû de rechange si le compte de retour n'est pas accompagné des certificats.

Art. 187. — Toutes les dispositions relatives aux lettres de change et concernant l'échéance, l'endossement, la solidarité, l'aval, le paiement, le paiement par intervention, le protêt, les devoirs et droits du porteur, le rechange ou les intérêts, sont applicables aux billets à ordre sans préjudice des dispositions relatives aux cas prévus par les articles 636, 637, 638.

Art. 188. — Le billet à ordre est daté.

Il énonce : la somme à payer, le nom de celui à l'ordre de qui il est souscrit ; l'époque à laquelle le paiement doit s'effectuer, la valeur qui a été fournie en espèces, marchandises, en compte ou de toute autre manière.

Art. 189. — Toutes actions relatives aux lettres de change et à ceux des billets à ordre souscrits par des négociants, marchands ou banquiers, ou pour faits de commerce, se prescrivent par cinq ans, à compter du jour du protêt, ou de la dernière poursuite juridique, s'il n'y a eu condamnation, ou si la dette n'a été reconnue par acte séparé.

Néanmoins, les prétendus débiteurs seront tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer, sous serment, qu'ils ne

Art. 27, 28, 29, 30, 31, 32. — Concernant les billets.

Art. 20. — Les cautions baillées pour l'événement des lettres de change seront déchargées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucun jugement, procédure ou sommation, s'il n'en est fait aucune demande pendant 3 ans, à compter du jour des dernières poursuites.

Art. 21. — Les lettres ou billets de change seront réputés acquittés après 5 ans de cessation de demandes et poursuites à compter du lendemain de l'échéance ou du protêt ou de la dernière poursuite. Néanmoins les

Art. 77. — Le droit de poursuivre l'accepteur se prescrit par trois ans à dater du jour de l'échéance de la lettre de change.

ORDONNANCE DE 1673

prétendus débiteurs seront tenus d'affirmer, s'ils en sont requis, qu'ils ne sont plus redevables; et leurs veuves, héritiers ou ayants cause, qu'ils estiment de bonne foi, qu'il n'est plus rien dû.

Art. 22. — Le contenu des 2 articles ci-dessus aura lieu à l'égard des mineurs et des absents.

CODE DE COMMERCE FRANÇAIS

sont plus redevables; et leurs veuves, héritiers ou ayants cause, qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est plus rien dû.

LOI ALLEMANDE DE 1848

Art. 75. — Lors même que la signature du tireur d'une lettre de change serait fausse ou falsifiée, les acceptations ou les endossements sont valables.

Art. 76. — Le tireur et tous les endosseurs dont les signatures sont reconnues véritables, continuent à être tenus du paiement d'une lettre de change revêtue d'une fausse acceptation ou de faux endossements.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	PAGES
Ce qu'est la lettre de change considérée en elle-même	
Double rôle possible.	
1 ^o Instrument d'exécution du contrat de change.	
2 ^o Instrument de crédit.....	7

I

Le contrat de change à l'origine, sa nécessité, son mécanisme.	
Comment est née la première idée de la lettre de change..	9

II

La lettre de change primitive. Même appliquée au seul contrat de change, l'emploi en est limité. Aucun endossement, puis, endossement à une seule personne. Présentant autre que le donneur de valeur.	
Émission en foire seulement. Paiement toujours à vue.	
Valeur fournie seulement en espèces.	
Disparition successive de ces règles restrictives.	
La règle italienne au commencement du xvii ^e siècle.	
L'ordonnance de 1673.	
Commentaire des anciens auteurs : Savary Pothier, etc ...	23

III

Le Code de commerce français.

La lettre de change toujours instrument d'exécution du contrat de change. Billet à ordre, instrument de crédit. La remise de place à place toujours exigée pour la lettre de change.

Quid de la provision ?

Le code maintient les dispositions larges de l'Ordonnance de 1673.....

57

IV

Nouvelle conception de la lettre de change dégagée peu à peu dans la littérature juridique et la législation des autres pays.

Le livre d'Einert : Le droit de change d'après le besoin des affaires au XIX^e siècle (1839).

La grande loi de change élaborée à Leipzig en 1847. Ses imitations en Suisse, Italie, aux pays Scandinaves, en Russie.

La loi anglaise. La loi allemande. Les divers codes de commerce étrangers.

Facilités de plus en plus grandes accordées. Endossements en blanc : plus de valeur fournie. Suppression de la remise de place à place.

Assimilation du billet à ordre et de la lettre de change.

La lettre de change s'adapte de plus en plus à sa fonction d'instrument de crédit.

Quelques survivances de l'ancienne conception subsistent toutefois.....

77

V

Jurisprudence française depuis la promulgation du code de commerce. Part faite aux idées nouvelles. Par exemple comment la nécessité de la remise de place à place était pratiquement éludée. Principaux monuments de cette jurisprudence. Étapes de l'évolution accomplie

145

VI

Réformes de la législation française. Elles sont d'abord réalisées dans les titres similaires; dans le chèque: forme au porteur. Plus de mention de valeur. Loi du 7 juin 1894. Plus de remise de place à place. Travaux préparatoires..... 173

VII

La lettre de change de l'avenir. Achèvement du mouvement commencé.

La lettre de change est avant tout un instrument de crédit comme le billet à ordre.

La base en est la créance actuelle ou future du tireur contre le tiré. Elle doit pouvoir servir de monnaie.

Suppression nécessaire des éléments parasites.

La forme au porteur. Paiement à vue.

La lettre de change tend à rejoindre le billet de banque dont elle ne diffère que par la nécessité, variable selon les pays et les temps, de maintenir le monopole d'émission à des banques privilégiées telles que les banques nationales et d'Etat..... 191

Vu :

Le Président,
E. THALLER.

Vu :

Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Angers. — Imp. J. Siraudeau. — 08-3993
